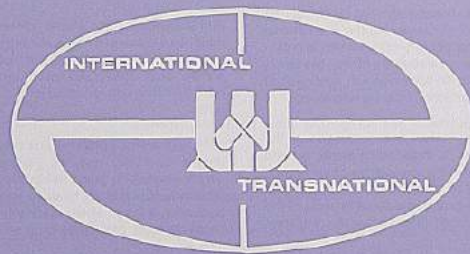


TRANSNATIONAL

ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



The European Association Context in

1993

L'espace associatif européen

1990 - n° 5

The review of international
associations and meetings

Revue bimestrielle septembre-octobre 1990
Bureau de dépôt: Bruxelles X

La revue des associations et
des réunions internationales

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

42nd year

42^{ème} année

This publication, produced by the UAI, appears six times a year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve regardless of the consequences.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open to association officers, research workers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

<p>UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL COMITÉ DE DIRECTION</p> <p>President: F.A. CASADIO (ITALIE) + Directeur de la Società Italiana per la Organizzazione Internazionale</p> <p>Vice-presidents: Rafael CALDERA (Venezuela) Ancien président de l'Union Interparlementaire. S.A. SAXENA (India) Former Director of the International Cooperative Alliance, Auguste VANSTENDEN (Belgium)</p> <p>Secrétaire général de Coopération et solidarité. Trésorier général: Paul E. HERNALIX (Belgique) Président honoraire de l'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes (EURO-CHAMBRES).</p>	<p>Secrétaire général: Jacques RAEYMAECKERS (Belgique) Ambassadeur honoraire. Membres: F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions. Christian DE LAET (Canada) Institut Gamma, Montréal Robert FENALIX (Belgique) Ambassadeur honoraire Johan GALTUNG (Norway) Professor of Peace Studies, University of Hawaii. Maced MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris 1. Gregori MORCZOV (URSS) Maître émérite des sciences de l'Institut de l'économie mondiale. Académie des sciences de l'URSS.</p>	<p>Secretary-General: Pierre PESCATORE (Luxembourg) Ancien juge à la Cour de Justice des Communautés européennes Members: Andrew E. RICE (U.S.A.) Former Executive Secretary of the Society for International Development Cyril RITCHIE (Ireland) President, Federation of Semi-Official and Private Institutions Established in Geneva. Myriam SCHREIBER (Belgique) Vice-présidente de la Fédération abolitionniste internationale. REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI UAI REPRESENTATIVES Organisation des Nations Unies: New York : Andrew RICE Genève: Cyril RITCHIE Paris: Maryvonne STEPHAN</p>
--	---	---

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

1990 — N° 5

SOMMAIRE

CONTENTS

Rédaction/ Editorial
 Jacques RAEYMAECKERS
 Robert FENAUX
 Geneviève DEVILLE
 Anthony J.N. JUDGE
 Ghislaine de CONINCK
 Paul GHILS
 Myriam SCHREIBER

Published by/ Publie par:
 Union of International Associations (UIA)
 (founded 1910)
 Issn-0020-6059

Editorial and Administration:
 Rue Washington 40, 1050 Bruxelles (Belgium)
 Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09
 Tx: 65080 INAC B

Editeur responsable:
 Jacques Raeymaeckers
 Rue Washington 40, 1050 Bruxelles
 (Belgique)
 Tel. (02) 640 18 08 - 640 41 09
 Télécopie: (322) 649 32 69

Subscription rate: BF 1.300, or equivalent
 per year (6 issues) + postage BF 270.

Abonnement : FB 1.300 ou équivalent, par an
 (6 numéros) + Frais de port FB 270.

Method of payment:
 Mode de paiement à utiliser:

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-
 0034699-70 ou Compte n° 210-0508283-55 à
 la Générale de Banque, 253, avenue Louise,
 1050 Bruxelles.

London: Account n° 04552334, National
 Westminster Bank Ltd., 1 Princes street.

Genève: Compte courant n° 472.043.30 Q à
 l'Union des Banques Suisses.

Paris : par virement compte n° 545150-04200
 au Crédit du Nord, 6-8, boulevard Hauss-
 mann, Paris 75009.

Copyright © 1990 by Union of International
 Associations. All rights reserved. No part of
 this work may be reproduced or copied in any
 form or by any means - graphic, electronic,
 or mechanical, including photocopying, rec-
 ording, taping, or information and retrieval
 systems - without written permission of the
 Secretary General, Union of International
 Associations.

ISSN-0250-4928

UIA's 80th Anniversary - 80 ^e anniversaire de l'UIA	251
4	
The European Association Space in 1993 <i>L'espace associatif européen en 1993</i>	
Associations: local, national, regional and international, by Leslie Rocker	254
Les enjeux de l'Europe communautaire pour les associations, par François Coursin	256
Associations et volontariat dans la perspective des politiques sociales européennes, par J. Pierre Hiernaux	260
Foundations and European Unification in the 1990s, by Frits W. Hondius	266
ECC Cooperatives and the Dynamics of Change in Europe, by B.K. Saxena	272
Comment influencer la C.E.	283
*	
Council of Europe NGO Convention to enter into force	290
Directory of UN bodies dealing with NGO's	292
International Meetings in 1989, by Ghislaine de Coninck	303
Vie associative - Association News	308



CONGÈS MONDIAL DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

PREMIÈRE SESSION : 1910

ACTES : DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES
RAPPORTS, PROCÈS-VERBAUX, CODE

DEUXIÈME ÉDITION
En complément à l'ANNUAIRE DE LA VIE INTERNATIONALE
1910-1911

Il y a
quatre-vingts ans
naissait l'UAI



L'histoire de l'UAI commence au mois de juillet 1906, qui vit un premier rapprochement s'opérer entre les dirigeants de quelques institutions internationales ayant leur siège à Bruxelles. On était au lendemain du Congrès d'expansion mondiale de Mons (1905) et à la veille de la Conférence de La Haye (1907).

Le 4 juin 1907, les représentants d'une vingtaine d'associations décidèrent de créer l'Office central des institutions internationales. Celui-ci fut officiellement fondé, sous le patronage du gouvernement belge, par l'Assemblée générale du 29 janvier 1908, au cours de laquelle il fut décidé d'organiser à Bruxelles en 1910 un Congrès mondial des associations internationales. Ce congrès, qui donna lieu à un compte rendu de 1.246 pages, eut un retentissement considérable. Il se tint du 9 au 11 mai 1910 au Palais des Académies de Bruxelles, sous la présidence d'Auguste Beernaert, Prix Nobel de la paix 1909, ancien premier ministre, président et délégué de l'Union interparlementaire. Le prince Roland Bonaparte, M. Clunet, président de l'Institut de droit international, M. Gobât, Prix Nobel de la paix 1902 et délégué du Bureau international de la paix, M. Guillaume, président de la Commission française du vocabulaire électrotechnique, M. Wilhelm Ostwald, Prix Nobel de chimie 1909 et président de l'Association internationale des sociétés chimiques en furent les vice-présidents.

Les délégués de 132 associations internationales, de 12 gouvernements, de plusieurs dizaines d'associations, cinq titulaires de Prix Nobel y prirent part. Ce fut ce premier Congrès mondial des associations internationales qui donna naissance à l'U.A.I.

A la suite d'un accord entre 52 associations ayant leur siège à Bruxelles, un centre international fut installé dès 1910 dans un ensemble de locaux mis gracieusement à la disposition de l'UAI par le gouvernement belge (4.200 m²). Ce centre comprenait la domiciliation d'un grand nombre d'associations internationales, des services d'utilité commune (bureaux de traduction, librairie, échange, propagande, immatriculation des organismes internationaux, calendrier des réunions internationales); le musée international (16 salles, environ 3000 objets et tableaux); la bibliothèque internationale, collective et encyclopédique (75.000 volumes); le répertoire bibliographique universel (11 millions de notices sur fiches classées par matières et par auteurs); les archives documentaires internationales (environ 10.000 dossiers, contenant 300.000 pièces, textes et documents iconographiques).

We are celebrating this anniversary on 29 and 30 November 1990.

UAI 80th ANNIVERSARY BRUSSELS 29-30 November 1990

- 29 November 8-10 am UAI Council (closed)
10-12 am UAI General Assembly (closed)
12 am - 14.30 pm «Déjeuner-débat» on the theme «*European Citizenship*».
Speaker: Jean Dondelinger, Member of the Commission.
3 pm UAI General Assembly (2nd part) (closed)
6 pm UAI anniversary celebration. Address by Mr Mark Eyskens, Belgian Minister of Foreign Affairs.
Reception in the premises of the International Associations Centre.
- 30 November 9.30 am - 16 pm Colloquium on the theme: *The universal membership organization faced with the challenge of the regional and the national*».
Moderator: Professor Chadwick Alger (USA).
- The meetings will be held at the International Associations Centre,
Rue Washington 40, 1050 Brussels.

PROGRAMME

- 29 novembre 8-10 h. Réunion du Conseil de l'UAI (membres seulement)
10-12 h. Assemblée générale des membres actifs de l'UAI (membres seulement)
12-14h30 Déjeuner-débat organisé conjointement par l'UAI et la Fédération des associations internationales établies en Belgique, sur le thème :
«*L'Europe des citoyens*».
Orateur: M. Jean Dondelinger, Commissaire européen.
15-17h30 Assemblée générale, suite (membres seulement)
18 h. Séance de commémoration ouverte par M. Mark Eyskens, ministre des Affaires étrangères de Belgique.
19 h. Réception offerte dans les salons de la Maison des associations internationales.
- 30 novembre 9h30-16 h. Colloque sur le thème: « *L'organisation universelle face au défi du régional et du national* ». Modérateur: professeur Chadwick Alger (USA). Une enquête préparatoire a été menée auprès de 3000 organisations internationales.
- Les réunions se tiendront dans les locaux de la Maison des associations internationales,
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles.

80^e ANNIVERSAIRE de l'UAI BRUXELLES, 29-30 novembre 1990

WHO'S WHO IN INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

This new **Who's Who** in International Organizations is an indispensable reference work for all for international non-governmental organizations, intergovernmental organizations, journalists, universities and research institutes. Businesses, public libraries, banks, TV and radio, hotels, publishers, universities, embassies, shipping companies and airlines and many others institutions in every country in the world will be interested in various entries in the set. It is a particularly useful tool for government agencies, voluntary organizations and the information sector-in fact, anyone concerned with prominent individuals in international organizations.

The **Who's Who** in International Organizations will be 3 volumes containing approximately 12,000 biographies of eminent individuals in every field of human endeavor. Fields of activity include: science and technology; social sciences; medicine and social welfare; politics and law; religion and ethics; documentation and communications; commerce and industry; economics and finance; trade unions and professional organizations; education; transportation; agriculture; and development. The three indexes will be by nationality, by profession and by international organization.

Intergovernmental organizations; international nongovernmental, non-profit bodies; international committees, centers and institutes; information systems, conference series and informal networks; and national non-profit groups concerned with international issues will thus be represented.

The biographies contain: full name, organization, position, nationality, profession, date and place of birth, family, detailed biography, own publications, memberships, and honours.

This three volume set is intended to serve the following purposes:

- to provide those concerned with international organizations with information on the principle personalities involved in the development, operation and coordination of these important institutions and networks.
- to provide an easy means of checking biographical details of significant individuals on the multinational and global levels.
- to provide biographical information about the people behind the operations of the largest selection of international organizations available in print, the Yearbook of International Organizations.
- to provide a resource for the ongoing development of relationship among international bodies.
- to improve access to international organizations.

The **Who's Who** of International Organizations is edited by the Union of International Associations which also edits the Yearbook of International Organizations, the most universal and up-to-date source of information currently available on international organizations.

UIA - rue Washington 40 - B-1050 Brussels - Fax (32 2) 649 32 69

Associations: local, national, régional and international

by Leslie Rocker *

In the beginning there is a group. A few people sit around a table, or meet in a bar, and decide that for an infinitely wide variety of reasons they need to combine their interests. The group might be quite local, such as the retailers in a shopping precinct. It might be motivated by some common problem, or threat. It might have no greater immediate purpose than the gathering of mutually convivial spirits. Whatever the reasons, the parameters are set, agreement is made. An association (club, society, federation — call it what you will) is born.

A locality could be a town, a village, an area of the country, a state in the USA. It may or may not develop into a national organisation. If it does, that national organisation may or may not retain its local components. Alternatively, a national association could be started from scratch.

It is on the national level that an association really begins to come into its own and achieve a significant status. The advantages and strengths of the national grouping arise from obvious geographical and political factors, but also perhaps from deep-seated instincts of patriotism, or at least a sense of community. Despite the individual characteristics of its various states and the persistence of its ethnic traditions, for example, the USA is still the most fiercely patriotic of nations and its associations identify closely with the national ethic.

Although many local organisations are important within the confines of their district's needs, the national association remains the most effective structure to support the interests of its members, a potent force that can negotiate with the principal law-making and administrative bodies of the land as well as providing the most convenient forum for the arranging of meetings and the exchange of ideas. Sometimes it is found necessary to retain local structures within the national organisation, particularly in larger countries, such as Canada, where the centres of population and trade are divided into distinct areas on the east and west, or the USA, where the individual states have such marked characteristics.

In smaller countries interest in and support for the local group has tended to decline, particularly with the ease of

travel provided by the motor car and modern transport systems. It may be, however, that this tendency will reverse as those very systems become increasingly choked and travel more difficult and less enjoyable, with overcrowded roads, unreliable railways and airlines suffering from frequent delays.

We live, however, in a shrinking world and the main thrust of development in associations is towards internationalism. This takes a number of forms. In the USA there has been increasing interest in the expansion of national associations into wider geographical areas. Strictly speaking, this is not internationalism, merely the quite understandable desire on the part of established organisations to seek an expansion of their activities and membership overseas.

There is also a strong movement towards the setting up of European-wide organisations, but even this is not internationalism in its true sense. It should perhaps more accurately be described as regional — but of this more later.

The truly international association usually takes one of two forms: either national associations combine to set up a form of federation; or individual persons, companies or other organisations form an association of individual bodies. The International Amateur Athletic Federation might be regarded as an example of the former; IATA (a grouping of individual airlines), of the latter.

In either case the intentions are similar. There is a need to provide opportunities for meetings and communications and, when necessary, to put the power of the group behind negotiations with international authorities.

The most obvious areas for the development of international associations are those where the interests involved are inherently international, such as air travel, and shipping. But increasingly over the years, those involved in almost every field of human activity have found that their problems, needs and interests are shared by their peers in other countries. Concern over human welfare and the environment, for example, is shared by people in every country and the bodies that represent them cannot confine their activities solely to the conditions in one nation. Even the most local of environmental groups cannot fail to be aware of the problems that exist over the destruction of wild-life in

* Secretary, Society of Association Executives, U.K.

remote areas of the world or the desiccation of the rain forests.

The main motivating force in all this activity is common need, or perhaps common desire — a need to protect the interests of members, a desire to protect those of others. Nothing is more likely to bring a society into being, or to reactivate one that was dormant, than a common threat. Even those with the most local of problems will quickly find that in the act of protecting their interests they will quickly become involved in a movement that could well be national and even international in its significance. What starts off as a concern over pollution in a rural setting might quite easily finish up as part of a global problem that could arouse the wrath of environmentalists in countries throughout the world.

Now that internationalism has established itself firmly as a force to be reckoned with, a new movement is making itself felt, that of regionalism. One of the earliest forms of this is the British Commonwealth: not regional in the strict geographical sense of the world, but nevertheless representing a group of nations linked together by common interests. Many associations have been established within that framework. The socialist countries of eastern Europe may be said to form a region, containing groups of trading and professional bodies. Geographical trading groups have been formed in Asia, the Caribbean area and elsewhere and corresponding associations set up.

The significance of the « region » has only emerged fully, however, with the development of the European Community. For the first time, the West has experienced the phenomenon of a multi-national, or supra-national, body imposing laws and regulations outside and even above those of an individual state. The national association has often been totally unprepared to deal with such a situation. Even international associations, perhaps with a greater sophistication and experience of world-wide problems, have often found themselves ignorant of the techniques necessary to promote the interests of their members in what is a completely new type of international legislative body.

So in the association world three new regional developments have emerged: for national associations to form a European group; for EC divisions to be set up within international associations; and, of course, for European groupings to be established from scratch. The headquarters of these new organisations have sometimes remained within the office of the parent, or have been set up independently in Brussels, Paris, Geneva and elsewhere.

So far as the national associations are concerned, the establishment of a regional group represents an expansion of their interests. They may even regard such a step as a move into internationalism, although this is only true in a limited sense in the case of Europe. The EC is, after all, in the process of establishing what some see as a «super-state», and the danger always is that one form of national boundary might simply be exchanged for another, albeit a wider one. There will no doubt be many arguments about «fortress Europe» before the precise shape and nature of

the new Community emerge and are established after 1992.

The situation for international associations in Europe is, however, somewhat different. Many of them may have developed from what was initially a European base. A move towards identification with the narrower regional concept may mean that the motivating force of the organisation is directed away from internationalism towards the region, with a dissipation of its energies and consequent weakening of its developmental drive.

Concern has been expressed by some international trade associations that the authorities in Brussels are less sympathetic towards approaches by bodies that are not specifically EC orientated. Officially, this is denied, but the impression remains and certainly associations have found that the path towards effective negotiation is much smoother if the group comprises representatives from EC countries only.

Charities have also been concerned at the extent to which funding from EC sources might be more readily available to a European group, rather than one with wider international interests. It has been suggested in defence of the EC that it would be natural for funds derived from European sources to be directed towards European ends. Charities will argue, however, that their activities are universal. It is unreasonable to expect a charity concerned, for example, with hunger in Ethiopia to confine its activities to one corner of the world. If the need is for such an organisation to be international, then it should remain so. If necessary, it is for the EC to mould its outlook and, if necessary, its organisation to the needs of the association rather than the reverse.

Nevertheless, wherever possible international organisations would be wise to set up EC groupings within their ranks. If it is done in this way they can retain control and avoid the risk of disruption or even dislocation. It may even be that this could lead to an entirely new regional development, with groups formed in South America, Asia, Australasia, etc.

The international association is often held together by the most tenuous of bonds, controlled by a tiny secretariat, operating out of inadequate office premises with totally insufficient staff. Conventions and other meetings are often organised only with the greatest difficulty and sometimes with considerable loss, in organisational time if not in cash. A move towards regionalism may well be the answer, provided, that is, that the regions remain within the international body.

Once upon a time men thought that when they reached the other side of the Atlantic Ocean, they fell off the edge of the world. Now they think nothing of stepping on a plane in Europe for a lunch meeting in the USA. The artifact that a consumer would once have been proud to regard as British, German, or French may now have been produced from Japanese parts, by immigrant labour, on British soil in a factory owned by Americans.

In the wide world of associations, whether we meet and negotiate nationally, or reorganise regionally, let us at all times think internationally.

Les enjeux de l'Europe communautaire pour les associations

par François Coursin *

Un impératif: s'organiser au niveau communautaire

Afin de développer sur l'ensemble du pays leur intervention sociale et culturelle, et se faire reconnaître comme partenaires par les pouvoirs publics, de l'Etat aux collectivités territoriales, les mouvements associatifs se sont construits et organisés en s'adaptant à l'organigramme politique et administratif de leur pays.

Les mêmes impératifs conduisent les associations à s'organiser au niveau de la Communauté. En effet, nul ne peut ignorer, au risque sinon de voir son rôle remis en cause, ce pôle de plus en plus important de décision dont l'influence sur l'ensemble des politiques nationales et régionales devient prépondérante.

En outre, les associations doivent considérer l'Europe comme un espace pertinent pour l'élaboration et la mise en oeuvre des interventions citoyennes touchant par exemple aux politiques de jeunesse, d'environnement, de consommation, de coopération et développement, de solidarités internationales...

C'est pourquoi la capacité du mouvement associatif à agir dans la Communauté européenne devient un enjeu majeur.

Cependant, force est de constater que la finalité de la construction communautaire était étrangère aux finalités associatives. Les associations se reconnaissent mal dans une finalité strictement économique, avec objectif de constitution de profits.

C'est pourquoi elles ont plutôt été aspirées vers le Conseil de l'Europe aux objectifs sociaux et culturels plus affirmés, où leur place a été reconnue et favorisée par l'instauration de structures de consultation et de concertation et d'un statut d'expert. Par contre, même si la Communauté reconnaît de fait les associations dans leur activité qu'elle subventionne dans certains secteurs, il n'existe pas aujourd'hui de reconnaissance de droit.

Mieux, la compétence de la Communauté a souvent été

récusée du fait de l'affirmation du but non lucratif des associations.

L'Europe en débat

Deux grandes tendances sont aujourd'hui en confrontation.

La première fait de la réussite économique de l'Europe le préalable à toute intervention sociale ou culturelle. Elle établit même que le critère de recevabilité d'une mesure sociale est sa rentabilité économique. Dans cette perspective, l'association ne pourrait être considérée que comme un auxiliaire social intervenant sur les effets les plus négatifs des politiques économiques.

La seconde affirme qu'il n'est de progrès possible que dans l'interaction de l'économique, du social et du culturel. Ainsi, au Conseil européen de Rhodes, en décembre 1988, il était déclaré : « *La réalisation du grand marché forme un tout, et le maintien d'une approche globale est une des conditions du succès. Il importe en conséquence de progresser de manière équilibrée et coordonnée dans tous les domaines, et de veiller à ce que l'harmonisation ou les rapprochements appropriés interviennent là où cela est nécessaire, suivant un rythme de travail qui doit être renforcé à l'avenir...* »

« *L'Europe ne peut pas se construire, ni contre l'avis des entreprises, ni contre l'avis des travailleurs ou citoyens. Elle a besoin de la pleine participation de tous les groupes sociaux.* »

Dans cette deuxième hypothèse, les associations peuvent avoir un rôle important à jouer. Encore faut-il que celui-ci soit reconnu, ce qui a amené Louis Eyraud, député français, à déclarer au Parlement européen en 1987:

« *Donner les moyens d'exister et de se développer aux associations sur le plan communautaire, c'est avoir foi en la démocratie européenne, c'est concevoir et permettre la réalisation de l'Europe des citoyens par les citoyens eux-mêmes.* »

Or, si l'Europe politique, bien timide encore, progresse néanmoins, notamment sous la poussée des événements en Europe de l'Est, l'Europe des citoyens reste à la traîne.

* Secrétaire général du Comité européen des associations d'intérêt général (CEOAG)

Si l'on ne veut pas qu'elle se résume au minimum indispensable en termes de protection des travailleurs, la contribution des associations devient de plus en plus nécessaire et urgente.

Dans un ouvrage récent, Alain Mine écrit:
«La Communauté nous offre, en réalité, la seule citoyenneté qui aille avec le triomphe de l'économie de marché: comme racines, la libre concurrence et la compétition; comme droits, des droits économiques; comme ressort géographique, un marché; comme devoirs, produire et consommer dans le respect des règles en vigueur. L'élan qui accompagne le mythe européen accentue cette substitution d'une citoyenneté à une autre. A force d'entendre que nous sommes Européens avant d'être Français et de ressentir confusément que l'Europe s'identifie à l'économie, nous sommes convaincus qu'il n'existe de citoyenneté qu'économique. La citoyenneté d'hier était une valeur antimarché, celle de demain en incarnera au contraire le triomphe.»

On le voit, vaste est le chantier pour les associations qui ne pourraient se reconnaître dans une telle perspective. Parce qu'elles sont une force importante regroupant au moins un citoyen sur deux dans la Communauté et vingt millions de responsables, les associations doivent s'engager résolument pour une Europe équilibrée dans toutes ses dimensions économiques, sociales et culturelles.

Et d'abord gagner la bataille de leur reconnaissance.

La reconnaissance des associations: déjà toute une histoire

Où en est-on aujourd'hui?

Deux démarches complémentaires sont en cours.

La première est le fait du Conseil de l'Europe qui regroupe vingt-trois pays. Celui-ci a adopté le 24 octobre 1985 une convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales (OING).

Par ce texte, les associations pourraient jouir de la reconnaissance de leur personnalité juridique dans les différents Etats membres, dès lors que celle-ci a été reconnue dans l'un d'entre eux. Aujourd'hui, un Etat peut refuser à une association d'exercer son activité sur son territoire dès lors qu'à ses yeux elle n'existe pas.

Or, cette convention ouverte à la signature le 24 avril 1986 n'a été signée que par l'Autriche, la Belgique, la Grèce, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni.

Pour entrer en vigueur, il faudrait un minimum de trois ratifications. Elle n'a été ratifiée que par le Royaume-Uni et la Grèce(*).

Il semble que des raisons liées à la sécurité s'opposeraient à cette ratification. Cela ne peut justifier que l'ensemble des associations soient victimes d'une telle disposition. Elles doivent se mobiliser pour obtenir signature et ratification qui constitueraient pour elles une avancée très positive.

La deuxième démarche a pris sa source dans les travaux du Parlement européen. C'est en novembre 1984 que

(*) Depuis la rédaction de cet article, la Belgique a ratifié la Convention (le 4 septembre 1990), portant de ce fait à trois le nombre des pays qui l'ont ratifiée. La Convention entrera dès lors en vigueur dès le 1^{er} janvier 1991 - NdR.

Louis Eyraud et le groupe socialiste ont déposé un projet de résolution tendant à la création d'un droit associatif européen et la mise en place d'un Fonds européen de développement de la vie associative. Le Parlement ayant adopté ce projet, le rapport en a été confié à Nicole Fontaine. Celui-ci a été adopté par le Parlement le 13 mars 1987.

Le Parlement avait demandé à la Commission de se charger en conséquence du travail à engager pour la mise en oeuvre de la reconnaissance du rôle des associations et des moyens à assurer pour leur développement. La Commission, investie dans l'exécution du Livre blanc pour la mise en oeuvre du Grand marché intérieur au 1^{er} janvier 1993, ne donnant pas priorité au dossier des associations, le Parlement décida de se charger lui-même de ce travail. Un intergroupe parlementaire fut mis en place sous la présidence de Louis Eyraud. Le résultat de ce travail fut le dépôt le 14 avril 1989 d'un projet de règlement portant statut de l'association européenne. La Commission, ayant alors décidé d'inscrire le dossier associatif dans son programme de travail, dossier confié à la nouvelle direction chargée des PME-PMI et de l'économie sociale (DG XXII), émit en décembre 1989 une communication au Conseil européen qui en adopta les termes demandant le développement des entreprises de l'économie sociale, dont les associations, dans la réalisation du marché sans frontières.

Aujourd'hui, avis est demandé au Comité économique et social sur les suites à donner à cette communication. Un groupe de travail préparant le projet d'avis s'est réuni plusieurs fois. La section Industrie, dont dépend ce groupe, délibérera à l'automne, avant la séance plénière du CES.

Suivra le débat au Parlement européen puis la soumission par la Commission au Conseil des ministres du projet définitif.

La communication de la Commission au Conseil: un acte important

Le texte de la communication de la Commission au Conseil est un acte très important, car il précise la place des activités des associations dans le Marché intérieur européen et trace les perspectives de leur reconnaissance. Toutefois, il n'est pas sans danger dans certaines conséquences. Nous y reviendrons.

Tout d'abord, ce texte tranche dans un sens positif dans la reconnaissance des activités économiques des associations.

En effet, les traités, fondements de la Communauté, sont destinés à assurer à terme la libre circulation des marchandises et des personnes, des services et des capitaux, le libre établissement des entrepreneurs. Cette politique est fondée sur le principe de la libre concurrence et sur des règles de politique économique et commerciale commune.

L'article 58 du Traité de Rome précise dans son alinéa 2: *«Par société, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives et les autres personnes de droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.»*

Selon l'interprétation qui peut être faite de cet article, les associations se retrouvent exclues ou non du bénéfice des dispositions matérielles du Traité de Rome et du droit dérivé. En particulier, si elles ne sont pas reconnues sous cet article, toute entente interassociative tombe, sans pos-

sibilité d'exemption, sous le coup de l'article 85 du traité de Rome qui interdit les ententes anticoncurrentielles entre entreprises. Surtout, elles ne verraient leur compétence reconnue que dans une extension du champ communautaire, que prévoit l'article 235. Mais alors, tout vote doit être obtenu à l'unanimité. Or, il semble qu'aujourd'hui trois Etats membres s'opposeraient à un statut associatif européen pris dans ce cas: la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark.

Reconnaissance de l'activité économique des associations

Le point très positif de la communication de la Commission, c'est la définition qu'elle donne de l'activité économique: « *Se trouvent ainsi, sous le terme d'économie sociale, des organisations relevant du champ économique du fait qu'elles exercent des activités productives, visant à affecter des ressources à la satisfaction de besoins; ces organisations produisent des biens et des services marchands (vendus à un prix destiné à couvrir au moins leur coût de production), mais aussi non marchands (fournis gratuitement ou à un prix sans rapport avec leur coût de production, la différence provenant d'un financement extérieur au marché, cotisations, subventions, dons...)* ».

Ainsi, la Commission adopte une définition qui rejoint celle donnée par d'autres textes, telles la Convention de La Haye du 1er juin 1956, la Convention de Bruxelles du 9 février 1968 et la directive de coordination des législations des sociétés du 9 mars 1968. Le but lucratif ne semble pas

exiger qu'il y ait recherche et répartition des bénéfices: « *une activité économique exercée normalement contre rémunération principale ou accessoire est suffisante* ».

L'interprétation du but lucratif étant ainsi faite au niveau de l'activité du groupement et non au niveau de son objet social, à caractère désintéressé, l'association tombe sous le champ de reconnaissance de l'article 58.

D'autre part, la Commission reconnaît explicitement les associations dans la définition qu'elle donne des entreprises de l'économie sociale.

Des conséquences pertinentes

Elle en tire ensuite une série de conséquences pertinentes en préconisant leur prise en compte dans les politiques communautaires de l'Europe de 1993, leur accès au marché sans frontières sur un pied d'égalité avec les autres types d'entreprises et leur non discrimination en matière de libre établissement ou de libre prestation de services, la possibilité pour elles d'utiliser dans leur intervention en Europe les instruments juridiques tels que le Groupement européen d'intérêt économique, ou le futur statut de société anonyme européenne pour créer des filiales. Elle envisage même des conditions particulières d'opérations de fusions ou de création de filiales à partir du projet de société européenne.

Les conditions semblent donc réunies pour que la Commission favorise le développement des outils nécessaires au développement des associations et à leur coopération au niveau européen.

Le CEDAG

première organisation associative européenne transsectorielle

Pour mieux faire reconnaître la légitimité de l'intervention des associations dans la construction de l'Europe communautaire le CEDAG (Comité européen des associations d'intérêt général), a été créé, le 15 novembre 1989, à l'initiative de mouvements associatifs des différents pays de la Communauté et d'associations européennes.

Le CEDAG regroupe les associations qui, dans un but d'intérêt général et de bien-être social, mènent des activités, dans une perspective de développement social et culturel. Le CEDAG a pour but de mieux assurer la défense et la promotion de leurs intérêts auprès des différentes institutions communautaires sur les questions communes à tous les secteurs associatifs. Son programme d'action vise

- à l'élimination des obstacles qui empêchent les coopérations transfrontières des associations,
- à l'adoption d'un statut européen des associations,
- à l'amélioration des structures de représentation des associations à l'information réciproque, la consultation et l'utilisation de l'expérience accumulée au sein des associations.

Une distinction fâcheuse

C'est alors que la Commission introduit une remarque qui va être lourde de conséquences.

Elle relève le cas de « certaines associations » pour lesquelles, parce qu'elles n'ont aucune activité économique, la « dimension européenne ne revêt pas le caractère d'intégration dans un marché sans frontières, mais celui d'insertion dans la mise en oeuvre d'une Europe des citoyens, ou de participation à la construction effective de l'Europe sociale ».

Pour celles-là, la Commission réserve la possibilité d'un statut d'association européenne n'ayant aucune activité économique. Les autres, parce qu'elles ont des activités économiques, devront se servir des instruments existants ou prévus pour les entreprises industrielles et commerciales, et n'auront pas accès à un statut d'association européenne permettant l'ensemble de leurs activités.

Ainsi, une telle distinction, si elle était retenue, contredirait le droit pour des personnes de s'organiser librement, autrement, pour développer leurs activités. Il serait paradoxal que la naissance du Marché unique ait pour conséquence d'empêcher des Européens de choisir librement une forme juridique correspondant à leur volonté d'agir ensemble, de façon solidaire et participative.

Une telle disposition aurait pour conséquence d'obliger les associations à disparaître dans un statut entrepreneurial conçu pour une définition de personne morale autre que la leur, dès lors qu'elles souhaiteraient disposer d'un instrument juridique européen.

En outre, la distinction faite entre le champ de compétence autorisé sous statut associatif européen et celui nécessitant l'appel à des instruments juridiques non associatifs, pourrait avoir des conséquences sur les relations contractuelles entre la Commission et les associations, en matière notamment de subventions aux programmes, ainsi que sur les droits nationaux à terme du fait de l'influence des dispositions européennes.

Au bout du compte, on peut d'ailleurs estimer qu'un statut associatif européen, construit sur une telle définition, serait tout à fait inutile et donc inutile, car les associations ont toutes une activité économique au sens qu'en donne la Commission elle-même. Car toutes les associations, pour poursuivre leur objet d'ordre social, éducatif, culturel, sportif... ont besoin de développer des activités économiques, de services rendus à leurs membres ou à un large public, notamment en direction des plus défavorisés, de produire des revues, des ouvrages, d'organiser des rencontres, des colloques...

S'il en existait échappant à cela, leur nombre devrait être tout à fait négligeable et l'on pourrait douter de l'impact de leur intervention au bénéfice de la construction de l'Europe sociale et de l'Europe des citoyens.

Reconnaître la plénitude de l'intervention associative

En fait, les associations, à la fois entreprises et mouvements sociaux témoignent de ce que la dichotomie faite entre l'Europe économique et l'Europe des citoyens est manifestement fautive. En effet, il ne saurait y avoir qu'un seul mouvement associatif qui, dans son ensemble, doit être recevable à faire valoir et son intégration dans le Marché sans frontières, et son insertion dans l'Europe sociale et l'Europe des citoyens. Diviser artificiellement le mouvement associatif en deux ne correspond à aucune réalité mais pourrait dénoter une méconnaissance fondamentale de ce qui, quel que soit l'Etat membre, caractérise le mouvement associatif. On peut même affirmer que c'est cet élément dual qui justifie l'existence de groupements de type associatif, à côté des sociétés. Le négliger, c'est remettre en cause l'existence même des associations.

C'est pourquoi le CEDAG souhaite

- que l'ensemble des associations soient reconnues comme faisant partie du champ couvert par le traité de Rome, nonobstant leur prétention de participer par ailleurs à l'édification de l'Europe sociale et des citoyens, l'interprétation du but lucratif étant faite au niveau de l'activité et non de l'objet de l'association;
- que pour l'exercice de leurs activités en Europe, nécessitant la création directe d'associations européennes, ou la coopération entre associations d'Etats membres au sein d'associations européennes, elles disposent d'un statut adapté à leur nature et à leurs modes de fonctionnement;
- qu'elles puissent avoir en outre recours au GEIE ou au statut de SA, notamment en cas de partenariat avec d'autres types de sociétés relevant ou non de l'économie sociale;
- que, au regard de l'article 85 du traité de Rome, elles puissent bénéficier de régimes d'exemption justifiés par leur activité et le type d'accords que celle-ci entraîne;
- que l'interprétation des articles 92 et suivants du traité de Rome fassent l'objet de « *guidelines* » sur les aides aux secteurs associatifs.

C'est cette position que défend le CEDAG, auprès du Comité économique et social (CES), du Parlement et de la Commission.

Mais les associations, de par leur nature et leur objet, ont aussi un rôle spécifique et essentiel à jouer dans la promotion du dialogue social et plus généralement dans la réalisation de l'Europe des citoyens.

Le CEDAG souhaite que la dimension sociale et culturelle des associations soit prise en compte dans la révision des traités.

31 août 1990

Associations et volontariat dans la perspective des politiques sociales européennes

par J. Pierre Hiernaux *

Introduction

Les associations et le volontariat constituent, dans la perspective des politiques sociales, un champ spécifique, important et significatif. Dans le contexte contemporain, et notamment au niveau européen, ce champ fait l'objet de nouvelles demandes et s'approche dans des perspectives renouvelées.

Ces demandes et perspectives concernent, d'une part, la contribution à la réalisation/prestation pratique de la protection sociale sur le terrain, dans un contexte marqué par la limitation durable des moyens de l'Etat. Elles concernent, d'autre part, la contribution à la conception-même et à la promotion des politiques concernées, dans la perspective d'une «européanisation» de certains aspects au

moins de celles-ci.

Chacune de ces demandes et perspectives place le champ de l'action volontaire devant des défis qui ne peuvent être relevés que par une réflexion et un travail sur lui-même, développant et transformant un certain nombre de conditions, y compris les siennes propres.

Tels sont les éléments que je voudrais brièvement aborder. Les grands titres concerneront donc:

1. La spécificité, l'importance et la significativité du champ de l'action volontaire;
2. La contribution à la réalisation/prestation de la protection sociale;
3. La contribution à la conception/promotion des politiques concernées.

Un champ spécifique, important et significatif

Parlant des associations et du volontariat, je ne traiterai pas du volontaire individuel, même s'il en est la base indispensable. Je ne référerai plutôt et directement au volontariat comme fait, comme secteur, comme champ de pratiques spécifiques. Ce fait, ce secteur, ce champ de pratiques, se caractérisent par le passage à l'acte du citoyen comme citoyen. Sans autre mandat que le choix volontaire, cet acte surgit de la société civile et s'enracine en elle. Il concrétise le dynamisme de cette société, sa capacité à se prendre en charge et à prendre en charge. Il diffère autant de l'action publique ou étatique que du travail professionnel dans la sphère privée. C'est qu'il est en quelque sorte, et quel qu'en soit l'objet, une forme de «militance».

* Maître de conférences à la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques de l'Université de Louvain. Coordinateur du Deuxième programme européen de lutte contre la pauvreté (CEE 1985-1989). Expert auprès du Comité directeur sur la politique sociale (CDPS) du Conseil de l'Europe.

Sous ce rapport, les associations concernées sont celles qui associent, pour l'un ou l'autre objet, les citoyens comme citoyens avec leurs concitoyens. C'est à ce titre que l'on peut parler, au sens propre, d'«associations volontaires», entendues comme associations de volontaires. Les deux spécifications, «association» et «volontaire», disent d'ailleurs quelque chose de plus — et peut-être de quelque peu différent — que cet autre vocable, très couru, qu'est «organisation non gouvernementale». En effet, la mise en avant du caractère «volontaire», au sens qui a été commenté, spécifie bien davantage que la seule négation du caractère «gouvernemental», à l'absence duquel peuvent correspondre — et correspondent sans doute — bien d'autres choses que le volontariat. «Association», d'autre part, plutôt qu'«organisation», dépasse la dimension institutionnelle pour mettre directement en avant la réalité relationnelle, le rapport coopératif, sous toutes ses formes, entre citoyens et co-citoyens qui s'engagent.

La perception de l'action volontaire s'élargit et se complète encore en désignant directement les « initiatives volontaires ». Insérées ou non dans des organisations ou dans des associations, ces initiatives forment, dans tous les cas, la réalité opérationnelle du « champ volontaire ». Ce champ comporte ainsi bien davantage — ou bien autre chose — que des « appareils » ou des « piliers » qui émergent çà et là : il est le tissu d'une multitude de « passages à l'acte » du citoyen avec ses concitoyens, par choix volontaire, à la base, dans le cadre, hors le cadre ou par delà le cadre d'organisations plus larges ou pré-existantes.

Pour donner une idée de cette multitude, je ne citerai que quelques chiffres ressortant d'une étude menée en 1981, à la fin du Premier programme européen de lutte contre la pauvreté, sur les associations et initiatives volontaires concernant la « lutte contre la pauvreté » en Europe. Selon cette étude, les initiatives particulières, à la base, auraient été — dans l'Europe des « neuf » de cette époque — au nombre de plusieurs centaines de milliers, et les associations opérant en plus d'un lieu auraient encore été de plusieurs dizaines de milliers; le nombre de bénévoles et de travailleurs étant d'ailleurs estimé au total de 14 à 15

millions de personnes. (Greffé, 1981: 16-20).

C'est ainsi que, reprises dans ce nombre, les associations et initiatives volontaires, tout spécialement lorsqu'elles comportent les spécificités que j'ai déjà mentionnées, se présentent effectivement comme une concrétisation de la liberté d'association et d'expression, comme une vitalisation quotidienne de la démocratie, comme une modalité de participation et de prise en charge des citoyens relativement à leurs propres problèmes et/ou à ceux de leurs semblables, comme un facteur d'innovation également, puisque certaines initiatives jouent un rôle de pionnier dans de nouvelles façons de répondre aux besoins et dans la promotion de nouvelles innovations (cf. Jarre, 1988).

À l'échelle européenne, les associations et initiatives volontaires s'affirment ainsi comme une base essentielle de l'« Europe des citoyens » et de son dynamisme positif. Engagées dans le domaine social, c'est aussi en termes d'une « Europe sociale » qu'elles s'interrogent, deviennent l'objet de nouvelles demandes et s'approchent dans des perspectives renouvelées, hâtées notamment par l'étape d'intégration plus avancée que symbolise l'horizon de 1992.

Contribuer à la réalisation/prestation de la protection sociale

En matière de protection sociale, le Comité directeur sur la politique sociale (CDPS) du Conseil de l'Europe, par exemple, note que la crise économique a créé des problèmes nouveaux. En même temps, elle a introduit une situation où les solutions possibles ne sont pas politiquement acceptables pour de nombreux Etats membres lorsqu'elles impliquent un accroissement des dépenses gouvernementales (CDPS, 1988: 4).

Dès lors, la question est posée de savoir *comment la nécessaire protection sociale sera assurée et par qui*. A cet égard, s'évoque alors une nouvelle conception « mixte » de la protection sociale (« a new welfare mix »). Celle-ci reconstruirait désormais qu'une combinaison d'agents assure effectivement les services sociaux dont on pensait auparavant qu'ils relevaient essentiellement de la responsabilité de l'Etat (aux niveaux national, régional et local). Les agents concernés seraient, outre l'Etat, les employeurs, les syndicats, la famille élargie, *les organisations volontaires* et les organisations à but lucratif, *tes groupes d'auto-assistance, les bénévoles* (*ibid.*)

Dans cette ligne, toujours selon le CDPS, la recherche d'une politique sociale cohérente pour le Conseil de l'Europe passerait par un examen des relations entre cette conception « mixte » de la protection sociale et le citoyen. Sans interaction appropriée entre les agents mentionnés, l'actuel phénomène de marginalisation et d'exclusion ne ferait que s'accroître. Seule une coordination des efforts, avec une identification des défauts dans l'interaction, permettrait de conserver le tissu social constitué dans les années précédentes tout en gardant, dans l'Europe de demain, tout son sens au mot « solidarité » (*ibid.*: 5).

Au niveau de la Communauté européenne, également, des réflexions sur les « aspects sociaux du marché intérieur » (Europe Sociale, 1989: 42-43) notent que, la crise devenant durable, le problème de fond git dans le débordement du dispositif de protection sociale par des besoins croissants qui ne correspondent plus à sa logique de départ. Ce dispositif serait aussi miné par les effets per-

vers qu'il engendre. En définissant les politiques de l'extérieur, sans participation des bénéficiaires, il accentuerait leur dépendance. Son efficacité serait, en outre, réduite du fait qu'il constitue des catalogues d'interventions ponctuelles et sectorielles pour les différentes manifestations du domaine social (emploi, formation, logement, pauvreté, etc.), en faisant intervenir de multiples agents aux buts propres et incoordonnés (administrations publiques, collectivités locales, établissements sociaux, organisations caritatives), dont les interventions sont également dirigées vers des publics très segmentés (jeunes, chômeurs de longue durée, population immigrée, personnes âgées, etc.).

Cette critique, et la recherche d'alternatives, sont référées à ce qui aurait été principalement argumenté par les travailleurs sociaux eux-mêmes, en contact avec les réalités locales. Elles appellent alors une perspective d'intégration des politiques sociales dans la dynamique du développement local. A ce niveau local, re-découvert, seraient pris en compte l'intégralité des groupes et des personnes, les divers volets de la réalité sociale et économique, et s'associeraient tous les partenaires concernés, publics et privés, volontaires et professionnels (*ibid.*: 44).

Le commentaire est alors fait que cette approche est actuellement assez largement reconnue. Les autorités publiques centrales y voient un certain transfert, sinon des charges, du moins des responsabilités politiques face à des problèmes qu'elles ont du mal à résoudre. Les responsables publics locaux y verraient leur capacité d'initiatives et leurs compétences élargies. Les organisations caritatives se sentiraient légitimées comme partenaires à part entière et, enfin, les bénéficiaires seraient reconnus comme « *acteurs potentiels de leur destin* » (*ibid.*).

Dans ce qui précède, on aura reconnu les traces de la critique de l'« Etat Providence » comme lieu de transferts anonymes qui désengagent et stérilisent les dynamiques de la société civile (Rosanvallon). On y aura également perçu comment certaines perspectives, quelle qu'en soit la valeur intrinsèque, tendant vers l'opérationnalisation prati-

que essentiellement par la référence à la pénurie des moyens de l'Etat. Et, avec l'invocation des perspectives et arguments prêtés aux travailleurs sociaux eux-mêmes, on aura saisi, en même temps, la responsabilité que ceux-ci prennent et les défis qu'ils réaffirment, notamment pour l'action volontaire.

Car, à ne pas y prendre garde, la légitimation promise aux « organisations caritatives » (c'est ainsi qu'elles sont désignées), comme « partenaires à part entière » dans la nouvelle perspective de « développement local » — quel que soit l'intérêt de celle-ci —, ne risque-t-elle pas, en méconnaissant la distinction entre la dimension « militante », enracinée dans la société civile, d'une part, et, d'autre part, la responsabilité gestionnaire qui incombe à l'action publique, d'instrumentaliser l'action volontaire comme pur prestataire de services, éventuellement subordonnées, en la désengageant de l'action structurante des citoyens sur l'Etat?

Car, également, l'« intégration » des différents niveaux et acteurs de la dynamique locale, sans reconnaissance suffisante de leur spécificité et de leur altérité, ne risquerait-elle pas de produire un « super-encadrement » qui nierait encore davantage les chances des personnes concernées elles-mêmes, — les « bénéficiaires », comme on les appelle significativement —, à être reconnues et à s'organiser comme citoyens dans leur propre altérité; reconnaissance et organisation qui peuvent justement se concevoir comme la condition pour que d'« acteurs potentiels de leur destin » ces personnes en deviennent, en effet, les acteurs réels?

Car, enfin, l'obnubilation possible par le « local », ou l'enfermement dans celui-ci, ne risquent-ils pas de faire oublier aussi que:

- a. les situations locales ne peuvent être dissociées de politiques et d'orientations sociales plus larges quand on

considère, par exemple, ce qui détermine le son des gens par rapport au logement, au travail, à la formation, au revenu, à l'accès aux droits sociaux, etc.;

- b. les transformations à introduire — et non seulement les prestations à assurer — doivent l'être tant au niveau « micro », local, rapproché, qu'au niveau « macro », plus médiat, plus large (lois, réglementations, dispositifs publics, etc.);
- c. l'action volontaire elle-même n'a de force, et ne peut — en particulier — atteindre le niveau plus large, qu'en articulant à l'enracinement local une action et des solidarités supra-locales.

H est donc possible que, dans les nouvelles conditions qui lui seraient offertes, l'action volontaire ait à s'interroger, entre autres sur:

- a. la balance entre la prestation de services (cf. « organisations caritatives »), — que ces services soient « intégrés », « subordonnés » ou non —, d'une part, et ce que, d'autre part, une action fondée dans la citoyenneté doit à la dimension « politique », entendue comme une action sur l'organisation et les orientations de la cité;
- b. l'originalité que peut constituer, au sein de la « prestation de services », — et peut-être avec une vocation toute particulière pour l'action volontaire —, le service spécifique qui fait accéder les « bénéficiaires » eux-mêmes à la citoyenneté pratique et à l'action comme citoyens et co-citoyens;
- c. sur ce que l'associativisme — et sur ce que quel associativisme — peut apporter à ces citoyens et co-citoyens pour accroître leur propre capacité de présence, d'organisation, d'expression et d'action vis-à-vis de défis et de questions qui sont, localement et supra-localement, après tout, d'abord les leurs.
(Sur plusieurs des éléments précédents, cf. également Hiernaux, J.P., 1989b et 1990).

Contribuer à la conception/promotion des politiques nécessaires

Les demandes et perspectives portant sur la réalisation/prestation de la protection sociale débouchent, comme on vient de le voir, sur la question de la typologie et de l'orientation pratique de l'action volontaire sur le terrain. Corrélativement, les demandes et perspectives portant sur la conception-même et sur la promotion des politiques nécessaires posent la question de la présence de l'action volontaire à des niveaux plus larges, notamment au niveau européen en voie de constitution.

Cette question est celle du développement associatif et de son mode de présence à l'échelle européenne. Elle est aussi celle de l'expression, à cette échelle, de ce que l'action volontaire porte et représente. Car s'il est une « Europe sociale » qui connaît déjà des liaisons et des représentations non négligeables, — dont on peut se réjouir —, c'est spécifiquement celle du monde de l'entreprise et du travail. L'« autre Europe », par contre, celle des préoccupations hors-entreprise, celle des groupes — nombreux, faut-il le rappeler — qui sont hors du monde du travail, celle de la nécessité également, à laquelle répondent précisément les associations ou initiatives volontaires, celle où ceux qui vivent cette nécessité s'expriment ou pourraient s'exprimer, cette Europe-là se perçoit avec des conditions de fonctionnement, des liaisons et une expression qui ne sont pas encore à la mesure de ce qu'elle peut

offrir pour la conquête d'une citoyenneté européenne vivable pour tous.

Et cependant, c'est aussi cette Europe-là qui est, actuellement, l'objet de demandes précises, et non seulement de la part de ceux qui la constituent. Le Comité directeur sur la politique sociale du Conseil de l'Europe, par exemple, dans la ligne de sa conception « mixte » de la protection sociale, que j'ai déjà située, envisage ainsi la contribution du Conseil de l'Europe aux concertations nécessaires à la « condition que le caractère intergouvernemental de l'Organisation n'agisse pas comme un facteur inhibiteur en empêchant l'attribution aux agents non gouvernementaux de leur propre indépendance et autorité » (CDPS, 1988: 5).

De son côté, l'administration de la Commission des Communautés Européennes, spécialement dans les secteurs sociaux, soucieuse de ne pas s'isoler sur une planète étrangère, de constituer les partenaires nécessaires pour le dialogue et les concertations, d'amplifier des contacts plus directs avec la « citoyenneté organisée », avec la réalité du terrain, avec les groupes et personnes directement concernées, encourage et soutient la constitution de réseaux de liaison et de contact européens, en particulier dans les segments non encore pourvus de l'« espace social européen ».

Dans une période récente, divers réseaux européens surgissant « du terrain », avec la volonté de représenter la problématique de leur secteur au regard des politiques européennes en cours ou à venir, ont ainsi pu connaître, avec l'appui de la Communauté européenne, une concrétisation ou un renforcement significatif. Ainsi, par exemple, de la Fédération européenne pour les sans-abri (TRA, 1989: 9), du Lobby européen des femmes (Femmes d'Europe, 1990: 4), des réseaux pour les personnes âgées et des initiatives pour les personnes âgées en pauvreté (Euro-link-Age, 1989: 10; 1990: 14), etc. Et, hors surgissement à partir du terrain, dans ce cas, les services concernés de l'administration communautaire, ont pris eux-mêmes, dans le courant de 1989 et par l'intermédiaire de l'association ESCAO (1), l'initiative de susciter les démarches préalables à la constitution d'une liaison européenne avec les initiatives volontaires impliquées dans la lutte contre la pauvreté. Cette liaison — qui devrait idéalement et/ou à terme devenir une liaison avec les premiers concernés eux-mêmes —, devrait être l'objet d'une assemblée constituante dès décembre de cette année 1990.

De tels développements et demandes mettent, à leur niveau, le champ de l'action volontaire devant des exigences et des défis particuliers (Hiernaux, 1989a). Ceux-ci impliquent largement les propres caractéristiques et possibilités d'évolution de ce champ, notamment dans ce qu'elles ont de spécifique par rapport à celles d'autres partenaires du dialogue social. En effet, si la présence et l'efficacité européennes des organisations du monde du travail (patronales et syndicales) paraissent et sont de fait plus établies, — et dont l'impact est très clair, par exemple dans l'orientation majeure de la récente « Charte européenne des droits sociaux », plus tournée vers le monde inséré dans le travail que vers celui, néanmoins accru, qui en est exclu —, c'est aussi parce que l'action européenne des organisations du monde du travail et de l'entreprise bénéficie notamment des éléments suivants:

- une homogénéité relative du champ et de ses objectifs (le champ des entreprises; les intérêts des travailleurs d'une part, les intérêts patronaux d'autre part);
- une simplicité relative des structures internes au champ (il n'y a pas beaucoup d'organisations syndicales ou patronales par pays);
- c. une légitimation et une crédibilité démocratiques que confère le mode de constitution de ces structures (en principe, par délégation des membres à la base vers le « sommet »).

Le monde du « social » et des initiatives volontaires, par contre, — et réalité n'étant pas nécessairement vice ou tere — présente d'autres caractéristiques:

- malgré les dénominateurs communs, et en fait vagues, que sont le « social » et/ou le « volontaire », une inhomogénéité et une divergence assez larges : grandes organisations/petites associations/multiplicité d'initiatives isolées...; associations et initiatives — assez rares — par lesquelles s'expriment les gens qui vivent eux-mêmes les problèmes sociaux/associations de prestataires de services à titre individuel (travailleurs sociaux, volontaires...)/ associations — en nombre non négligeable — d'instances et/ou d'unités prestataires de services (parfois patronales ou quasi-patronales), etc...; en outre, populations concernées, méthodes d'action, problématiques... qui souvent divergent et divisent;
- b. du fait précédent, une absence — et, sans doute, une impossibilité relative — de structures internes simples

et/ou globalement intégrées;

- c. une faiblesse, parfois difficilement surmontable dans les faits, de la légitimation par délégation démocratique, spécialement de celle émanant des premiers concernés eux-mêmes.

Dans ce cadre, la question du développement associatif dans le domaine « social », celle de son mode de présence à l'échelle européenne et celle de l'expression, à cette échelle, de ce que l'action volontaire porte et représente, ne peuvent sans doute connaître de réponses « simplistes ». Il peut en être ainsi de l'idée qui, au risque de prendre modèle au mépris de la réalité, considérerait qu'il suffirait — et qu'il serait possible — d'associer, au niveau européen, directement et sans autre forme de procès, tout ce qui ne s'associe pas et ne s'est pas associé — et souvent pour cause — jusqu'à présent.

A rencontre du mythe du « Parlement immédiat et indistinct de toutes les associations ou initiatives », quelles qu'elles soient et quel que soit leur état, n'est-il pas plus approprié de penser en termes d'étapes, de processus et de formules intermédiaires, y compris celles, éventuellement originales, qui, tout en respectant la nature du terrain, peuvent être génératrices de dynamiques transformatrices souhaitables?

Sur le premier point, et tout au contraire d'une unification dans l'indistinction, les faits et développements en cours montrent plutôt la genèse de convergences opérationnelles multiples et spécifiques : femmes, sans-abri, personnes âgées... selon les catégories particulières et les interlocuteurs spécifiques. Il est significatif, sans doute, que ce soit justement autour de telles thématiques catégorielles que se développent les convergences qui surgissent spontanément du terrain.

Rien n'exclut cependant que de telles convergences ne puissent en venir à traiter également de thématiques trans-catégorielles, en développant ou en renforçant des « inter-convergences ». H est peu probable cependant que celles-ci dissolvent l'organisation catégorielle initiale ou s'y superposent de manière durable. Pour les développer, l'élément premier et indispensable n'est vraisemblablement pas d'ordre organisationnel, mais plutôt dans des conditions ou initiatives qui suscitent, même temporairement, des phases de travail communes, sur des objets communs qui concernent plusieurs convergences par ailleurs spécifiques, sans jamais épuiser la spécificité ni le tout catégoriel de chacune de celles-ci. Quant à savoir si de telles conditions ou initiatives se profilent déjà, la question est ici laissée ouverte...

De son côté, le projet de liaison européenne entre et avec les initiatives volontaires de lutte contre la pauvreté, que j'ai déjà évoqué, illustre, outre la question des convergences trans-catégorielles, celle des convergences trans-organisationnelles, voire méta-organisationnelles. En effet, les initiatives de lutte contre la pauvreté peuvent ne pas seulement naître au sein d'organisations ou d'associations concernant des catégories particulières de la population (femmes, personnes âgées, familles monoparentales, migrants...), dont, d'ailleurs, tous les membres peuvent ne pas être concernés, n'étant pas nécessairement tous pauvres.

De telles initiatives peuvent aussi naître, dans les mêmes conditions, dans des organisations ou des associations qui divergent totalement entre elles quant à leur nature, leur niveau, leur structure, leur orientation et même quant à leur objet principal (services sociaux, actions

volontaires, syndicats, mutuelles...). Elles peuvent encore - et beaucoup le font - naître en dehors de toute organisation ou association plus large. Elles peuvent, enfin, naître également dans l'espace inter-(et/ou méta-) institutionnel que tendent à constituer, entre autres, les « actions intégrées » dont j'ai précédemment évoqué la promotion actuelle au titre des modalités « nouvelles » de l'action sociale et de la protection sociale.

Si, ainsi, les initiatives concernées peuvent, sans y être absentes, ne pas « remplir » la totalité d'aucune organisation ou association particulière, elles ne sont pas davantage couvertes par l'ensemble de telles associations. Pour la constitution d'une convergence, d'une présence et d'une expression européennes de telles initiatives — éléments essentiels pour les débats sur la protection sociale à redéfinir — les organisations ou les associations ne sont donc pas une base satisfaisante. Qu'elles soient *dans*, *entre* ou *au delà* des organisations ou associations, et que celles-ci se dénomment « de lutte contre la pauvreté » ou autrement, ce sont, exactement, les *initiatives elles-mêmes* qui sont à identifier et à associer.

C'est ce qu'ont sans doute perçu les participants à la première assemblée préparatoire pour la constitution de la liaison en question, lorsqu'ils ont établi qu'il convient d'assurer essentiellement la participation des actions de terrain (où qu'elles soient) et que, s'il ne s'agit nullement d'exclure les grandes organisations multifonctionnelles, la présence de celle-ci l'est par les personnes et initiatives directement et spécifiquement engagées dans la lutte contre la pauvreté (Renard, 1989: 21; 24). Du même coup, et à la mesure de l'exigence de ce qu'il s'agit de représenter et de stimuler, la liaison et les dynamiques qui pourraient s'en escompter, apparaissent avec l'originalité à la fois de la trans- et de la méta-organisationnalité ou, encore, du trans- et du méta-associativisme. Seraient impliqués, en effet, des acteurs insérés dans des associations, elles-mêmes diverses, et des acteurs hors-associations par ailleurs, sans nécessairement engager davantage d'association formelle entre les associations concernées, et sans non plus mettre en cause l'appartenance ou non des acteurs à de telles associations.

L'exemple, qui doit surtout valoir à ce titre, suggère sans doute le débordement des modèles de référence organisationnels, hiérarchiques et réputés univoques, hérités de l'empire romain, des armées ou des « grandes administrations ». Il rend davantage hommage aux acquis de la société urbaine, qui est société de citoyens et société de relations multiples, où ce sont les initiatives qui unissent et, également, les contacts qui portent aux initiatives. Il suggère également que c'est aussi à un travail sur lui-même, sur ses conceptions, sur la pratique de ses habitudes, qu'est appelé le monde associatif s'il veut faire face aux défis que lui pose, dans certains domaines au moins, l'appel à sa présence européenne et la nécessité de celle-ci.

Dans la même ligne, et pour l'innovation à laquelle ils veulent s'atteler, tant le monde associatif que ses interlocuteurs, auront également intérêt à dégager et soutenir des modalités de travail souples, ouvertes et appropriées qui permettent tant au « surgissant » et à l'« innovatif » qu'au « déjà constitué » d'apparaître et de s'exprimer. Au delà donc d'espaces purement institutionnels et « verticaux », où des organisations s'exprimeraient au travers des « pyramides » qu'elles constituent, la notion de « liaison européenne » implique ainsi, sans doute, d'inclure au

moins autant un espace de contacts et échanges « horizontaux », au niveau-même des initiatives de terrain à travers la Communauté européenne.

Ces initiatives et ce terrain sont, en effet, le lieu où les efforts peuvent s'articuler concrètement, la base où se génèrent les innovations, la voie par laquelle elles concrétisent leur diffusion, le fondement pratique, enfin sans lequel la « dimension européenne » et la liaison à ce niveau pourraient n'être que « fiction superstructurelle » et donc pure illusion sur le plan opérationnel. C'est peut-être aussi ce que rappelle la vocation associativiste comme composante de l'« Europe des citoyens » et c'est sans doute ce qu'impliquent également la tâche d'expression de cette Europe dans le domaine social.

Dans ce domaine, précisément, nous avons également noté combien peu d'associations, en fait, s'organisent comme des instruments d'expression définis par les personnes directement concernées elles-mêmes. Beaucoup sont, en effet, et sans doute fort compréhensiblement et légitimement, des associations par lesquelles, au mieux, des tiers cherchent à exprimer ces personnes (si tant est que faire se peut) ou, plus fréquemment encore, des associations de prestataires de services, ou de services comme tels, qui expriment la vision des problèmes qu'ont ces prestataires ou ces services.

Si, pour les dialogues européens, les associations et l'action volontaire se veulent également comme un véhicule d'expression de la partie habituellement la plus faible des citoyens européens, il est clair que leur travail sur elles-mêmes implique également qu'elles tendent — quelle qu'en soit l'apparente difficulté — vers la représentation des populations effectivement concernées, sur une base de plus nette délégation démocratique.

Si ceci peut ne pas être nécessairement la vocation de toutes les associations, il se peut que le travail du champ associatif sur lui-même implique aussi de reconnaître, par rapport à l'expression propre des premiers intéressés, le caractère différent et subsidiaire d'associations qui sont resteraient surtout des associations de tiers. La charge est alors de ménager une place croissante pour des associations qui exprimeraient directement les premiers intéressés, dont un certain nombre se développent d'ailleurs actuellement, y compris au plan européen. A cet égard, l'engagement volontaire, comme acte de citoyenneté, ne place-t-il pas dans des conditions particulièrement favorables pour contribuer à ce que d'autres — et spécialement les premiers intéressés eux-mêmes — puissent accéder pratiquement à cette citoyenneté et l'incarner également dans un associativisme européen?

Enfin, les liaisons européennes concrètes, les bénéfices qu'on peut en attendre, ne peuvent, surtout à l'échelle considérée — qui est spécialement onéreuse, notamment en matière de communication et d'organisation — s'escompter sans moyens appropriés. Ces moyens de vivre concrètement l'Europe, spécialement là où l'engagement se fait dans le domaine social et dans la promotion des groupes de citoyens les plus faibles — il faut le reconnaître — les associations, les initiatives et surtout leurs membres, n'en disposent à présent guère ou pas du tout. Exactement comme le soutien des développements à l'intérieur des pays relève des instances propres à ceux-ci, n'est-ce pas la vocation spécifique des instances européennes d'élargir les moyens appropriés à soutenir, spécifiquement et distinctement, les dynamiques d'échange et de liaison au niveau proprement européen?

En ce qui concerne le domaine social, associatif et volontaire, cette vocation des instances européennes n'est-elle pas, aujourd'hui encore, trop faiblement réalisée, comparée notamment au soutien des échanges et coopérations à d'autres niveaux (par exemple, pour la formation, sous les programmes « Erasmus ») et, surtout, comparée aux attentes, demandes et perspectives des instances européennes elles-mêmes à l'égard du champ associatif et volontaire? N'y a-t-il pas là un premier axe de revendications et d'évolutions à introduire? Car, comment donner corps à l'associativisme européen, que l'on appelle comme partenaire, sans investir ce qui lui permettaient d'avoir, sur le terrain, à travers l'Europe, entre les citoyens concernés eux-mêmes, d'un pays à l'autre, une existence plus que chimérique?

Parler d'investissement, c'est évidemment parler de ressources. Je serai bref sur ce point, en rappelant simplement, hors tout nouvel engagement que l'on pourrait souhaiter — et qui serait nécessaire pour certaines des fonctions antérieurement évoquées —, l'existence, dans la

Notes du texte

- (1) ESCAP-European Social and Community Action Programmes/ Programmes européens d'actions socio-communautaires, 56 rue de la Prévoyance, B-1000 Bruxelles.

Références bibliographiques citées dans le texte

CDPS (1988). Résultats d'un échange de vues sur les problèmes de l'actualité sociale en Europe en vue de parvenir à la définition d'une approche spécifique aux pays membres des problèmes majeurs de société. Conseil de l'Europe, Comité directeur sur la politique sociale, CDPS (87) 2 révisé, Strasbourg, 23 mars 1988, FCDPS87.2.
EUROLINK-AGE (1989). *Report of the EuroLink-Age meeting in Malta, EuroLink-Age*, September Bulletin.
(1990). EC network on older people in poverty, *EuroLink-Age*, March Bulletin.
EUROPE SOCIALE (1989). Les aspects sociaux du marché intérieur. Volume II - La place et le rôle des politiques sociales dans les dynamiques de développement local, *Europe Sociale*, Supplément 7/89.
FEMMES D'EUROPE (1990). Lobby européen des femmes, *Femmes d'Europe* n° 63, janvier/février.
GREFFE, X. (1981). *Les organisations volontaires dans la lutte*

Communauté, de divers programmes, voire d'un nombre croissant de programmes, dans le domaine social ou dans des domaines connexes. Dans ceux-ci, dont certains aux budgets très vastes, la part pour les échanges et la collaboration transnationale directe entre les opérateurs de terrain, dont les initiatives et les associations volontaires, pourrait de minime, voire de tout à fait nulle, être conduite à des proportions qui seraient davantage à la mesure de la prétention à une dimension européenne réelle et concrète.

Il est d'ailleurs probable que les objectifs-mêmes des programmes concernés y gagneraient singulièrement en « valeur ajoutée », tout en sortant de la logique qui consiste à financer, selon une « politique européenne », des actions maintenues, sur le terrain, dans un fractionnement simplement national, voire localiste, faute d'avoir lié les acteurs concrets entre eux.

Je clôturerai ici cette introduction, dont je note le caractère provisoire et, peut-être surtout, tout ce qu'elle n'a pas permis d'inclure et que vous ne manquerez pas de relever et d'introduire au débat.

contre la pauvreté dans la Communauté économique européenne, Rapport de synthèse, CCE, V/B/1.

HIERNAUX, J.P. (1989a). L'Europe de 1993: quelles associations? Quelle Europe sociale? Quelles stratégies et quelles perspectives?, in *Actes du Colloque de l'A.I.C. « 1993: Quels partenaires pour une Europe sociale? »*, Bruxelles, 25.05.89.

(1989b). Lutte contre la pauvreté et promotion des groupes socialement faibles en Europe - Au delà de l'aide, une perspective stratégique pour l'action sociale?, in *Actes du Simposio sobre la Pobreza en Aragon*, Caritas Aragon, Zaragoza, 01-03.12.89.

(1990). Tendances du « développement social local » en Europe, in *Actes del Encuentro Internacional sobre Política Social*, Vitoria-Gasteiz, 13-17.02.90.

JARRE, D. (1988). La nécessité de la coopération européenne ou/et internationale en matière de politique sociale et l'importance des organisations non gouvernementales à vocation sociale dans les sociétés démocratiques, in *Revue d'Action Sociale*, Liège, n° 5/88, pp. 21-30.

RENARD, R. (1989). *Les initiatives volontaires luttant contre la pauvreté en Europe et la Commission européenne*. Rapport général du Colloque organisé par ESCAP à l'initiative de la Commission, Bruxelles, 22-24.06.89.

TRA (1989). *Nasce la Federazione europea per in senza-dimora*, in *TRA-Periodico del Coordinamento Nord-Italia per i senza fissa dimora*, Anno 2, n°.

Foundations and European Unification in the 1990s (*)

by Dr Frits W. Hondius

The Single Market and the Common European home

The purpose of this paper is to consider the implications which the progress of European unification may have for foundations in Europe in the coming years. The first and most spectacular facet of that progress is a programme of action for a "Europe without frontiers" to which the twelve EEC countries have pledged themselves in the Single European Act. The plan concerns the full integration, before 31 December 1992, of twelve separate markets into one single market.

No less important are the present political developments in Eastern Europe, towards perestroika, pluralism and reinforcement of relations between all the nations inhabiting the "common European home".

These two major European trends are in several respects opposites. One concerns the economy, the other politics. The Single Market unfolds according to a precisely planned scenario. East European liberalisation is empirical and it is immensely difficult to forecast its further development. The Single Market aims at unification, standardisation, harmonisation, closely monitored by the Community institutions in Brussels. There is talk of a new European identity above and beyond national and regional identities. East European liberalisation means the relaxation of central control, by the Soviet Union, by Communist Parties, by the State. It also spells the end of a pretended monolithic unity and emphasises separate and unique national histories and cultures.

The changes which are unfolding before us are making their impact on European institutions, intergovernmental and non-governmental. The European Community is fully occupied by its internal transformation. Like the caterpillar, it has shut itself, during this process, in its cocoon, waiting for the butterfly to emerge. The Community cannot deal

(*) Paper presented on 14 September 1989 in Helsinki at the meeting of The Hague Club. The author is Deputy Director of Legal Affairs, Council of Europe, Visiting Fellow to St Cross College, Oxford, Governor of Interphil, Trustee of Europhil. Opinions expressed in this paper are strictly those of the author.

with problems of its enlargement until after 1992 and even then it will proceed piecemeal.

In the meantime, the 23 nation Council of Europe has become one of the rallying points for greater unity between East and West. On 6 July 1989 President Gorbachev, in a speech before the Council of Europe, outlined his desire to share with Western Europe the task of constructing a common European home. Parliamentarians and Ministers from certain East European countries are now participating in the work of the Council of Europe and at least one country, Hungary makes no secret of its aspiration to full membership.

What is particularly important in this connection is the fact that the Council of Europe, unlike the European Community, accords recognition to non-governmental organisations, associations as well as foundations. It has concluded a Convention giving formal recognition to the legal personality of these bodies, the strength of which resides in the fact that they can operate across the political borders. The vital role played by non-governmental organisation in the new landscape of Eastern Europe is evident: from "Solidarnosc" and the Danube Circle, to the Cultural Foundation of the USSR and the Rubik Fund.

It is for this reason that my speech is entitled "Foundations and European Unification in the 1990s". We should look both at the 1992 Single European Market and at the common European home.

Foundations are non-profit and non-governmental bodies. They are neither directly involved in the economy, nor in the political process. The making of profit and the acquisition of political power are outside their scope. To that extent, they are spectators to the Single Market and to East European liberalisation. However, it is precisely because they are private bodies dedicated to the public benefit that foundations in Europe should take a deep and common interest in the Single Market and East European liberalisation. It is certain that foundations will be affected by the two phenomena. It is equally certain that, where appropriate, existing or new foundations will take responsibility for new action in response to the two phenomena.

The Single Market

Ever since the conclusion of the Treaty of Rome, the member States of the EEC, which comprise today twelve out of Europe's 33 independent States (Monaco and Andorra not counted), have grappled with two questions: what is to be the shape of their economic integration and what other forms of integration, apart from the economic one, are they ready to accept?

After many years of intensive and arduous co-operation — two steps forward, one step backward — a new stage of economic integration is coming into sight: the Single European Market, it will be the main topic of this paper.

On the political question many different proposals have been made — a European government, a European army, perhaps even a President of Europe, etc. — and fiercely criticised. There are between the economic and political spheres certain intermediate problems, such as the question of extending community action into fields where the Community has traditionally no business, e.g. culture, or the question of a common currency and a Central Bank which is part economics, part politics.

The European Single Act was signed in Luxembourg on 17 February 1986 and in The Hague on 28 February 1986. In Denmark and Ireland its ratification was subject to a referendum. It contains a series of measures aiming at strengthening the European Community. It has, inter alia, altered the voting procedures of the Council of Ministers, making it easier to adopt community legislation. Under Article 100a measures connected with the Single Market no longer require unanimity and are adopted by a majority vote. The Act has also mitigated the intensity of Community action, from a maximalist approach to one which concentrates on essentials and leaves greater leeway to the member States for the manner in which they give effect to community legislation.

The core element of the Single Act is the completion of the internal market, formulated as follows :

"The Community shall adopt measures with the aim of progressively establishing the internal market over a period expiring on 31 December 1992... The internal market shall comprise an area without internal frontiers in which the free movement of goods, persons, services and capital is ensured..." (Article 8A).

Other elements in the Single Act concern the deregulation of small and medium enterprises, additional powers for the European Parliament, the decision to progressively realise (but not necessarily by 1992) a monetary union, the institution of structural funds to reduce disparities between rich and poor areas, measures for technological research and protection of the environment and greater emphasis on a European foreign policy.

The Single Market programme contains in itself nothing new, because it is meant to fulfil the original undertakings of the EEC member States under the Treaty of Rome of 1957 establishing the European Economic Community and which have been confirmed by a series of political declarations at successive European summits. What is specific is that the member States have set themselves a timetable for the achievement of this target, as well as a precise definition of the contents, contained in a package of 279 measures.

The selection of this package was motivated politically as well as economically. It makes the EEC into the world's largest trading partner (320 million citizens), ready to com-

pete and do business with other powerful markets, notably the USA and Japan. Politically the package is attractive because of its immediate appeal to Europe's citizens who are tired of still having to go through frontier controls more than thirty years after the conclusion of the Treaty of Rome. The package does not prejudice the next stages of European integration on which there is no full consensus yet.

The 1992 programme itself is at present incomplete because of lack of consensus about the financial policy (i.e. indirect taxation and monetary union).

The outlines of the Single Act were presented in June 1985 by the EEC Commission in a White Paper to the Milan Summit. It was at this summit that the 1992 target date was approved. The text of the legal framework in which the 1992 market is contained, the Single Act, was agreed to in December of the same year, signed in February 1986 and became operational in July 1987. The Act itself does not determine the 1992 programme in detail but rather lends political support to it by setting a target date and also by establishing a certain order of priority. There is of course no guarantee that the Council of Ministers will actually adopt, or adopt before 1993, all the proposals which the Commission has laid before it.

Removing the internal borders

The package contained in the White Paper consists of 279 proposals of the Commission to the Council, 234 of which had been tabled by 1 July 1989.

Of these 128 had been adopted by the Council by 1 July 1989, 5 had been partially adopted and on 5 "common positions" had been reached, i.e. the stage of the co-operation procedure where the Council can be considered to have reached political agreement. Consequently, two years after the entry into force of the Single Act the EEC has reached the halfway milestone.

The part of the 1992 Programme which has the strongest direct appeal to the public concerns the *abolition of physical barriers*, in the words of the Single Act, Article 8a : *"... The internal market shall comprise an area without internal frontiers..."*. Abolition of frontier controls will reduce the costs for companies involved in cross-frontier trade and make travel and tourism considerably easier. This part of the 1992 Programme also includes measures for animal and plant diseases controls other than at the borders. Serious questions have been raised however about the likelihood of terrorists, drug traffickers, illegal immigrants etc. taking advantage of a frontierless Community. Community States have replied that savings in manpower and other resources after abolition of frontiers should be redirected to the fight against crime, in particular at the external borders. Abolition of frontier controls should include, thanks to harmonisation, VAT clearing at home. The second large batch of 1992 measures concerns the *removal of technical barriers* hampering the free movement of goods, services, persons and capital. Mention can be made in this category of the Directives on the free movement and mutual recognition of vocational qualifications and university diplomas of those academically trained professionals not already regulated (1988). Numerous measures have been adopted or are under way on technical standards harmonisation (e.g. motor vehicles, food and drug standards), public purchasing and tenders, cross-border financial transactions and cross-border mergers.

Of particular interest to foundations are the measures relating to the *financial markets* (streamlining of annual accounts, a guarantee system for large deposits, control of large exposures, collective investment undertakings for transferable securities, transparency concerning major holdings and concerning the offer of securities for sale to the public) and *capital movements*: liberalisation of operations such as transactions in securities outside the stock-market, liberalisation of capital movements (with derogations for Spain, Portugal, Greece, Ireland, Belgium and Luxembourg until the end of 1992) subject to measures to eliminate or reduce risk of tax evasion linked to diversity of systems of taxing savings.

A renewed effort at establishing a statute for a European company has been undertaken, but is running up against difficulties on the issue of workers' participation in management decisions and, more generally, on the social dimension of the Single Market.

Mention must also be made of the novel institution set up by Regulation (EEC) No 85/2137 of economic interest groupings which permits European economic partners in different countries to set up a structure for cross-frontier economic activities. We observe that these groups are also open to participation by non-profit making entities.

One of the most difficult and controversial areas is that of *fiscal harmonisation* and in particular of taxation of consumption, i.e. excise duties, tax on savings and value added tax. Ever since 1967 the EEC has produced a steady flow of VAT Directives of which there are at present not less than twenty-one. A part of VAT levied in the member States goes to the EEC for its own budget. The percentage was fixed in 1970 at 1 % and raised in 1985 to 1.4% to which in 1988 a ceiling was fixed for a number of countries. The problem which the Commission encounters is clear: taxation is one of the most essential prerogatives of State sovereignty and States resent any suggestion that their decision-making power in this field might be taken over by the EEC. Consequently, Community legislation still requires unanimity for decisions regarding taxation. There are also fundamental differences between the member States on the relationship between direct and indirect taxation. Northern European governments place greater emphasis on direct taxation, whereas in Southern Europe the State tends to rely more on indirect taxes.

In July 1987 the Commission submitted to the Council a draft Directive instituting a process of convergence of rates of VAT and excise duties. It proposed a standard VAT rate between 14 % and 20 % and a special rate between 4 % and 9 % on items of "basic necessity". This met with opposition inter alia from the UK which has a zero rating for certain transactions. In February 1988 the Court of Justice gave a ruling on the UK implementation of the 6th, 1977 VAT construction. To offset the problem for charity the UK Government refunded the VAT paid by them, but charities still grumbled because they had to register for VAT purposes. They would have grumbled even more if the system of zero rates had been abandoned.

The Single Act does not exclude tax differentials. Article 99 states that the aim is harmonisation of taxation "to the extent that such harmonisation is necessary to ensure the fundings of the internal market". In line with this flexible approach, the Commission outlined in a communication to the Council of 17 May 1989 a new suggestion for VAT harmonisation: a minimum standard rate of VAT and no upper limit and maintaining specifically the zero rate for

those States who wish to retain it. The Commission stated that this new proposal was based on its wish to observe "a greater degree of pragmatism".

The change of attitude in Brussels is incidentally a good example of what effective lobbying can achieve, lobbying in which charities took an active part, but the fact remains that the lobbying began only after some initial damage had been done.

Foundations and charitable trusts facing the Treaty of Rome

Foundations and charitable trusts are as such outside the scope of the Treaty of Rome. Community legislation applies to natural persons, nationals of member States. It also applies to "companies or firms formed in accordance with the law of a member State and having their registered office or principal place of business within the Community" (Article 58).

Article 58 specifies that "*Companies or firms*" means *companies or firms constituted under civil or commercial law, including co-operative societies, and other legal persons governed by public or private law, save for those which are non-profit making*" (bold ours).

An essential element of foundations and charitable trusts is that they consist of, or own, property. In this respect we should refer to Article 222 of the Treaty which reads as follows :

"This Treaty shall in no way prejudice the rules in member States governing the system of property ownership."

These basic provisions have been left unchanged by the Single European Act.

We also observe that there is no European foundation statute, comparable to the proposed European company statute, and that there is no intention of creating such a statute. The Commission has occasionally shown an interest in foundations and participated in the creation of foundations or made financial contributions to foundations, but in all these cases this concerned foundations governed by the domestic law of a member State. A telling episode has been the project undertaken in the EEC context to set up a "European Foundation" to give effect to Leo Tindemans' wish to foster understanding amongst the peoples of the EEC on the human, social and cultural plane and to give citizens a direct and practical perception of progress towards a European union. No ready legal structure being available within the EEC's own institutions and the member States being apparently unwilling to set up and incorporate this foundation under the law of one of their own, they decided to go for an intergovernmental organisation set up under a treaty. The result was an Agreement establishing a European Foundation, signed on 29 March 1982, which had only its name in common with a genuine foundation. The enterprise ended when the upper chamber of one of the member States' Parliaments refused to approve ratification on the treaty.

There has been, and still is around, an initiative in the European Parliament's Resolution of 13 March 1987 on "Non-profit making associations in the Community" asking the Commission to draw up a proposal for a regulation incorporating a Community-wide Statute for associations wishing to be active on a Community-wide basis. One of the main purposes of the initiators was the setting up of a European fund for the development of associations, of which associations established under the envisaged statute would be the privileged beneficiaries.

The Commission is evidently very reluctant to contemplate the setting up of such a fund which seems to contradict the claim of independence of the voluntary sector, or to undertake harmonisation of associations law which would be herculean task and go against the basic characteristic of the voluntary world, i.e. its diversity and plurality.

Possible impact of the Single Market 1992 on foundations

In the annex of this paper we have indicated some basic characteristics of foundations: property, purpose, legal regime etc. (vertical column at left) and the main features of the Single Market as set out in the Commission's White Paper: elimination of physical, technical and fiscal barriers (top column).

We have indicated certain possible impacts of the latter on the former. It is to be expected, for example, that the liberalisation of the capital market will have an impact on property and financial management of foundations or, to give another obvious example that the applicable VAT rates will depend on the nature of the purposes served by a foundation.

There are other instances of Single Market provisions which will not particularly affect foundations, e.g. those on public procurement.

Our provisional expectation is that "operational foundations" carrying out specific activities in one or more countries, will probably be most directly affected by the broad range of measures contained in the Single Market White Paper, and also that countries which have a system of public control and public recognition of foundations established in their territory may experience some difficulties when confronted with the need to cope with movement of persons, goods and capital between EEC member States.

As the essence of foundations is their capital, one may expect that the liberalisation of capital movements will produce a shock-wave.

There are four areas where foundations in Europe are directly concerned by Community law and where the reforms brought about under the 1992 programme are bound to make an impact.

The first is *economic activity* by or on behalf of foundations. Such activity may result from the fact that a foundation conducts an economic activity as a part of, and in support of, its non-profit activity where such economic activities are permissible under the relevant charity law: the sale of admission tickets to a museum or a concert, the sale of products hand-crafted by the blind or of publications produced by a foundation.

The second is *ownership* by a foundation of an *economic enterprise* or of shares in an industrial or financial undertaking.

The third is the fact of a foundation acting as a *party in civil and commercial transactions*: as an employer, as a consumer of electricity, water and telephone services, as a user of an office building and of cleaning services.

The fourth area, which merits special attention and will be dealt with separately, is that of *taxation*.

In all these situations, the foundation or charity acts *fare gestionis* and is treated as any other actor in daily life. Provisions of Community law, implemented through the member States' legislation, regulations or practice, apply to foundations as to any other actors.

The Single Market provisions aim in particular at facili-

tating further the movement of goods, services, persons and capital. It will therefore be increasingly easy for foundations established in an EEC member State to employ nationals of other member States and to make use of the services offered in other EEC countries, such as insurance, publishing, legal advice.

It is important, however, to consider to what extent foundation law, foundation statutes, the practice of foundation governors or of supervisory authorities might hinder such European uses. This applies both to EEC member States and third States. For example, many countries require foundations to be audited. The auditor's statement can be a requirement for continued recognition of charitable status or the grant of fiscal exemptions. Will a foundation board henceforth be prepared to entrust the audit to a chartered accountant of a neighbouring EEC country and will that audit satisfy the inspector of internal revenue? Will a US federal tax inspector accept, for purposes of verification of a US foundation, a statement of the proper use by a beneficiary of that foundation's grant in Italy, drawn up by a German accounting firm?

Alternatively, will the EEC Commission accept that for reasons peculiar to an EEC country that country will not approve any auditing other than by a firm in that country?

Foundation law is of venerable age and it may be well worth a government's attention or a preliminary ruling from the Court of Justice in Luxembourg to clarify such matters. There are many factors which may render it in practice unlikely that a foreign EEC firm or national would wish to qualify for providing the special service required, for example for linguistic reasons or for lack of knowledge and understanding of the applicable charity law. But there are practical, not legal considerations.

Another example concerns the nationality of staff and directors. In countries where the State exercises heavy control over foundations, as in France, will the supervisory authority now approve the appointment of staff from other EEC countries? It is doubtful that the Court in Luxembourg would allow a deviation from the principle of equality of EEC nationals on the basis of Article 48 of the Treaty (public policy), which incidentally also binds private parties.

We should point out, at this juncture, that a distinction must be drawn between the law and the wishes of the founder of the foundation or settlor of a trust. It is perfectly acceptable that a founder lays down very restrictive criteria for the appointment of directors and trustees, for example that they shall be of a particular nationality or residents of a particular town.

The next question which requires our attention is ownership of property. Within the new Single Market it will become possible for a foundation in EEC country A to invest a part of its capital in country B. Apart from what the founders stipulate about the investment of the foundation's property, are there any valid reasons for the legislator or supervisory authority to restrict investment of the EEC State of establishment of a foundation to the exclusion to other EEC States? When the answer to this question is negative, it would be important to scrutinise the law and practice on this issue.

These points are of particular importance to foundations which have a Community-wide scope and purpose. At present, when there is an initiative towards the setting up of a foundation by founders in different European States, the discussions on the choice of the seat, which should be

guided in principle only by the need for a suitable legal regime, are often clouded by the fact that the country of seat will benefit materially from the presence of the foundation. But where Community law enables foundations in any case to appoint staff and to invest in different EEC countries, the process of establishing the foundation will be less overshadowed by such seat shopping considerations.

All this sounds fair enough for foundations in the European Community. There remains the question of Foundations established elsewhere. There might be a temptation for certain international foundations established in non-EEC countries to move for the sake of greater flexibility and effectiveness to an EEC State. We do not consider this a very plausible scenario. It would in fact require the dissolution of the foundation in its present country and its re-establishment in the other. The law, the statutes or the policy of the governing body might make this entirely or virtually impossible.

There is in the world of foundations and charities a slow, but perceptible process of dying off and renewal. Certain foundations created before the Single Market and whose statute and practice cannot be adapted to that new reality, will eventually cease to exist. New foundations will come into being which will from the beginning take the European Community dimension into account.

It is almost certain that the creators of future foundations in the EEC will be less inhibited in their choice of the country of seat. But they may still wish to opt for the EEC country offering the most liberal legal regime (e.g. the Netherlands or Belgium) or the most favourable tax treatment (e.g. the United Kingdom) whilst remaining able to invest in other countries (e.g. Luxembourg).

Consequently, we envisage greater competition in the "foundations market" for new business. Such competition may also appeal to operators outside the EEC, such as fund-raising consultants, who may creep under the net in the experienced manner of Japanese, US and other non-EEC firms, who set up EEC affiliates or associate themselves with EEC nationals.

Having regard to the growing role of private funding, in the arts, in sport, in social welfare and especially in campaigns for humanitarian and environmental causes which by their nature appeal to a world-wide public, such developments are not only to be expected but also applauded.

Policies of foundations vis-a-vis "Europe 1992"

It is well known that the Single Market not only brings great expectations, but also arouses fears and criticisms. In her famous Bruges speech (September 1988) Mrs Thatcher said that it was ironic that just when the Soviet Union was learning that success depends on decision-making away from the centre, some people in the Community wanted to move in the opposite direction. She has no sympathy for the creation of a European super-State. On the left, there is apprehension that big business will exploit the Single Market to the detriment of workers and consumers. Outside the EEC, misgivings have been expressed about the emergence of a protectionist "fortress Europe". This latter criticism has been so loud that the European Summit in Rhodes in December 1988 felt obliged to assure the world that the Single Market wanted to be a partner, not a fortress.

The language used by the Community institutions them-

selves, however, is often such as to provoke resistance. For example, the repealed assurance that the process of unification is "irreversible" recalls similar language used until recently in Community countries. There is also genuine concern about lack of political accountability, due to the fact that Community legislation is adopted in the Council of Ministers behind closed doors.

Parties outside the EEC, whether public or private, tend, for obvious reasons, to shop in Brussels for what they want to obtain from Europe. They are confirmed in this by the existence of the Lome Agreements with Third World countries, the economic co-operation between the EEC and EFTA formalised in 1984 by a declaration on a "European economic space" and most recently, by the declaration of June 1988 of mutual recognition between the EEC and Comecon.

Parties from the EEC itself will seek to promote their European interests not only in Brussels (or Strasbourg) but also in their respective capitals. It is a well-known fact that a country's presidency of the EEC offers special opportunities for achieving certain special objectives.

Foundations in Europe should bear these realities in mind. They should maintain a continuous presence where the Community institutions are and an increased ad hoc presence in the capital of the country assuring the chairmanship.

The design of that presence should be such as to avoid any suggestion of subservience to the European Community. Foundations are independent vis-à-vis each other as well as in relation to governments and international organisations. Specifically, their presence will help foundations to exercise watchdog and monitoring functions and to pool information. But they should be very careful so as to ensure that a joint presence is not automatically interpreted as a joint commitment towards national or EEC authorities.

There are already certain structures afoot which can take up these tasks. The Europhil trust was set up some years ago in England to monitor EEC legislation, especially that which was potentially harmful to UK charities. Europhil is now broadening its base so as to defend also the interests of foundations in other countries. A European Foundation Centre is being set up in Brussels. It will be a helpful data base and a focal point for study projects. The work of Interphil on tax harmonisation and on international recognition of NGOs provides another point of attachment. Finally, The Hague Club has shown by its Helsinki meeting to be aware of the new European dimension of the World of Foundations. If The Hague Club maintained a network of persons in its member organisations to follow "Europe" it would already have gone a long way in the desirable direction.

Does the Single Market offer new prospects for the development of philanthropy?

History abounds with examples of periods of prosperity and well-being leading not only to great public works, but also to the dedication of wealth and talent by individuals or groups of individuals to community purposes. The Single Market may be such a new horn of plenty, beneficial to philanthropy.

We should look for the new philanthropic initiatives not to the EEC Commission, nor to the EEC Governments, but to the citizens and enterprises in the EEC. The abolition of frontiers offers them new opportunities for philanthropic

efforts. This should be stimulated by the EEC institutions and be reflected by national laws and policies. For example, the European economic interest groupings should be given fiscal and other stimuli for patronage and funding of charitable purposes.

Foundations in the "Common European Home"

Foundations in Eastern and Western Europe are privileged partners in the new process towards the construction of the "Common European Home". There are already foundations in Eastern and Western Europe which have appointed persons from the other part of Europe on their governing bodies (e.g. the Lyudmila Zhivkova Foundation in Bulgaria). In Greece, an initiative has been taken for the establishment of a foundation devoted to East-West European relations.

Foundations are independent and do not have to await governmental or parliamentary approvals in order to embark on specific projects in other parts of Europe. It should also be noted that the processes of perestroika and innovation in Eastern Europe have found a suitable channel in voluntary movements, officially recognised or not. Voluntary organisations emerging at the grass-roots were able to challenge the immobilism of "official" voluntary organisations which suffered from two handicaps, i.e. first that certain causes were simply declared non-existing (e.g. poverty, drugs, pollution) and secondly that they were dominated by persons appointed by the State or the Party (*nomenklatūra*). The spearhead of the voluntary movements in Eastern Europe has been formed by organisations of persons (associations, clubs, groups, charities). Foundations appear at a more sophisticated "State-approved"

level. As they are legal persons and own property, they cannot exist unless specifically recognised in law. An additional difficulty lies in the fact that in the classical Marxist model, property and means of production are either held by the State or by individuals, but not by non-profit bodies.

It is therefore to be expected that the evolution of foundations in Eastern Europe will still need a certain time. The charitable sector of the industrialised world should closely follow the process of establishment of foundations in Eastern Europe and help that process in an appropriate manner. The expression of interest and sympathy, and the offer of advice, are in this respect more important than the grant of money.

For their part, foundations in the West, which are established since long ago, may learn from the development of the young voluntary sector in Eastern Europe.

Literature and documentation

Richard OWEN and Michael DYNES, *The Time Guide to 1992* (London, 1989).

Frits W. HONDIUS, *Foundations in Space and Time, Transnational Associations 1988*, No. 4 (Brussels).

The Law on Foundations, *Situation* (Fundacion Santillana, 1989).

Commission of the EEC, *Fourth Report of the Commission to the Council and the European Parliament* (Brussels, 30 May 1989).

Europhil, *Summary of addresses and discussions on "1992 and Non Profit Organisations in Europe" at the meeting held at Chateau Klingenthal on 31 May - 1 June 1989*.

Mikhail GORBACHEV, *Speech before the Parliamentary Assembly of the Council of Europe*, (Strasbourg, 6 July 1989).

Foundations and the Single Market 1992

Single Market Removal of Barriers:	I PHYS		II TECHNICAL							III FISCAL
	Goods	Persons	Standards	Procurement	Workers & professions	Financial services	Transport	Capital movement	Company law	VAT Excise duties
FOUNDATIONS										
Property	X					X		X		X
Purpose										
Common law status		X			X			X		
Civil law status		X			X			X		
Corporate philanthropy									X	
Policy control and recognition					x	x		x		
Registration		X			X					
Tax treatment of foundation								x		X
Tax treatment of donor	X	X			X			X		
Operational foundation	X	X	X		X	X	X	X	X	X
Grant giving foundation						X		X		
Financial management	X					X		x		X

EEC Cooperatives and the Dynamics of Change in Europe

by Dr. B.K. Saxena

The paper considers four aspects of Cooperatives in the context of changing Europe. First, it identifies the relevant parts of the Single European Act for selected cooperative sectors; second, it describes the nature, activities etc. of two EEC wide cooperative organizations; third, it outlines the steps cooperative organizations will need to take to meet the impending changes; and, finally, it looks beyond the frontiers of the Common Market and reviews the patterns of collaboration being forged between East European cooperative movements and their Western counterparts.

The Single European Act (SEA): Some Aspects

Since the paper concentrates on Eurocoop and the Association of Cooperative Banks within the EEC, we shall mention only the clauses which bear on consumers' protection, environment and the free movement of capital and its effects on cooperative banking, in addition to some general over-all clauses. But first the general aspects.

The Single European Act is an extensive amendment to the Treaty which established the European Community. It was signed in February 1986 and entered into force on July 1 (1).

Article 8A of the Act reads as follows : « *The Community shall adopt measures with the aim of progressively establishing the internal market over a period expiring on 31 December 1992... The internal market shall comprise an area without internal frontiers in which the free movement of goods, persons, services and capital is ensured in accordance with the provisions of this treaty.* » The three broad type of barriers, namely, physical, technical and fiscal will have to go. The potential for gains, as a result of this removal, is estimated to be of the order of ECU 200 billions (2). Again, after the completion of the necessary formalities, «*the Council shall... adopt provisions for the har-*

monization of legislation concerning turnover taxes, excise duties and other forms of indirect taxation to the extent that such harmonization is necessary to ensure the establishment and the functioning of the internal market within the time limit laid down in article 8A. » (Art. 17). A high level of protection is ensured to health, safety, environment protection and consumer interests as is clear from Article 18 which states that «*the Commission in its proposals... covering health, safety, environmental protection and consumer protection, will take as a base a high level of protection.* »

Although the Treaty of Rome mentions the «*constant improvement of the living and working condition of the people*», consumer policy has only recently assumed an important place in EEC's activities. It was crowded out by what were considered more important issues such as the Common Agricultural Policy. A first Consumer Program was adopted in 1975; it was only with the adoption of a second program in 1981 that the policy began to gain more prominence and meetings of the Consumer Council became regular features. The White Paper on the Internal Market emphasized consumer concerns in preparation for the Internal Market. A Consumer Policy Service was established by the Community in 1989.

The creation of a Single Market is likely to yield considerable benefits to consumers. Intensified competition, removal of tariffs and the economies of larger scale will lower the prices; harmonization of legislation affecting consumers will give them redress against inferior quality of

* A former Director of the International Cooperative Alliance, Dr. Saxena is now a consultant in international development, operating from Markham, Canada. He is at present working on an extended version of this paper and is completing a book on *Cooperatives in South Asia* covering Bangladesh, India and Pakistan.

goods. However, the concept of consumer protection has many facets and legislation will, eventually, have to depend upon the care exercised by a well-informed, educated and vigilant consumer (3).

An essential element of consumer policy, especially when enunciated by an inter-government organisation, is its credibility among consumers, producers, industry, trade unions etc. With the disbanding of barriers, consumers will need to be assured of good quality wherever they may obtain the goods, the right to compensation, in case shoddy goods are sold to them, through courts, if necessary. This would call for harmonization of legislation on an EEC wide basis. As a result, the Commission adopted last year a product liability directive for damage compensation as well as several regulations for production of food articles, pharmaceutical and cosmetic products.

As noted earlier, these steps will have to be sustained by a well-informed consumer. Legislative action cannot solve all consumer problems. And as it is easy to deal with organized rather than with individual consumers, the Community will have to depend heavily upon cooperative organizations and consumer unions. Unfortunately, such organizations in EEC countries carry varying degrees of influence vis-a-vis their national authorities. As a general statement, it could be said that their influence is low in Southern countries compared to the North; in Scandinavia it is much more in evidence. This will force an examination of the representativity of members in the Consumer Consultative Committee. With this object in mind, the Commission is presently making an inventory of effective consumer organizations so that their role at the European level could be properly assessed. Karel von Miert, the Commissioner, emphasized « *the realization of equal rights and opportunities for all the citizens of the Community both in the North and the South of Europe...* »

Consequent on the adoption of a Consumer Policy by the Council of Ministers in 1989, the Community has developed a three year plan with emphasis on (i) consumer representation, (ii) information, (iii) safety and transactions. Earlier, EEC's work program for 1987 had underlined the following :

- integration of consumer policy into other Community policies; this will require effective internal coordinating procedures;
- improving monitoring and reporting on the above subject as well as improving the information system on accidents involving consumer products;

- legislative proposals for product safety especially those intended for children;
- improvement in existing rules for cosmetics and textiles and reactivation of proposals for regulations on consumers' economic interests (package holidays, electronic payment systems, guarantees and after-sales service for consumer durables, calculation of interest rates for consumer credit, access to the courts, unfair clauses, etc.).

Environment

The Single European Act indicates the objectives of the action of the Community relating to environment as follows: « *to preserve, protect and improve the quality of environment; to contribute towards protecting human health and to ensure a prudent and rational utilization of natural resources.* »

After consideration of an environmental policy which had been accepted by the Heads of States, the EEC action program identified three broad areas : (i) to reduce and prevent pollution; (ii) to improve environment and the quality of life; (iii) to undertake Community action, or where applicable, common activity by the Member States in international organizations dealing with environment issues. Since that time, a number of legislative texts have been adopted in support of the above. At present, a fourth program to run for six years (1987-1992) is being implemented which concentrates on controlling water, air and noise pollution, chemical effluents, waste management and, take a number of measures to improve the quality of life (4).

Credit Institutions

In the field of banking, our second area of interest. Art. 8A of the Act refers to the free movement of capital. Its implications and the need for necessary clarifying directives are emphasized in the work program for 1987. The approach is to enact legislation which would ensure stability and prudent operations of financial organisations. The White Paper had specified a number of proposals which would enable financial institutions to undertake cross-border transactions based on the « *erga omnes* » principle. This would necessitate a common licensing policy. A Community wide investment area would be created and consumers' choice for obtaining finances would be enlarged

Cooperatives in EEC: A Background

Consumer Cooperative societies are spread throughout EEC countries. Deriving their inspiration from the Rochdale Pioneers who in 1844 set up a shop near Manchester to supply their own requirements and to escape from the exploitation of private merchants, the consumer cooperative movement has now developed into a powerful retailing system in several national economies. Rochdale practices have been analysed and refined into principles which have been revised twice (5). An essential element of these principles is the democratic governing of cooperative organisations. Essentially, it implies that each cooperative society is an autonomous organisation with its own centre of decision making. Members are the owners and are supreme. How-

ever, with the increase in size of organizations, maintaining democracy had not been easy and it is perhaps fair to say that the « *iron law of obligarchy* » has continued to hold sway. Over the course of years, the primary societies, which provide the base of the movement, have joined together and created wholesale organizations which pool members' requirements for purchases from outside. In many cases, these wholesale societies have set up their own production facilities and respond to members' requirements. The need to achieve integration to achieve greater strength for cross-border business and competition will pose a serious difficulty. In fact, this is already noticeable (7).

Eurocoop represents the consumer aspect of the movement at the Community level.

Another branch of cooperative activity, started in the field of agriculture, is associated with the teachings of Raiffeisen and Schulze Delitzsch. In several countries, these cooperatives are big business. In Germany, for instance, in 1981, they employed 149000 persons, had a yearly investment of 1800m DM and a total turnover (excl. VAT) of 77000m DM. Agricultural cooperatives undertake a vast range of activities — from wine to «schwein» — and are involved in credit, supply of farm requirements, marketing, slaughter houses and even production and are very widespread throughout Europe and, in fact, the entire world (8).

COGECA represents the agricultural branch of Cooperation at the EEC level.

Three points worth emphasizing are that the monolithic image conveyed by the term « Cooperative Movement » is just not true. There are sectoral developments and that is the reason for the existence of ten EEC wide cooperative organisations. Second : the cleavage between the producer and the consumer branches of the movement persists at the national level and the unanimity achieved between the two is often superficial. Parallel organisations have been created by consumer and producer cooperatives and collaboration between them is uncommon. This makes it difficult to develop common position papers. Third : the economy of scale lies at the roots of Cooperation. This has resulted in benefits to members which encourage the retention of their loyalty to cooperative societies.

EEC-wide Cooperative Organizations

During the past two decades, several cooperative movements have set up sectoral EEC wide umbrella organizations with secretariats in Brussels in order to monitor the policies of EC authorities and bring them to the attention of their members, and, conversely, to help fashion members' points of view and present them before EC authorities. This requires close contacts with the relevant EEC organs, information exchange between members, interpretation of EC decrees and arranging members' meetings to ensure that the subjects have been discussed adequately by members and necessary adaptations made.

The following table gives the EEC wide Cooperative organizations and some details about them.

Of the above organizations, we discuss below only two, viz., Eurocoop and the Association of Cooperative Banks (ACB).

The table on the next page gives the spread of the consumer cooperative movements in Europe, EC and in EFTA groups.

Eurocoop: membership, objectives and activities

For several years, after the setting up of the Community, consumer policy was not prominent in its activities. More «important» questions, in the Community's perception, dominated the discussions. The lack of attention to consumer policy was caused by the Commission's engagement with more «visible» issues and because of the rather diffuse nature of consumer policy which bears on many other sectors, e.g., economic policy, agricultural policy, energy and media policy, finance policy.

Established in 1957 shortly after the signing of the Treaty of Rome, Eurocoop pre-dates many other EEC wide cooperative organisations. It groups about 15 million coop consumer families from 11 EEC countries. These consumers are organized in about 2,500 consumer cooperatives who employ 200,000 personnel, own 16000 cooperative stores with turnover of approx. 25 billion ECUs. Like other EEC wide organisations, Eurocoop is essentially a lobby and information group. It is a union of cooperative unions; it is not a business organization. Its objectives are to : (i) represent the members at the European and, more particularly, at EC levels; (ii) protect consumer interests; these interests have been identified by Eurocoop; (iii) help to realize the interests of the EC in the spirit of the Treaty of Rome; and (iv) promote and coordinate common interests

of consumer cooperatives in the EC.

Within the remit of its lobbying and information work, Eurocoop has established contacts with the EC Commission and has expressed its viewpoints on matters within its competence. Eurocoop attends national meetings, lately, in connection with the impact of SEA. It has helped in creating mechanisms such as the Consumer Contact Committee, which it set up in 1962 and ran and financed for a decade. The Consumer Consultative Committee at the EC Commission was created in 1973 due, partly, to the pressure exercised by Eurocoop where along with the European Bureau of Consumers' Union, it speaks on behalf of its members. It has helped to develop a view on a European Cooperative statute. About 25 position papers have been worked out on subjects such as banking services including electronic payment cards and transborder payments; information policy for consumers in the 1993 markets; internal trade for cosmetics; circulation of medicines without restrictions; homeopathic medicines; product safety; standardization priorities; the dialogue between consumers and producers. It asked the EC for greater support to CC and a stronger commitment from the Special Department for Consumer Policy (SPC).

In all these efforts, Eurocoop's main concern has been with the protection of consumers rights which it has formulated as follows:

- (i) the right to health protection; a number of cooperative movements run laboratories for testing consumer goods; their experts participate in meetings of the Commission's Advisory Committees on food and veterinary articles;
- (ii) the right to protection of economic interests of consumers;
- (iii) the right to compensation for damages caused, among others, by defective products;
- (iv) the right to receive consumer information and education, especially correct informative labelling on products sold; education and training of young consumers in schools;
- (v) the right to representation, through Eurocoop, on discussion of issues of relevance to consumers. Earlier, the ICA had defined consumer rights at its Congress in 1969 in Hamburg. There is broad similarity in the two formulations. However, the ICA declaration made a specific point of mentioning «healthy environment free from pollutants» (9).

Table I

(Source : EEC: The cooperative, Mutual & non-profit sector and its organizations in the European Community, Luxembourg, 1986).

Name of Associates	Sector	Based	Budget (1)			Staff	Publication
			BFR in Mio	ECU in Mio	Year		
General Committee for Agricultural Cooperation in the European Economic Community (COGECA)	Agriculture	Brussels	75(*)	1.640	1984	40(*)	<i>Agricola weekly</i>
Association of Cooperative Banks of the EC (ACS)	Saving & Credit	Brussels	18.2	0.396	1984	11	
Association of Retailer-Owned Wholesalers in Foodstuffs (UGAL)	Independent Retailers	Brussels	4.6	0.100	1983	2	circulaires d'information (ca. 100 publications a year)
Association of European Cooperative Insurers (UECI)	Insurance	Brussels	5	0.109	1983	3	Various
European Committee of Workers Cooperative Productive and Artisanal Societies (CECOP)	Production	Brussels	6(2)	0.131	1983	4	<i>Monthly bulletin</i>
European Committee of Consumer Cooperatives (EUROCOOP)	Consumers	Brussels	10.5	0.23	1983	6	<i>Information bulletin</i>
The European Union of the Social, Mutual and Cooperative Pharmacies (EUSMCP)	Pharmacies	Brussels	0.2(1)	0.004	1983	1(1)	"
European Committee for Cooperative Tourism (CECOTOS)	Tourism	Brussels				1(1)	-
European Cooperatives Coordination Committee (ECCC)	Agriculture Credit Retailers Production Consumers Insurance Pharmacies Tourism	Brussels	Not available			1(1)	-
European Cooperatives Intersectoral Liaison Committee (CLICE)	Insurance Pharmacies plus 4 national cooperative inter-sectoral organizations (Italy 3 Belgium 1)	Brussels	Not available			1(1)	-

(1) Joint secretariat with COPA.

(1) Uses the facilities of one or more member organizations.

(2) Estimated by the EEC Studies and Research Division.

(3) Annual reports are not included.

Table II.
 (Source: *Information*, issued by Inter-coop No. 1/August 1989
 Consumer Co-operative Societies/Konsumentenossenschaften/Cooperatives de consommation 1988

Country Land Pays	Organization Organisation Organisation	Total Stores Laden insgesamt Magasin No.		Sales area Verkaufsfläche Surface de vente 1000m		Turnover Umsetz C.A. Mio. US		Inflation Inflation Inflation
			+/- 88/87		+/-88/87		+/- 00/874	
Austria	Konsum Österreich	1,025	+8	643	+5.8%	2,051	+0.4	
Denmark	FDB	1,588	-48	766	-0.9%	4,233	+4.0	+3.0
F.R.G.	Coop Germany	3,000	-	1,600	-	9,724	-	-
Finland	EKA-Coop SOK	1,106 1,635	-154 -115	586	-3.6%	2,619 4,675	+20.0 +7.3	+5.8
Great Britain	Coop Union	4,900	-150	-	-	10,406	+7.9	+3.9
Iceland	SIS	172	+15	-	-	611	+ 14.0	+26.4
Italy	Coop Italy	1,309	+ 12	522	+ 11.7%	4,359	+ 13.4	+5.0
Norway	NKL	1,426	-74	535	-0.9%	2,450	+3.2	+6.7
Sweden	KF	1,754	1,754	-53	-		6,6	-
Switzerland	Coop Schweiz	1,321	-7	645	+3,6%	4,609	+1.8	+ 1.1
WESTERN EUROPE		19,236	-590	5,297	+1,0%	51,966	+6	+4
Bulgaria	OCU	27,051	-	2,920	-	751	+2.9	-
CSSR	URD	25,248	-70	1,746	+1.3%	1,547	+2,8	-
Hungary	Szövosz	15,091	-74	1,012	+1.0%	1,264	+6.3	+ 16.5
Poland	Spolam	33,183	-89	4,159	+1,9%	387	+62.7	+ 160.0
Eastern Europe		100,573	-233	9,837	+1.1%	3,949	+7.8	-
Israel	Coop Union	215	-	-	-	621	+23.0	—
Japan	JOCU	2,260	+70	1,029	+4,6%	18,951	+7.5	+0.7
Total		122,284	-753	16,163	+1.3%	75,487	+6.5	+4

To meet the changes arising from the creation of the European market, Eurocoop has made a number of suggestions, both to its members and to the Community. Among the former may be mentioned the following: increased exchange of know-how and experience among members; more purchasing from co-operatives and from cooperatives' own production sources; creating joint ventures; establishment of a basic Euro-wide assortment; exchange of purchasing agreements of third enterprises in an effort to ease discussions with multi-nationals; more effective utilization of Intercoop's overseas purchasing facilities (see *infra.*); use of a common European cooperative logo for easy identification by the public; creating a Coop visa card for purchasing; inter-cooperative collaboration especially with cooperative banks and insurance companies for solidifying consumer cooperatives' financial

position and for creating a European common fund and, finally, for setting up a Standing Committee for the promotion of Cooperation.

The implementation of some of the preceding suggestions will force the attention of the national movements towards attaining greater cohesion through national integration and collaborative arrangements. This is a task which bristles with difficulties. We shall mention this later.

Eurocoop's pleas to the Common Market authorities for promoting consumer protection are: effective control of competition on a European level and establishment of an EC cartel authority; speedy tax harmonisation but not at the consumer's expense; reduction of taxes on essential products; more extensive use of informative labelling on products, in fact, more efficient and comprehensive control over the entire food production chain by establishing rules

on food additives; stricter directives for the production and dissemination of safety standards of foodstuffs and consumer goods within the Community including those imported from third world countries; in particular, stringent control over residues from medicines, pesticides etc.; banning of animal fattening hormonal elements, curtailing the number and types of harmful food additives to a minimum, reducing chemical colours, CFSs, and mercury; curtailing the use of preservatives where irradiation of foodstuffs is forbidden until rapid detection methods are available; optional labelling indicating nutritional value of contents; testing packaging material with a view to their effect on health and costs; recognition of cooperative laboratories for testing and certification of products; completion of a European cooperative statute which will facilitate trans-border business cooperation (10); elimination of tax discrimination over cooperatives in various member States; removal of protectionist tendencies on imports from third world countries.

Cooperatives and Environment: Some Examples

Consumer cooperatives' interest in the environment field has been long standing. But it is only in recent years that some movements have begun to give attention to the broader aspects of the subject. KF of Sweden, one of the more progressive cooperative organizations in Europe, has set up a special « Miljösekretariat » (Environment secretariat) in response to pressures from members and the tightening of environment laws and regulations by the authorities. It is too early to talk about concrete achievements apart from KF's traditional work in the field of test kitchen, informative labelling etc. The Secretariat plans to project an environmental friendly image through a special advertisement campaign and to have this image sustained by ensuring that environmental considerations influence the marketing policy. A special environment symbol (a green spruce fir) will mark the special products. The criteria for using this symbol will be decided in consultation with environment groups and researchers in the field. Private chains in Sweden have been invited by the KF to agree upon a commonly accepted marking system.

In addition, especially healthy and nutritional foods will be identified by a special symbol, a pyramid on a green base which is related to KF's well-known food pyramid. Low fat and fibre rich foods will qualify for this symbol. This will require a careful approach to merchandise assortment; articles less satisfactory from the environment point of view will be removed. The search for organically grown

foods will continue. A new packaging policy is under consideration and the role of packing, both in terms of the costs to consumers and its bio-degradable nature, will be examined. Deposit and return system for bottles is being investigated.

Var Gard, KF's training institution, is producing supporting study material on the subject of environment. This will help to sensitize employees' to this subject. Exhaust emission control for the movement's transport facilities will be examined to reduce pollution. The movement will evolve and adopt this year a long-term ecology and environment program.

There are other examples as well. Lega Nazionale in Italy, one of the several national cooperative organizations with a multi-purpose focus, has introduced phosphate free detergents and biodegradable bags. Coop Schwezi has environment friendly products and has produced a manual on environment friendly living. CWS of England, which was « demonstrating an active interest in environmental welfare and conservation long before the subject became fashionable » has environment labels and is now launching a « green » range of products. The Movement in the UK had recently blacked ivory products. Perhaps the most extensive consideration to the subject is being given by a progressive consumer society in Japan, the Co-op Kanagawa, which, through a specially appointed ecology team, has been examining the following areas with a view to creating a better environment: Water, air, plants, resources, energy, garbage and soil; it emphasizes the work which can be done by members at the local level (11).

Thus the EC's environment concerns will find a sympathetic response in the movements' enlightened approach to environmental issues.

Three points worth noting here are, first, that cooperative movements are not the only ones active in this field. However, their concern with environment, inasmuch as it affects consumer protection, pre-dates many retailing businesses; in fact, it is their *raison d'être* (12). Nevertheless, adopting a « holier than thou » approach would be a mistake.

Second : several movements with strong programs are outside the EEC (Japan, Sweden, Switzerland). The existence of frameworks broader than the EEC within the cooperative fraternity gives the movements the opportunity of benefiting from the experiences of non-EEC Movements.

Finally, the movements' involvement in environmental concerns must not be dominated by surplus maximization considerations. This may well be the end result but the issue of environment transcends material concerns.

Association of Cooperative Banks of the EC (ACB)

Set up in 1970, the ACB, along with the structures of the Commercial and Savings Banks, provides the third representative organization of the banking industry in the Common Market. ACB has 26 members from 11 EC countries. Greece is not a member as it has no national cooperative Bank; Austrian Cooperative Banks joined it as Associate Members in 1988. Both cooperative and mutual banks are members.

Like other umbrella cooperative organizations, the ACB is concerned with promoting and defending its members' interests. This means bringing to members' attention the

various EC decrees, laws, decisions etc. which effect them, and to represent the Cooperative Bank's point of view before the Community authorities.

Origins

Starting in the middle of the 19th century and, as noted earlier, drawing inspiration from Raiffeisen and Schulze-Delitzsch in Germany, thrift and credit societies are now spread throughout all EC countries. The strength of these

cooperatives consists in their being able to achieve the economies of scale, obtain extensive information about borrowers, execute stringent supervision through joint liability and reduce transaction costs for the benefit of borrowers. These classical Raiffeisen practices, valid in rather closed rural communities, have over time been modified to suit modern conditions.

From small beginnings, some have grown into big banking organisations and operate in the international money market. But many credit societies continue to be small, catering mainly to local and neighbouring needs. Historically, the bias of cooperative financial institutions has been towards financing the small farmers and artisans, a field which is specifically mentioned in the Commission's activities (13).

The variety of national cooperative banking situations is reflected in ACB's membership. The units vary considerably in financial strength and management sophistication. In the cooperative tradition and practice, each individual unit is autonomous and has its own decision-making mechanism. This gives them strength as it encourages member involvement; at the same time, it makes integration difficult. We give below some examples.

National situations

In Belgium, the Banque d'épargne, S.C. is a two tier structure whose umbrella organization CERA acts both as a central financing agency as well as a supervisory body for its constituent members. CERA is the country's largest savings bank. From Denmark, the ACB has two members, namely, the Andelsbanken-Danebank, a democratically governed bank with a network of branches spread throughout Denmark. Especially close to agriculture, the Bank has, lately, diversified its activities and offers a range of services to the business sector and the wage-earners. The Danske Andelskassen, on the other hand, confines its loaning activity to its share-holder members. Cooperative credit cooperatives in Denmark are affiliated to the Federation, the Bammenslutningen Danske Andelskasser.

ACB's five members from France exhibit a great variety. The Confédération Nationale du crédit mutuel and Caisse Centrale du crédit mutuel, the Fédération nationale du crédit agricole and Caisse nationale de crédit agricole, the Chambre syndicale des banques populaires and Caisse centrale des Banques populaires, the Fédération centrale du crédit mutuel agricole et rural, the Caisse centrale de crédit coopératif represent several second or third tier mutual and cooperative banking organisations and their central financing agencies. Some maintain a highly decentralized system and Regional Federations; others provide financing for a variety of activities (personal loans for housing, deposit facilities, travel, insurance and financing of local authorities' projects). Some confine themselves to specific sectors such as agriculture; the crédit coopératif concentrates on the non-agricultural sector. The Popular Banks' Chambre coordinates the working of 33 Regional Banks which serve the requirements for education, research and culture (14).

The following are some key figures about cooperative and mutual banks in the EEC countries at the end of 1937.

Source: ACB: *The Association on 31/12/1987*

Banking outlets	60,750	(present figure is 43,000)
Shareholders	36,035,000	
Staff	350,000	
Deposits	484 bn ECUs	
Loans	383 bn ECUs	
Consolidated B/s	705 bn ECUs	

Some International Initiatives

Cooperative banks have been involved in several international initiatives and have developed mechanisms for such actions. The experience and contacts would be of help to them when the Single European Market becomes operational.

One example is the DG Bank in Germany, which supports the Raiffeisen Banks' operations. The Deutsche Genossenschaftsbank helped to create and now holds the entire shareholding of the DG Investment Bank Ltd (earlier known as the London and Continental Bankers Ltd). It bought off the minority shares of Raiffeisen Zentralbank AG, Vienna, and Banque Federative du Crédit mutuel, Strasbourg, all three of which were the founding shareholders of the DG Investment Bank (15). A merchant banker, the DG Investment Bank is actively engaged in international financial transactions. It specializes in international debt and equity issues, arbitrage trading in warrants, options and futures, financial engineering in international securities and foreign exchange and deposit taking. Its Corporate Finance Service is especially focussed on cross border deals in Europe.

In 1976, six cooperative banks coalesced to form the UNICO Banking Group. Established in Amsterdam, the UNICO group has subsidiaries in New York, Hong Kong, Chicago, the Cayman Islands, Rio de Janeiro and Curacao. Its main task is to offer counselling service to its partners in the purchase of shares in consortia (16).

The Cooperative Bank, p.l.c. of the UK is a consumer orientated bank and is a wholly owned subsidiary of the Cooperative Wholesale Society (CWS) based in Manchester, England. Created in 1872 as a Loan and Deposit Department in the CWS to serve the financial needs of the retail societies, it has now expanded its services to cater for the requirements of trade unions, local authorities, small businesses and the general public. A rapidly growing bank, it is considered a pioneer of the concept of in-store banking. It operates 3500 banking points located in cooperative stores across the country and another 50 branch offices are planned to be opened on prime locations within the next few years.

It helped to launch a Unity Trust which is a Cooperative and Trade Union financial institution. It now has a full banking status under the Act of 1987. It has reserves in excess of ten million Pounds and total assets of sixty million Pounds. Fundamentally, the Trust is an attempt to shift the traditional and passive bargaining posture of trade unions to one of investment and risk taking.

Cooperative Banks will face many challenges with the completion of the Single Market. The trend towards deregulation in banking will continue as well as the rising curve of personal wealth; developments in technology will

enhance productivity and help rapidity of transactions; mergers, acquisitions and realignments will result in fewer and stronger financial institutions; the more aggressive ones

will step into gaps and acquire the existing networks or establish their own; overcapacity will drive down the margins etc. (17).

Strengths and Weaknesses of Cooperative Organizations

The strong and weak features of cooperative organizations have been discussed extensively in cooperative literature (18). They range from some of the inconsistencies in cooperative principles on which the movements are founded to macro-economic environment which is sometimes perceived as hostile by Cooperators. Often the strengths and weaknesses are the flip sides of the same coin — member ownership leads to the involvement of customers and, at the same time, tends to hinder — although not necessarily — quick, clear decision making by the management giving rise to «committee culture»; limited interest on capital discourages speculators and yet provides a disincentive for capital formation; equality of voting strength irrespective of the number of shares held (de-linking wealth from power) but again it discourages those from joining who would have the capacity to invest more.

Intercoop

An important source of strength available to EEC cooperatives is the existence of wider fora available to EEC Cooperatives for reinforcing contacts, exchange information and cement business relations. For consumer cooperatives, one such platform is the Intercoop. Created in 1971, Intercoop is an association of consumer cooperative wholesale organisations in Europe, Israel and Japan. Its scope is world-wide. It maintains a joint secretariat with Nordisk Andelsforbund (NAF) in Copenhagen, uses their overseas buying offices in San Francisco, Santos, Valencia, Bologna, Beijing and Hamburg and is owned by 21 consumer cooperative central organizations from 18 countries. Through their retail societies, the members control 115,000 stores, sell goods worth about 67 billion US \$ and represent approx. 35 million consumers.

Intercoop's three main tasks are: the promotion of joint purchase of food and non-food in the world markets, promotion of joint utilization of members' production facilities and promotion of the exchange of experience in matters of retailing and distribution as well as other technical and commercial issues.

With the prospect of the Single European market, collaboration between Intercoop members has improved even with Coop AG of Germany although the fortunes of the latter have gone through turbulent times (19). In the non-food sector, joint buying is undertaken through six regional and 11 international buying groups. It has an office in Hong Kong. Agreement has been reached on: a joint brand of audio-visual equipment and a common brand for sports articles from the People's Republic of China. Footwear dominated purchases from China. In the food-sector, Intercoop uses NAF's overseas buying offices. Joint purchases have been arranged in canned fish, canned fruit and vegetables, cheese, cocoa, coffee, dried fruits and vegetables, frozen goods, pet foods etc.; in non-food, commodities jointly bought are camping articles, car accessories, clocks and optical instruments, electric appliances, electronics,

footwear, furniture, garden equipment and household goods. Inter-member trade has increased due to the establishment of Meira, a company jointly owned by SOK and EKA of Finland. A Retail Committee has been set up for discussion of retail trends. Teleshopping and mail order and Speciality shops, computerization in super markets have been discussed with emphasis on scanning devices and information systems. Discount facilities are available to Intercoop members on purchases of computer equipment from a German firm. A «Users' Group» influences the direction of production in accordance with user needs.

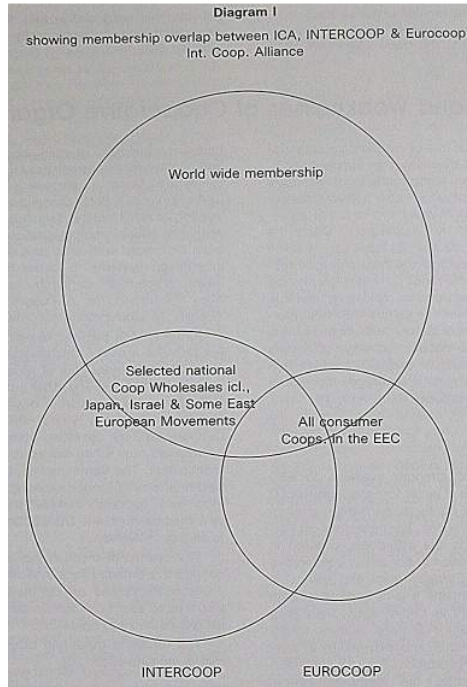
In the field of Banking as well, ICA's Banking Committee provides a useful mechanism for international cooperation which includes, but is wider in scope than, the EC banking institutions. The latter provide the backbone of the Committee. Members from over forty countries are represented. Over the years, INGEBA, the international Cooperative Bank operating from Basle, has provided the secretariat; now it has moved to the Cooperative Bank in Manchester. The Committee has, for the past two decades, held meetings of foreign exchange chief-dealers leading to increase in turnover. In 1988, the Committee accepted a new member from the COMECON area, the Bank of Food Economy of Warsaw.

The overlap of membership is a distinct advantage to cooperative organisations in terms of the opportunities for wider contacts and development of mutual trust which would be an asset in cross-border dealings when the Single Market comes into operation.

The following three-ring diagram is illustrative of the membership overlap (20).

Some Difficulties

The diversity of cooperative organizations at the local and national levels with independent decision making centres could prove a weakness in the presence of competition from strong, highly integrated institutions. We may cite the example of U.K. There, consumer cooperatives form the dominant branch of the Movement and are affiliated to the Cooperative Union. Approximately 100 retail societies form the bedrock of the Movement. The Cooperative Wholesale Society Ltd (CWS), owned by the retail stores although no compulsion is exercised on them to obtain their requirements from the CWS. The CWS owns extensive farms and manufacturing facilities. It also operated travel, optical, funeral businesses and is involved in property development, insurance, banking and its own production facilities. Shoefayre Ltd. was established in 1961 and through the acquisition of an existing shoe chain, now operates from 185 outlets and 48 concession sites within cooperative stores. In addition, there are cooperatives for workers production, housing, agriculture and credit unions. With the exception of the last named, none belongs to the Cooperative Union.



In order to reduce the diseconomies inherent in overlapping decisions, achieve the economies of scale and create greater cohesion within the movement, efforts have been made over the years to bring about greater integration. There have been repeated exhortations from several Presidents of the Cooperative Congress, the parliament of the Movement, to create mergers and amalgamations. Such pleas have succeeded, to some extent, at the local level but not much change is perceptible at the national level. At the 1990 Congress, the idea of mergers was raised again (21). Earlier at the Congress of 1979, the Congress President had argued strongly in favour of a Co-op Britain but without much effect. The largest consumer retail society, operating nationally, is the Cooperative Retail Services Ltd. (CRS). Recent talks about the merger of CWS and CRS have fallen through although CWS's merger with the North Eastern society, a strong regional organization, appears promising. The strongest argument advanced against mergers is that the process would lead to an emasculation of democracy, an essential and specific element of a cooperative organization.

The multiplicity of cooperative credit institutions, their lack of branches and the dispersed nature makes the cooperative banking structure feeble and in no condition to compete with their more aggressive, adequately funded rivals from other countries. In Italy, the situation is particularly acute. Apart from the three so-called banks of national interest, there are another six state-owned banks. Then there are about 150 privately owned banks, 83 savings banks (cassa di risparmio) and 145 cooperative banks (banco popolare). There are, in addition, 720 tiny rural banks which have very few branches. There are just 2.4 branches per 10,000 inhabitants in Italy; France and Germany (before unification) had 6.5 and Britain has 4.3 (22).

Cooperatives in the East and the Common Market

And what about the cooperative movements in the East European countries? Their closer association and free-flowing collaboration with cooperatives in the EEC in the near or distant future cannot be entirely ruled out (23). The

situation in East Europe is volatile and changing rapidly. Most statements must, therefore, be taken with a great deal of caution. Moreover, political relations must first be sorted out before cooperatives in the East and the West can collaborate freely. Although cooperatives are voluntary organizations, Government's foreign, fiscal and economic policies profoundly influence the operation of cooperatives. The signing of a mutual declaration by the CMEA and the EEC in June 1988 provides a positive framework. By the time German unification is achieved in December or earlier this year, closer contacts between the Verband der Konsumgenossenschaften der DDR and its counterparts, Bdk and Coop AB, seem likely. A paper issued by the Verband in February this year talks of (i) greater attention being paid to cooperation with enterprises at home and abroad, (ii) the formation of an umbrella organisation, (iii), cooperative solidarity and (iv) supporting «good neighbourly relations with other countries » (24).

Emerging patterns of relationships

On the basis of information available so far, we can identify two patterns of relationships which are being forged.

First, there is, on the part of East European movements, a wish to learn about the working of cooperative organizations in the West. And so far, the Western movements have responded energetically and helpfully. A Soviet-US Research Project on Cooperation in the USSR is in operation (25). A mutual delegation exchange agreement exists between NCSA of the US and Centrosyus of Moscow. Possibilities of setting up a project in the field of dairying are under discussion. On the occasion of some ICA conferences, movements from the two sides meet regularly. Although there are significant differences between cooperative movements in the two parts, there are also similarities and, as Lars Marcus had emphasized, even if perhaps the degree of conservatism and entrenched interests are greater in Eastern Europe, these are not entirely unknown in the Western movements (26).

Some more examples can be cited. At the end of June 1989, the Central Union of Peasant Self-Aid Cooperatives in Poland welcomed a delegation from COGECA. Apart from the exchange of information about the structures and the possibilities of economic collaboration especially in food and vegetable processing, feed-stuffs production and meat industry, the Delegation visited cooperative institutions in two Voivodships. A list of cooperative organisations wishing to collaborate was exchanged and Declaration of Intent was signed. This is to be followed by meetings of managers and technicians in different fields (27).

Two other examples, also from Poland, are the visit of the Plunkett Foundation of the UK, an international organization based in Oxford, U.K. to enunciate a training program in Poland through the development of an Farmers' Enterprise Centre which would provide various services to farmers (training of managers and farmers, marketing arrangements, machinery and input supplies, storage, transport, credit, insurance, food processing etc.). Command distribution system is regarded as a key element causing food shortages in Poland and contacts will be established with British Consumer Cooperatives through the CLEAR unit in Loughborough. A study tour of Polish cooperators to the UK is now planned.

Similar plans are under consideration after a delegation

from WOCCU (a member of the ICA), visited Poland to investigate the possibilities of developing credit unions in a re-structured Polish economy. Polish cooperators have paid a return visit to study the US credit union system. The WOCCU Team has linked its investigations to the Polish Solidarity's cooperative program (28). This is just as well since all the earlier national cooperative organisations, barring the Supreme Cooperative Council, have now been dissolved and forced into liquidation.

In Czechoslovakia, the Ustredni Rada Družstev, the National Union, will now be required to establish its relevance in order to attract cooperatives into membership. Changes are taking place in the management styles and considerable scope is available for Western experience in this field to assist the movement. The role of members, the voluntary and autonomous nature of the cooperative organization are emphasized in the new Act (29).

The second type of relationship sought is economic collaboration. This is more difficult as the kind of experience needed is not common in Eastern Europe. Besides, rules and regulations will have to be simplified and bureaucracy made more flexible. At a meeting in February 1990 organized by Intercoop at which consumer cooperatives of Western and Eastern Europe met in Budapest, modalities of achieving more intensive collaboration were discussed. Spolem (Poland), CCU (Bulgaria), Centroprom (Yugoslavia), Bzvosz (Hungary) and URD (Czechoslovakia) represented the Eastern movements. As a result, a coordination office has been set up in Budapest charged with two main tasks : (i) the coordination of efforts to effect joint purchases in Eastern Europe and on the world markets and (ii) the establishment of contacts between East European exporters and West European cooperative buyers, e.g., by obtaining products in Eastern Europe. The new office will work closely with Intercoop in Copenhagen and will have the coordinating responsibility for assistance programs to Eastern movements in management training and education in the areas of buying, marketing and retailing (30).

The above are initial efforts and, for success will require softening the social and economic rigidities which abound in Eastern Europe and the creation, through careful educating and management programs, of an «*entrepreneurial*» class which is familiar with the interplay of market forces. These are some areas in which Western cooperative movements can strive for collaboration with Eastern Cooperative Movements.

Conclusion

This paper has described those aspects of the Single European Act which bear on consumer protection, environmental issues and financial policies. Brief information has been given on the origin, present position and coverage of consumer and agricultural cooperatives in Europe. In recent years, a number of sectoral EEC-wide umbrella organizations have been set up. Eurocoop and the Association of Cooperative Banks of the EC have been described, the challenges arising from a Single Market identified and some measures indicated to meet the eventualities of the impending change. While cooperatives have strength in that they have access to wider fora (such as Intercoop and ICA's Banking Committee), lack of integration at the national level is seen as a weakness. Finally, the paper has drawn attention to the movements in Eastern Europe and outlined the two patterns of relationships which are being forged between them and their Western counterparts.

References

- (1) Bulletin of the European Communities, *Single European Act*, Supplement, 2/86, Luxembourg.
- (2) The Cecchini Report: 1992 - *The Benefits of a Single Market*. EEC, 1938, xviii.
- (3) EEC: *Three Year Action Plan of Consumer Policy in the EEC (1990-1992)*.
- (4) *The European Community and the Environment*, 3/1987.
- (5) *Report of the ICA Commission on Cooperative Principles*, London, 1976.
- (6) ICA: *Congress Report*, 1960.
- (7) For instance, the entry of Aldi, the German discount store, in the Midlands in England has challenged the theory of British consumer movement which believes that the modern customer values service and quality above cheapness. Cf. "Here Come the Europeans", in *Cooperative News*, July 3 1990
- (8) For a brief description and some statistics, see: CODEGA, *The Agricultural and Fisheries Cooperatives in the EC*, Brussels, 1981.
- (9) ICA Congress Report, 1969, London 106-7.
- (10) For the position statement of the Statute for a European Cooperative Society, see: *The Review of International Cooperation*, Geneva, 1/90, 15-18.
- (11) *Future Directions of Co-op Kanagawa's Initiatives in the Ecological problems*, Mimec, Yokohama.
- (12) Loblaw's Canada, a private retailer, has been active in this field. For some information, see their News Releases issued under the cover: *President's Choice: Green: Environment and Body-Friendly Products* obtainable from Loblaw's Vice-President, Environment Affairs, Toronto.
- (13) EEC: *The Program of the Commission for 1987*, Strasbourg, 1987.
- (14) The author is grateful to the ACB for supplying the information. See their pamphlet: *Association of Cooperative Banks of the EC*. 8-28, undated.
- (15) DG Investment Bank — *The Chairman's Statement*, (unpublished) : 1989 *Annual Report*.
- (16) Cf. Teichert's paper on Europe in *Thrift and Credit Cooperatives in a Changing World*, New Delhi, 1981.
- (17) See, Terry Thomas - «Effects on the Banking Sector» in *Coops in the New Europe*, Glasgow, 1990, 6-7. More details will be found in: «1993: A Challenge to Cooperative Banks » ICA's *Banking Committee Journal*, No.1, 1990
- (18) Brazda & Schediwy: *Consumer Cooperatives in the a Changing World*, ICA, Geneva, 1989, especially the introduction, for an earlier analysis of the impact of macro-economic environment on cooperatives, see, Mauritz Bonow: *Cooperatives in a Changing World*, Basle, 1960.
- (19) Sommer: «A Dramatic Scenario: Assembly of Coop AG, Frankfurt» in ICA's *Review of International Cooperation*, 1/90, 19-21.
- (20) The diagram is valid for cooperative banks was well except that rings 2 and 3 will become ICA's Banking Committee and the ACB of EC respectively with changes in members.
- (21) Cooperative Union: *President's Address*, Glasgow, 6 ff.
- (22) *The Economist*, June 30, 1990.
- (23) For the chances of EFTA and East European countries coming into the EEC, see the interesting table in *The Economist*, Aug. 4-10, 42.
- (24) The paper is couched in rather general terms and does not specify the impact of unification. See *Cooperative Societies of the BDR in the early 1990* issued by the VDK and kindly supplied to the author by Mr Seibt of the International Department.
- (25) For details of one project, see. *Soviet News*, Ottawa, March 1990.
- (26) *Coops in the New Europe*, Cooperative Congress 90, Glasgow, 2.
- (27) *Polish Cooperative Review*, Warsaw, 3-4, 1989, 12-14.
- (28) A Resolution of Solidarnosc on the restitution of cooperatives to the countryside is given in *ICA Review*, 1/90, 10-11.
- (29) The English translations of the Polish Act entitled: «Act on Changes in the Organization and Activity of the Cooperative Movement» and the Czechoslovakian Act entitled: «The Housing, Consumer, Producers and other Cooperatives Act of 7th May 1990 » have been provided by Mr Czesław Stefanak and Dr Ladislav Sieber respectively- The author is grateful to them.
- (30) For some information on joint ventures in the USSR, see: «Looking for Partners» in *Centrosys Review*, June 1990, 39-40.

Comment influencer la CE? *

Pourquoi voulons-nous influencer la CE?

« Est-il vraiment indispensable d'exercer une pression sur la CE? Les organisations bénévoles accordent une bien moindre importance au travail de lobby que le monde des affaires; plusieurs éléments leur donnent tort :

- Le champ d'action de la CE s'est étendu et ses décisions affectent maintenant le secteur bénévole, particulièrement en ce qui concerne leurs statuts, l'harmonisation de la TVA, la santé, les droits politiques et sociaux des travailleurs, mais aussi les citoyens en général. De même les programmes de recherche sont de plus en plus nombreux et leurs budgets atteignent une somme totale de 5 milliards d'ECU.

- Les procédures décisionnelles se sont accélérées et sont devenues plus complexes dans l'optique de la création d'un marché unique sans frontière fin 1992. Dans le même temps, l'Acte unique européen a été amendé en juillet 1987 et le Traité de Rome et a instauré un système de vote majoritaire, ouvrant les portes de la scène européenne aux groupes de pression. De nombreuses organisations bénévoles se rendent compte que leurs initiatives, bloquées au niveau national, ont de meilleures chances de succès au niveau européen.

- A Bruxelles les groupes de pression sont devenus une véritable industrie. Plus de 500 organisations européennes y ont un bureau. Sur 3000 observateurs de la communauté, 1%

* Reproduit de *Euro-Citizen Action Service*, Juin 1990, avec l'autorisation de l'éditeur.

Petits tuyaux pour les «lobbyistes» en herbe

1. Une recherche préalable est plus importante dans le contexte européen.

Pour nous, « recherche » a une signification plus large qu'étude purement académique; cela signifie la collecte de faits permettant d'étayer des propositions innovatrices pour le développement de politiques. En effet, le personnel trop peu nombreux de la CE et les députés européens risquent d'être coupés de la réalité. Ils sont plus accessibles que les parlementaires nationaux et s'intéressent davantage aux informations fournies par les associations qu'aux personnes qu'elles représentent. Les associations qui développent une argumentation européenne acquièrent plus de poids.

2. Présenter votre cas sous une forme qui puisse être traduite en actions communautaires

Rien ne sert de défendre les objectifs les plus idéalistes, si la commission n'y perçoit aucune possibilité de faire avancer le processus d'intégration européenne. Il ne suffit pas de crier que le tabac est cancérigène, vous devez ajouter que les différentes réglementations en faveur du tabac faussent la concurrence et le commerce et que de ce fait ces réglementations doivent être harmonisées en fonction des normes les plus strictes. C'est pourquoi un groupe de pression efficace au niveau de la CE doit se familiariser avec le jargon communautaire.

3. Contrairement aux idées reçues, la Commission de la CE n'est pas uniquement une source de financement.

L'objectif de la plupart des organisations bénévoles n'est pas d'exercer une pression sur la législation ou sur certains programmes, mais de trouver un financement auprès de la CE. Il serait préférable de combiner les deux. Après tout, pourquoi la CE financerait-elle des projets, quelle qu'en soit la valeur, s'ils ne s'accompagnent pas d'activités soutenant le développement des politiques communautaires?

4. Développer un plan de campagne

Nous recommandons d'établir une liste de toutes les étapes à franchir et de toutes les personnes à contacter. Les personnes voulant exercer une pression sur la CE se contentent souvent de contacter les fonctionnaires de la Commission ou les députés européens de leur pays. Pourtant, si par exemple le rapporteur du Parlement européen, de nationalité différente, est convaincu(e) du bien-fondé de votre cause, l'avoir contacté aura été une bonne façon d'économiser beaucoup d'argent et d'énergie. Il est donc absolument vital de dresser une liste des personnes à contacter à Bruxelles et au Parlement européen, pas seulement dans votre pays mais aussi, par l'intermédiaire d'organisations étrangères, dans d'autres pays. Les organisations devraient former des coalitions européennes.

5. Agissez vite, ou pas du tout — et persévérez!

Un bon «lobbyiste» européen contactera les fonctionnaires de la Commission avant qu'ils n'aient entamé la rédaction du projet. Grâce aux diverses interventions, la Commission aura une petite idée des opinions des gouverne-

travaille pour le secteur d'intérêt public. Une société commerciale s'ouvrira les portes de la CE par l'intermédiaire de l'UNICE — le groupe des employeurs européens — des associations commerciales et d'une armée de services de consultance. Pourquoi les associations de citoyens ne disposeraient-elles pas des mêmes possibilités?

Il faut considérer la CE comme une strate gouvernementale. Mais la frontière entre les compétences communautaires et les compétences nationales reste une zone d'ombre. En théorie, la Commission applique le principe de « subsidiarité » — elle laisse à la compétence nationale ce qui sera mieux fait à ce niveau et ce qui n'est pas essentiel à la réalisation du marché unique.

Après consultation des groupes d'intérêts et des experts nationaux, la Commission joue le rôle d'initiateur des législations en proposant des projets. Ceux-ci sont ensuite exami-

ments et des groupes d'intérêts et sera en mesure d'évaluer ses chances de faire adopter sa proposition.

Les retardataires versant de nouveaux éléments au dossier seront accueillis au cri de « si seulement vous me l'aviez dit plus tôt! » En effet les choix se font au début de la procédure. Néanmoins, il est primordial de répéter votre message à toutes les étapes, ou l'on pourrait supposer que vous ne soutenez plus votre cause.

6. Prenez garde aux autres groupes de pression.

Les associations européennes d'intérêt public gagneraient beaucoup à former des coalitions sur des thèmes précis. Un bon exemple de coalition est le CADE (Coalition contre les exportations dangereuses) qui est parvenu dans les années 80 à inclure dans la législation de la CE des restrictions sur les exportations. Souvenez-vous que les institutions européennes préfèrent traiter avec des coalitions bien organisées plutôt qu'avec une meute dispersée. Faites cependant attention aux autres « lobbystes ». Des fonctionnaires ou des députés européens bienveillants préviennent souvent les associations européennes que des pressions inverses sont exercées par d'autres groupes.

nés par le Comité économique et social (CES) et par le Parlement européen. Selon la procédure traditionnelle, les délibérations au niveau du Conseil des ministres constituent l'étape finale du processus décision-

nel. La nouvelle procédure de coopération prévoit qu'à cette étape précise, le Conseil adopte une position commune et la renvoie au Parlement européen. Néanmoins, le Conseil des ministres garde le dernier mot.

La Commission européenne -

Seule la Commission est habilitée à entamer des politiques communautaires sous la forme de projets de loi européens. La Commission est le moteur du processus décisionnel et défend les intérêts de la Communauté. La Commission est également la gardienne des traités et partage avec la Cour de justice européenne les larges pouvoirs qui assurent l'observation des traités et de la législation communautaire. Cette institution assume l'importante responsabilité exécutive de l'administration des programmes de recherche financés par la CE, de la législation et des normes.

Le personnel de la Commission s'élève à 12.000 personnes, dont une grande proportion possède des pouvoirs exécutifs ou exerce des activités de traduction. Ce personnel est divisé en 23 directions générales (DG) qui ont peu de relations les unes avec les autres. Une fois l'idée d'un projet de directive adoptée, le fonctionnaire de la Commission du département compétent se lance dans la rédaction du projet. Des contacts auront déjà été établis avec des groupes extérieurs et avec d'autres départements de la Commission. Après son approbation par le département, le projet est transmis via le

commissaire responsable à d'autres services de la Commission; des réunions sont organisées avec des experts gouvernementaux et des experts de comités consultatifs.

Le projet est également étudié au niveau politique de la Commission. Les 17 commissaires (2 pour les 5 pays les plus importants), sont tous indépendants des intérêts nationaux, bien que leurs équipes restreintes, les cabinets, soient constitués en grande partie de fonctionnaires de leur pays. Les « chefs de cabinets » se rencontrent une fois par semaine et préparent les décisions à transmettre à la Commission elle-même, qui se réunit également une fois par semaine, d'habitude le mercredi. Le texte détaillé est souvent adopté en vertu de « la procédure écrite » selon laquelle de hauts fonctionnaires approuvent des textes « non controversés » sans les présenter intégralement à tous les commissaires. Le projet passe ensuite via le Conseil au Comité économique et social et au Parlement.

Comment influencer le processus décisionnel ?

Bien que nous traitions principalement dans cet article du rôle joué par la Commission pour introduire une législation, il faut pas oublier que si vous possédez les preuves d'un manquement aux traités ou à un projet de directive qui pourrait affecter votre organisation ou la population que vous représentez, il est très facile de déposer une plainte à la Commission. Cette procédure peut être relativement informelle et n'entraîne pas de larges dépenses. Vous devez déposer un formulaire de doléances auprès du secrétaire général. Nous reviendrons sur ce point dans un prochain numéro du « *Citoyen européen* ».

S'impliquer très rapidement et bien se renseigner sur les propositions préparées par les divers départements de la Commission revêtent une importance primordiale. Ces propositions peuvent différer de celles reprises dans le programme officiel. De plus, se limiter aux mécanismes officiels de consultation ne suffit pas. Quand les associations disposent de tels mécanismes, les commissions

consultatives se réunissent trop rarement. Les meilleures pressions s'exercent de façon informelle.

Il est essentiel de contacter d'autres départements de la commission. En effet ceux-ci ouvrent parfois les portes de la Commission à d'autres organisations qui peuvent exercer une pression inverse. Dès les premières étapes, vous devez également faire connaître votre opinion au niveau national. Bien que des experts gouvernementaux soient consultés par la Commission de façon informelle, ces consultations ne sont souvent rien d'autre que la répétition générale des négociations menées au niveau du Conseil des ministres.

Quand le projet est discuté au niveau politique, une délégation de votre organisation doit demander de rencontrer les commissaires responsables. Vous devriez présenter des arguments avancés par le plus grand nombre possible d'organisations et de pays. Vous devriez également écrire aux commissaires moins favorables à la proposition.

Conseils pratiques

Les lettres à la Commission doivent toutes être adressées au 200, rue de la loi, B-1049 Bruxelles (adresse provisoire en l'absence de décision sur le site des institutions — voir plus loin). Mais, en fait, il faut savoir que les départements de la Commission sont disséminés dans divers bâtiments autour du Berlaymont ou ailleurs à Bruxelles. Les départements des statistiques et des recherches se trouvent à Luxembourg. Le guide des services de la

Commission n'est pas assez détaillé et n'indique pas assez clairement qui s'occupe d'un projet précis. Le secrétaire de la DG responsable pourra vous le dire. L'annuaire téléphonique de la Commission (« *Le Guide des services* ») dresse une liste complète du personnel et des numéros de téléphone, mais cette publication est à usage interne.

Les fonctionnaires de la Commission sont extrêmement accessibles, mais il est assez difficile de les contacter. Leurs secrétaires répondent souvent qu'ils/elles sont en réunion. Ces réunions durent parfois plusieurs jours, en dans de nombreux cas, ce n'est pas une fausse excuse vu le nombre élevé de réunions de travail du Conseil, ou de commissions parlementaires, etc... Il est donc souhaitable de prendre rendez-vous bien à l'avance en espérant que ces rendez-vous soient maintenus. Vous devez saisir toutes les occasions offertes durant les conférences, les soirées ou les séances du Parlement

à Strasbourg — vous y rencontrerez souvent plus facilement les fonctionnaires de la Commission que dans leurs bureaux. La Commission donne des informations à la presse tous les jours. Les propositions sont souvent annoncées avant que le texte ne soit disponible, vous devez donc vous tenir prêts à réagir.

Un conseil utile. La Commission dira souvent qu'une proposition « *3 quitté la Commission* » et que vous devez poursuivre votre action auprès d'une autre institution (voir ci-dessous). Ne vous laissez pas tromper. La Commission joue un rôle clef de « médiateur » dans le processus décisionnel. Par exemple, on interrogera le fonctionnaire de la Commission de façon officielle ou officieuse sur des amendements proposés par des députés européens. N'oubliez pas de toujours tenir les fonctionnaires de la Commission au courant des contacts que vous avez établis avec les autres institutions et en règle générale de cultiver de bonnes relations avec eux.

Le Comité économique et social (CES) est un organe composé de trois groupes représentant les employeurs, les syndicats et d'autres groupes d'intérêts. Il donne son avis sur la plupart des propositions de loi présentées par la Commission et fonctionne sur le modèle du Parlement européen. Dans un premier temps, les propositions sont étudiées par des sections spécialisées qui forment des groupes d'étude dans le but d'examiner des propositions précises. Chaque point de vue fait l'objet d'une discussion dans l'une des sections. Une fois adoptée, la position commune est discutée en séances plénières organisées une fois par mois à Bruxelles. Le processus qui consiste à faire pression sur le rapporteur et ensuite (le cas échéant) sur les groupes non politiques est assez semblable. Généralement, le Comité économique et social donnera un avis commun avant le début du débat au sein du Parlement européen. Actuellement, le Comité prépare son avis sur un futur statut européen pour les associations.

Le Parlement Européen

Le Parlement européen se compose de 518 Membres (députés européens) élus directement. Son avis officiel sur la plupart des propositions est requis avant qu'elles ne puissent être adoptées par le Conseil. Ses pouvoirs se sont trouvés renforcés en vertu de la procédure de coopération instituée par l'Acte unique européen pour certaines mesures. Son rôle reste principalement d'ordre consultatif, à l'exception du contrôle qu'il exerce, endéans certaines limites, sur les dépenses budgétaires de la CE. En plus de son rôle législatif (décrit dans cet article) le Parlement européen

peut également mener une enquête et donner son avis par des questions écrites ou orales, avec ou sans débat. Le Parlement peut aussi passer une motion de censure sur la Commission et rejeter le budget. Lors de la préparation des discussions visant à amender le traité sur l'union monétaire, le Parlement a présenté une proposition d'élargissement de ses pouvoirs.

Des commissions de spécialistes préparent les séances plénières. La proposition de la Commission est transmise à l'une ou l'autre des commissions qui rédige un rapport et à d'autres commissions pour avis. Les

rapporteurs sont alors choisis en accord avec les groupes politiques. Généralement, l'étape suivante consiste en une première lecture au sein d'une commission du document préliminaire rédigé par le rapporteur et en la présentation de la proposition de la Commission, lors de la réunion suivante, un projet de rapport et de résolution est présenté. A ce stade, les groupes politiques auront déjà développé leur propre opinion. Les commissions se réunissent en règle générale à Bruxelles et les séances sont la plupart du temps publiques.

Après adoption, le rapport de la commission est mis à l'ordre du jour

Comment influencer la CE

d'une séance du Parlement qui se réunit en plénière une fois par mois à Strasbourg. De nombreuses réunions complémentaires des commissions et des groupes ont lieu pendant la séance.

La majorité des propositions législatives aux termes de l'Acte unique tombe dans le cadre de la « procédure de coopération ». Après notification de l'avis du Parlement sur sa proposition, la Commission peut modifier son attitude avant que le Conseil des ministres n'adopte une position commune. Cette position commune est ensuite renvoyée au Parlement pour une seconde lecture. Comme l'article en page 8 vous l'explique, une multitude de procédures sont possibles.

Comment influencer le processus décisionnel ?

Les personnes désireuses d'exercer une influence sur le Parlement européen devront préparer le terrain lors des questions parlementaires. Certains députés européens estiment également que le secteur bénévole pourrait exercer une pression plus efficace sur le budget de la CE. La commission des pétitions, qui est inondée de demandes individuelles — plus de 600 l'année dernière —, serait plus réceptive à des pétitions communes transmises par l'intermédiaire d'associations. Cependant, en ce qui nous concerne, ce sont les législations qui présentent un intérêt.

La première étape, qui consiste à contacter le rapporteur, revêt une importance cruciale: en effet, si elle/il accepte vos points de vue, la bataille est déjà à moitié gagnée. H sera également nécessaire de contacter les rapporteurs des commissions qui doivent formuler un avis, car ceux-ci peuvent apporter leur soutien à des intérêts différents des vôtres.

Après transmission du projet du rapporteur à la commission, vous devez écrire à ses membres et vous entretenir avec les secrétariats et les coordinateurs des groupes politiques. Si le rapporteur n'a pas tenu compte de vos propositions dans son rapport, vous devez essayer de trouver un député européen désireux d'y apporter certains amendements. Dans la pratique, pour pouvoir être adopté, un amendement doit être

soutenu par les groupes du Parti socialiste et du Parti populaire européen, les deux plus importantes familles politiques représentées au Parlement. Le jeu en vaut la chandelle, puisque 50% des amendements proposés à la première lecture sont repris dans le texte final; un score honorable pour un Parlement.

Cependant, prenez garde aux amendements ou demandes de report des débats qu'introduiraient d'autres groupes de pression. Lors de la seconde lecture au Parlement européen des propositions faites aux termes de l'Acte unique, le même processus d'examen en commission et ensuite en séance plénière est subordonné à une série de choix et à une contrainte de temps très stricte (voir carte EGAS). Le Parlement ne peut apporter des amendements à la position commune du Conseil que dans les domaines qui ont fait l'objet d'un amendement lors de la première lecture. Il est bien plus difficile d'influencer les débats à ce niveau-ci, puisque la majorité absolue est requise pour l'adoption d'un amendement. En fait, cela représente un travail de titan dans le cas d'un vote du Parlement sur une proposition rejetée par la majorité des gouvernements.

De nombreuses organisations bénévoles ont constaté qu'en réalité c'est le Parlement européen (nonobstant les textes des traités) qui est le catalyseur de toutes les nouvelles politiques, des nouveaux programmes et bien entendu, des nouvelles lignes budgétaires.

Petites tuyaux pour les lobbyistes en herbe

Le livret gris qui dresse une liste des noms et des adresses des députés européens et les classe selon leur commission et leur groupe politique est particulièrement utile. Un autre document qui revêt une utilité certaine en annonçant les activités qui se préparent est une publication interne intitulée « *Travail en cours dans les commissions parlementaires* »; ce document indique non seulement l'état d'avancement des travaux en cours, mais également ce qu'il est prévu de faire au sein des autres institutions. La nature itinérante du Parlement dont le Secrétaire est sis à Luxembourg, dont les réunions des commissions se tien-

nent à Bruxelles et dont les séances plénières sont organisées à Strasbourg, entraîne de nombreux problèmes. Il vaut mieux discuter avec les rapporteurs avant ou après les réunions des commissions à Bruxelles, car ils auront alors bien plus de temps à vous consacrer. Le rôle joué par le personnel des commissions et par les assistants des députés européens dans la rédaction des projets varie au gré des situations. Il convient d'assister aux séances publiques des commissions pour connaître les positions de chacun.

Quand les propositions sont transmises au Parlement, n'oubliez pas que le bâtiment du Parlement est une véritable forteresse.

Vous devez préparer votre visite bien à l'avance et vous procurer une invitation auprès d'un député européen, sinon il vous sera impossible d'obtenir le laissez-passer indispensable pour avoir accès au bâtiment. Une fois à l'intérieur, vous pouvez y circuler à votre guise. N'espérez pas trop que les députés respectent leurs rendez-vous. Ils doivent non seulement participer à des votes souvent imprévus mais également être présent à de nombreuses réunions et recevoir des groupes de visiteurs. A Strasbourg, avoir une longue discussion s'avère particulièrement difficile. C'est pourtant l'endroit idéal pour contacter différentes personnes au sujet de différents problèmes. Pour y arriver, vous pouvez téléphoner du bureau situé près de l'entrée. Les députés portent toujours un biper. Les associations accordent une grande importance aux intergroupes; en effet, les questions qui les préoccupent relèvent de la compétence de plusieurs commissions sectorielles. Il est donc souhaitable de rassembler les députés de plusieurs commissions au sein d'un groupe moins officiel. L'intergroupe le plus efficace et le plus souvent cité est celui sur la protection des animaux; son efficacité provient de son secrétariat strasbourgeois qui se réunit chaque mois pendant une semaine. Bien sur, cela exige d'importantes ressources, que d'autres groupes ne pourront pas rassembler. Convaincre les députés de participer à une réunion est également une tâche des plus difficiles. Nous examinerons les éléments en faveur et en défaveur des intergroupes dans un prochain numéro.

Carte de la procédure de décision de la C.E, instaurée par l'acte unique

L'Acte unique modifie l'équilibre institutionnel traditionnel pour l'adoption des législations communautaires. Il accorde au Parlement un rôle plus important dans la procédure de prise de décision. Deux types de procédures peuvent être suivis:

La procédure traditionnelle

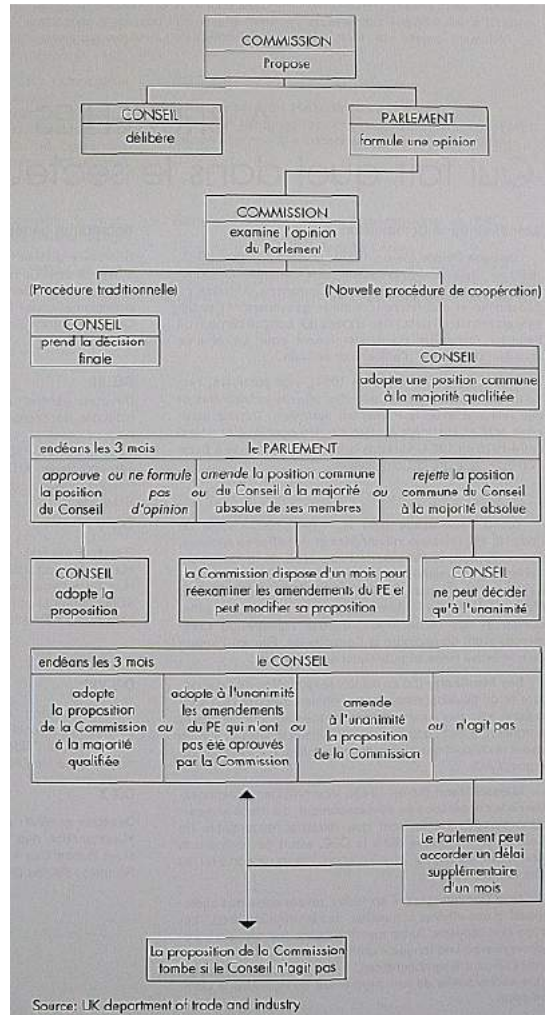
La Commission présente ses propositions. En règle générale, les décisions du Conseil doivent se baser sur des propositions de la Commission.

Le Conseil ne peut amender une proposition de la Commission qu'à l'unanimité (Art. 149). Sans elle, le Conseil ne peut qu'adopter ou rejeter la proposition. En réalité, seule la Commission peut amender ses propositions, ce qui lui permet de tenir compte des opinions formulées par le Parlement européen. En effet, les propositions sont transmises au Parlement européen qui les approuve, les rejette ou les amende. Une résolution clôture la procédure de consultation. Le rôle du Parlement, selon cette procédure, est purement consultatif et s'exprime par des opinions.

La procédure de coopération

Cette procédure accorde au Parlement de nouvelles possibilités d'intervention. Elle lui permet de procéder à une seconde lecture des propositions de la Commission dans certains domaines, notamment le marché interne (Article 7, 48, 54(2), 56(2), 57, 100A, 100B), les politiques sociales (118A), la cohésion économique et sociale (130E), la recherche et le développement (130Q). Sont exclues de cette procédure toutes les décisions devant être prises par le Conseil à l'unanimité.

Après avoir pris connaissance de la position du Parlement européen sur une proposition de la Commission, le Conseil commence par adopter une position commune à la majorité qualifiée. Le Conseil informe ensuite le Parlement de sa position. Le Parlement dispose alors de 3 mois pour l'approuver ou la rejeter. Si ce délai est dépassé sans qu'il n'y ait eu



de décision du Parlement, le Conseil adopte définitivement le texte en question. Pendant la période de 3 mois, le Parlement européen peut proposer des amendements à la majorité absolue de ses membres. Si le Parlement rejette le texte, le

Conseil ne peut maintenir sa position commune qu'à l'unanimité. Si le Parlement européen amende le texte, la Commission dispose d'un mois pour le ré-examiner. Elle transmet ensuite au Conseil la proposition ré-examinée et lui indique les amen-

dements du Parlement européen avec lesquels elle est en désaccord. En cas de désaccord, le Conseil ne peut adopter les amendements qu'à l'unanimité. Le Conseil adopte la proposition à la majorité qualifiée. (Source: Jus Letter).

A BRUXELLES

Qui fait quoi dans le secteur bénévole?

Membres de la Commission

Jacques Delors (né en 1925), président depuis 1985, réélu en 1989. Ancien président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen. Ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement socialiste en France au début des années 80. Longue carrière de banquier, conseiller du gouvernement pour les affaires sociales, professeur d'université, écrivain.

Martin Bangemann (né en 1934), vice-président, responsable du marché intérieur, des affaires industrielles et des relations avec le Parlement européen. Député européen actif et président du Groupe démocratique et libéral entre 1979 et 1984. Ministre fédéral de l'économie à Bonn avant de rejoindre la Commission.

Vasso Papandreou (née en 1944), responsable de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales, des ressources humaines, de l'éducation de la formation. Après avoir enseigné l'économie en Grande-Bretagne puis à l'Université d'Athènes, elle dirigea une organisation pour PME et fut élue au Parlement. Elle devint ministre de l'Industrie et des technologies, ensuite ministre du Commerce, avant de rejoindre la Commission. Elle est l'auteur de nombreux livres et publications.

Ray MacSharry (né en 1938), responsable de l'agriculture et du développement rural. Ancien ministre de l'agriculture puis des finances, ancien Membre du Parlement européen. Il met l'accent sur ses racines locales et sur les aspects de politique rurale dans la Politique agricole commune (PAC).

Manuel Marin (né en 1949), vice-président, responsable de la coopération au développement. Il a mené une carrière européenne en tant que ministre responsable de l'entrée de l'Espagne dans la CEE, avant de rejoindre la Commission en 1986, où il a d'abord obtenu le portefeuille des affaires sociales.

Jean Dondelinger (né en 1930), responsable de l'audiovisuel et des affaires culturelles, de l'information et de l'Europe des citoyens. Autre membre ayant une carrière européenne avec une longue expérience au COREPER comme représentant luxembourgeois. Il s'est occupé de la politique audiovisuelle de son pays avant de rejoindre la Commission.

Secrétariat général

Secrétaire général: *David Williamson*
• Travail de la Commission, relations avec les autres institutions, coopération politique, droits de l'homme * Unité de prévision * Service légal * Groupe du porte-parole.
Cabinet: Patrick Venturini.

DG III

Directeur général: *Riccardo Perissich*.
Nouvelle approche de l'harmonisation technique et des normes.
• Alimentation: Paul Gray, Egon Gaerner • Médicaments: Fernand Sauer • Droits des citoyens: Hans Taschner • Reconnaissance des diplômes, droits d'auteurs: Ivo Schwartz.

DG V

Directeur général: *Guy Legras*
• Législation vétérinaire, pesticides: Joachim Heine, Gerald Hudson • Organisations des marchés agricoles (tabac et alcool compris) et (depuis peu) développement rural: Graham Avery • Relations avec les ONG: Jean-Louis Giraudy.

DG VIII

Directeur général: *Dieter Frisch*
• Unités responsables des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), de l'aide alimentaire et du cofinancement des projets avec les ONG: Anton Reithinger.

DG X

Directeur général: *Colette Flesch*
• Coordination des bureaux d'information de la Commission: Robert Cox • Europe des citoyens: Enrica Varese • Femmes: Fausta Deshormes.

Comment influencer la CE

Carlo Ripa di Meana (né en 1929), responsable de l'environnement. Ancien journaliste, il a écrit pour plusieurs journaux, en a fondé quelques-uns et fut rédacteur en chef. C'est un socialiste activement impliqué dans la vie associative et s'intéressant aux politiques locales et nationales. H fut aussi membre du conseil de direction du Théâtre de la Scala. Il fut membre du premier Parlement européen élu au suffrage direct avant de rejoindre la Commission en 1985.

Antonio Cardoso e Cunha (né en 1934), responsable des PLE, du tourisme et de l'économie sociale.

Ancien homme d'affaires et directeur de société, il s'est lancé dans la politique en 1978 en qualité de membre du Parti Social-Démocratique portugais, et obtint des postes gouvernementaux dans le commerce et l'industrie avant de devenir ministre de l'agriculture et de la pêche. Il est entré à la Commission en 1988.

Karel Van Miert (né en 1942), responsable des transports et des consommateurs. Il entama ensuite sa carrière à la Commission, dirigea le Parti socialiste flamand et fut élu député européen en 1979. Depuis 1986 il est vice-président de l'Internationale socialiste.

DG XI

Directeur général: **Laurens Jan Brinkhorst**
• Application des directives sur l'environnement: Ludwig Krämer • Information: Claude Pleinevaux • Pollution atmosphérique: Peter Stief-Tauch • Protection de la nature: Claus Stufman.

DG XXIII

Directeur général: **Heinrich von Moltke**

• Unités responsables des Euro-guichets pour PME : Gérard Rijsenbeek • Economie sociale: Paul Ramadier

Service de politique des consommateurs (SPC)

Directeur général: **Kaj Barlebo-Larsen**
• Relations avec les organisations de consommateurs: Jean-Marie Courtois • Santé et sécurité: Domingo Jiminez Beltran • Information des consommateurs: Kenneth Roberts



Council of Europe NGO Convention to enter into force 040990

Belgium today ratified in Strasbourg the European Convention on the recognition of the Legal Personality of International Non-Governmental Organisations

Three ratifications are needed for this Convention to enter into force. Therefore, Belgium's ratification, which follows those of the United Kingdom (February 1989) and Greece (June 1989), means that this legal instrument will enter into force as from January 1991.

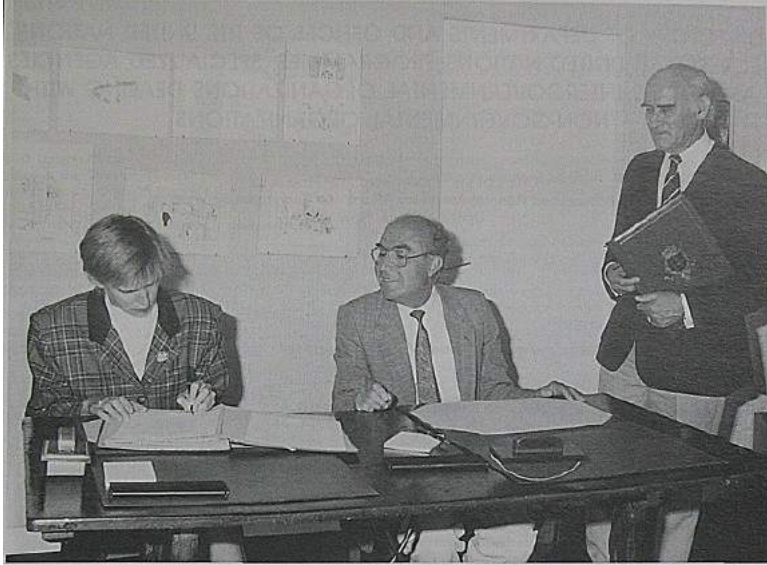
In its preamble this Convention recognises the valuable work to the international community of international non-governmental organisations in a great variety of fields (health, culture, education, etc.) and their contribution to the realisation of the purposes and principles of the United Nations Charter and the Statute of the Council of Europe. Consequently, the Contracting States agree to recognise "as of right" the legal personality and capacity as acquired in a State where that organisation has its statutory offices.

In order to benefit from the provisions of the Convention, an international non-governmental organisation must:

- have a non-profit-making aim of international utility;
- have been established by an instrument governed by the international law of a Contracting State;
- carry on their activities with effect in at least two States;
- Have their statutory office in the territory of a Contracting State and central management and control in that State or in another Contracting State.

The Convention establishes rules on the proof to be furnished before the authorities in the Contracting State where the recognition is sought and sets down exceptional cases in which a Contracting State may refuse recognition (for instance where activities of the Organisation in question contravene national security, public safety, prevention of disorder or crime, etc.).

It is thus of particular interest to countries like Austria, Belgium, France, Switzerland or the United Kingdom where numerous NGOs have their headquarters, or to other countries in which NGOs are especially active.



Strasbourg, le 4 septembre 1990

Colette TAQUET, chargé d'affaires a.i. de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe, remet entre les mains du secrétaire général adjoint, Gaetano ADINOLFI, l'instrument de ratification de la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales. A droite Frits W. HONDIUS, directeur adjoint des Affaires juridiques, assurant le service des traités.

Par cette ratification, la troisième après celles du Royaume-Uni et de la Grèce, la Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Strasbourg, 4 September 1990

Colette TAQUET, Chargé d'affaires a.i. of Belgium with the Council of Europe, handed over to Gaetano ADINOLFI, Deputy Secretary General, the instrument of ratification of the European Convention on the recognition of the legal personality of international non-governmental organisations. Dr Frits W. HONDIUS, Deputy Director of Legal Affairs (at right), was in attendance for the treaty service.

By this ratification, the third after those of the United Kingdom and Greece, the Convention will enter into force on 1 January 1991.

**DIRECTORY OF DEPARTMENTS AND OFFICES OF THE UNITED NATIONS
SECRETARIAT, UNITED NATIONS PROGRAMMES, SPECIALIZED AGENCIES
AND OTHER INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS DEALING WITH
NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS**

Office of the Under-Secretary-General for
Political and General Assembly Affairs and Secretariat Services

United Nations, New York

June 1990

UNITED NATIONS

UNITED NATIONS HEADQUARTERS

New York, N.Y. 10017, United States of America. Telephone: (212) 963-1234

UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland. Telephone: (22) 734 6011

UNITED NATIONS OFFICE AT VIENNA

Vienna International Center, P.O. Box 500, A-1400 Vienna, Austria. Telephone: (222) 2631 and "0" for switchboard

I. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION (NGO) SERVICE OFFICES

Function

Office of Under-Secretary-General for Political and
General Assembly Affairs and Secretariat Services
(OUSG/PGS)
Rm. 3862 New York

— Provides overall co-ordination and policy guidance to the various units in the UN Secretariat dealing with NGOs
— Conducts an Inter-departmental Working Group on Relations with NGOs
— Periodically issues The Directory of Departments and Offices of UN Secretariat, UN Programmes, Specialized Agencies and other Intergovernmental Organizations Dealing with NGOs
— Provides advice to the Secretary-General on matters related to his participation in activities organized by NGOs

NGO/DIESA
Non-Governmental Organizations Unit/DIESA
Rm. DC-2338 New York
(Farida Ayoub, Chief)

— Services ECOSOC Committee on Non-Governmental Organizations
— Services procedural, administrative and general programme needs of NGOs in status with ECOSOC
— Monitors rules for consultative relationships with ECOSOC
— Provides information and advises NGO representatives, missions and staff members on NGO matters
— Deals with accreditations of representatives of NGOs in consultative status
— Organizes or facilitates consultations between NGOs and various sectors of UN

UN Bodies dealing with NGOs

NGO Liaison Office
Office of the Director-General
United Nations Office at Geneva
Rm. 176-1 & 176-2
(Ms. Raymonde Martineau, NGO Liaison Officer)

— Organizes or facilitates consultation between NGOs and various sectors of the UN
— Provides information and advises NGO representatives, missions and staff members on NGO matters
— Deals with accreditation of NGO representatives to UNOG, ECOSOC and subsidiary organs, Conferences
— Follows developments in UN/NGO co-operation at UNOG and monitors rules for consultative relationship with ECOSOC

NGO Liaison Office
Office of the Director-General
United Nations Office at Vienna
Rm. E1416
(Mr. Edward Zdrojowy, Chief of Protocol and NGO Liaison)

— Services procedural, administrative and general programme needs of NGOs in status with ECOSOC
— Monitors rules for consultative relationships with ECOSOC
— Provides data on NGOs and their contribution to the United Nations

NGO/DPI
NGO and Institutional Relations Section/DPI
Rm. S-1 037 D New York
(Mr. Farouk Mawlawi, Chief)

— Disseminates information on United Nations to NGOs via the NGO Resource Center
— Holds weekly briefings at Headquarters for NGOs on current UN issues and sends summary of briefing to NGOs
— Organizes a three-day annual international conference for NGOs on a global issue
— Stimulates NGO activities on behalf of United Nations
— Facilitates NGO group visits and special NGO events at Headquarters in co-operation with other DPI units
— Services information needs of NGOs
— Promotes NGO collaboration with United Nations Information Centres
— Provides data to Secretariat on NGOs related to information activities
— Oversees the accreditations of representatives of NGOs associated with DPI

Public Relations and Documentation/IS
Rm. C-207 Geneva
(Ms. E. Ponomareva, Chief)
(Ms. M. Bobka-Amodeo, NGO Liaison Officer)

— Disseminates information on United Nations to NGOs

UN Information Service
Rm. G 0579 Vienna
(Mr. Wolfgang Weisbrod-Weber, Information Officer)

— Provides data to Secretariat on NGOs
— Stimulates NGO activities on behalf of United Nations

UN Non-Governmental Liaison Service (NGLS)
An inter-agency project of JUNIC co-sponsored by DPI/
CPMD (lead agency, UNCTAD (administering agency),
UNDP, UNICEF, WFP, UNFPA, WFP, IFAD, UNRWA
UNCHS/Habitat.
Rm. Le Bocage 50 Geneva
(Mr. Thierry Lemareshquier, Co-ordinator)
and
Rm. DV2-1 103 New York

— Acts as the interface of the UN system and the NGO community, particularly of the industrialised countries, in development information and education and in policy advocacy;
— Informs NGOs and the UN system about each other's development initiatives and activities; provides related services to both and promotes dialogue and co-operation;
— Publishes a newsletter, directories and other material covering major issues on the multilingual agenda and major areas of interest in the NGO community;
— Assists NGOs in industrialised countries with the design and implementation of development information, educa-

- tion and advocacy programmes on development and North-South issues;
- Organises "policy dialogues" and other meetings for development NGO and UN system representatives, on major development issues.

II. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION (NGO) LIAISON OFFICES WITHIN SUBSTANTIVE DEPARTMENTS OF THE UNITED NATIONS SECRETARIAT (BY SUBJECT)

Function

Aging (see Social Department)

Apartheid

Centre against Apartheid/DPSCA
Rm. S-3275B New York
(Ms. J. Mihalic, Political Affairs Officer)

- Provides information to NGOs on the evils of *apartheid* and United Nations efforts for the total elimination of *apartheid*
- Promotes co-operation with NGOs for (a) the implementation of General Assembly and Security Council resolutions on *apartheid* (b) increased humanitarian, legal and educational assistance to victims of *apartheid*
- Arranges for NGOs to testify at hearings of Special Committee against *apartheid*

Children

UN Children's Fund (UNICEF)
Rm. H-9F New York
(Ms. Janet Nelson, Chief, NGO Liaison Office)
Rm No 2124 Geneva
Petit Saconnex Annex
(Ms. M.P. Poirier, NGO Liaison Officer)

- Promotes co-operation with NGOs at the international, regional and field level
- Services NGOs associated with UNICEF
- Provides information to NGOs on UNICEF's activities and promotes support of UNICEF goals and priorities

Co-operatives (see Social Development)

Crime (see Social Development)

Decolonization

Information Unit on Decolonization/SPQRCDT
Rm. 3341-C New York
(Ms. Neuza de Costa, Senior Political Affairs Officer)

- Organizes dissemination of information on all aspects of decolonization
- Organizes consultations between relevant NGOs and the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples and its Sub-Committee on Petitions, Information and Assistance
- Organizes seminars with NGO participation on dissemination of information on decolonization, as appropriate

Desertification

UN Sudano-Sahelian Office (UNSO)
FF-458 New York
(Ms. Inger Andersen, Prog. Manager)

- In addition to its normal responsibilities, UNSO supports NGO activities in the Sudano-Sahelian region in desertification control activities
- Actively supports the establishment of NGO information systems in the Sudano-Sahelian region
- Promotes grassroots approaches to desertification control activities

Development (see also Economic Commissions)
Centre for Science and Technology for Development
(CSTD)
Information and Communication Cluster
Rm. DC1-1040 New York
(Mr. Dieter Koenig, Scientific Affairs Officer/Mr. Kwaku
Aning, Senior Scientific Affairs Officer)

— Monitors NGO activities and provides support
Keeps NGOs advised of activities of the Centre and work
of Inter-Governmental Committee
— Monitors NGO activities in Science and Technology for
Development
— Conceptualizes, implements and manages interaction
with NGOs in cooperation with other clusters (work
teams) of the Centre
— Services consultative relations of NGOs to Intergovern-
mental Committee (IGC) related to its mandate and work
programme

UN Conference on Trade and Development
Policy Development and Communication Service (PDC)
Geneva
(Mr. M. Zammit Cutajar, Officer-in-Charge)

— Presents applications by NGOs for observer status with
UNCTAD the Trade and Development Board (TDB)
— Organizes or facilitates substantive consultations
between NGOs and UNCTAD and provides information
on UNCTAD issues and activities

UN Development Programme (UNDP)
Division for NGOs
Rm. DC1-1964 New York
(Ms. Sarah L. Timpson, Director)

— Promotes community-based approach to development
— Services UNDP's relationships with NGOs in developing
countries and at Headquarters

Special Unit for Technical Cooperation among Developing
Countries
Rm. FF-1 244 New York
(Mr. S. Shalid Husain, Deputy Director)

— Facilitates NGO Participation in Sessions of the High
Level Committee on the Review of TCDC
— Supports NGO promotional activities in TCDC

Function

UN Capita] Development Fund (CDF)
Policy Planning and Evaluation Unit
Rm. FF-1004 New York
(Mr. Grégoire de Kalbermatten, Chief)

— Makes special efforts to involve NGOs in the program-
ming and implementation of the Fund's projects, to pro-
mote grass-root approaches, and a more involved par-
ticipatory role by the beneficiaries and the communities

UN Development Fund for Women (UNIFEM)
Rm. FF-616 New York
(Sharon Capeling-Alakija, Director)

— Provides direct support to projects for women in
Asia/Pacific, Latin America/Caribbean and Africa, often
executed by NGOs
— Services NGOs in developed and developing countries
working to promote UNIFEM

(See also Section HI, UNIDO)

Disability (see Social Development)

Disaster Relief

Office of the UN Disaster Relief Co-ordinator
Rm. 146 Geneva
Mr. F. Mayrhofer-Grünbuel, Director and Deputy to the
Co-ordinator (and NGO Liaison Officer)

— Organizes consultative and operational relations with
NGOs active in disaster relief and pre-disaster planning
- Provides information on assessment of damages and
identification of relief needs

Rm. S-2935A New York
(Mr. Philippe L. Boullé, Director)

- Facilitates participation of NGOs in concerted relief pro-
grammes

<p>Disarmament Publications and WDC Branch/DDA Rm. 3100B New York (Ms. Florence Lee, WDC/NGO Liaison)</p>	<p>— Promotes and facilitates close co-operation between DDA and disarmament-related NGOs — Organizes and services information programmes for NGOs relating to the World Disarmament Campaign — Stimulates NGO activities within the framework of the World Disarmament Campaign and assists NGOs in their implementation</p>
<p>Economic Commissions (Regional)</p>	
<p>Economic Commission for Africa P.O. Box 3001 Addis Ababa, Ethiopia Mr. Jeggan Senghor (Special Assistant to the Executive Secretary) New York Office Rm. S-3127 (Mr. Benny Widyono, Chief)</p>	<p>— Services programme and procedural relationships of NGOs to ECA and ECA governmental bodies and meetings</p>
<p>Economic Commission for Europe Palais des Nations 1211 Geneva 10 (Mr. B. Duke, Special Assistant to the Executive Secretary) New York Office Rm. S-3127 (Mr. Benny Widyono, Chief)</p>	<p>— Services programme and procedural relationships of NGOs to ECE and ECE governmental bodies and meetings</p>
<p>Economic Commission for Latin America and the Caribbean Casilla 179-D, Santiago, Chile (Mr. Daniel S. Blanchard, Secretary of the Commission) New York Office Rm. S-3127 (Mr. Benny Widyono, Chief)</p>	<p>— Services programme and procedural relationships of NGOs to ECLAC and ECLAC governmental bodies and meetings</p>
<p>Economic and Social Commission for Western Asia P.O. Box 27 Baghdad (Mr. Ibrahim Al-Wali, Secretary of the Commission) New York Office Rm. S-3127 (Mr. Benny Widyono, Chief)</p>	<p>— Services programme and procedural relationships of NGOs to ECWA and ECWA governmental bodies and meetings</p>
<p>Economic and Social Commission for Asia and the Pacific United Nations Building, Rajdamnern Ave., Bangkok 10200 (Mr. Kazi A. Rahman, Special Assistant to the Executive Secretary) New York Office Rm. S-3127 (Mr. Benny Widyono, Chief)</p>	<p>— Services programme and procedural relationships of NGOs to ESCAP and ESCAP governmental bodies and meetings</p>
<p>Emergency Situations Special Emergency Programmes, Special Political Questions, Regional Co-operation, Trusteeship and Decolonization (SPQRCDT) Rm. S-3371A New York (Mr. Charles H. La Munière)</p>	<p>— Handles assessment of needs in countries where there are complex emergency situations which require the co-ordination of a multi-agency response — Organizes inter-agency needs assessment missions, prepares appeals of the Secretary-General, assists and mobilizes resources, and services the inter-agency African Emergency Task Force</p>

Environment
 UN Environment Programme (UNEP)
 Headquarters Nairobi
 Rm. 8214
 (Mr. Tore J. Bravik, Chief, Information and Public Affairs)
 New York Liaison Office
 Rm. DC2-0816
 (Mr. N.J. Brown, Director and Special Representative of Executive Director)
 Regional Office for Europe Geneva
 Pavillon de Petit Saconnex 1 108
 (Mr. A. Renlund, Assoc. Programme Office)
 Regional Offices also in : Athens, Bahrain, Bangkok, Kingston, Mexico and Washington, D.C.

— Supports and works closely with Environment Liaison Centre International (ELC)
 — Provides information on environment and UNEP's programme
 — Provides information on programmes
 — Community relations liaison with NGO
 — Co-ordinates the Outreach Network in project with TVE, WWF and New York Zoological Society

Function

Family (see under Social Development)

Food/Hunger

World Food Council, Rome
 (Mr. James Kanu, Information Officer)
 New York Office
 Rm. S-2955 New York
 (Ms Kate Starr Newell, Acting Chief)
 World Food Programme, Rome
 Via delle Terme di Caracalla
 Rm. F-527
 (Mr. Namanga Ngongi, Deputy Director, Division of External Relations)
 New York Office
 Rm. DC1-1027 New York
 (Mr. Teckle A. Tomlinson, Director)
 (See also: Section III - FAO and IFAD)

— Promotes co-operation with NGOs at the international, regional and national level
 — Provides information to NGOs on WFC activities and, as food policy arm of the General Assembly, promote efforts towards eradication of hunger and malnutrition
 — Promotes cooperation and coordination of WFP's relief and development project activities and NGOs at the national and local level
 — Provides information to NGOs on WFP's activities and promotes support and coordination of NGO's and WFP's activities

Human Rights

Centre for Human Rights
 Rm. 145 Geneva
 (Mr. John Pace, Chief of External Relations Section and Secretary of the Commission on Human Rights)
 Advisory Services Section
 Rm. 149-1
 (Mr. M. Vezel, Chief)
 Communications Section
 Rm. D.321
 (Mr. Jakob Moller, Chief)
 International Instruments Section
 Rm. D.221
 (Mr. Enayat Houshmand, Chief)
 Research, Studies and Prevention of Discrimination Section
 Rm. D.410
 (Mr. Thomas E. McCarthy, Chief)
 Special Procedures Section
 Rm. D.409
 (Mr. Georg Mautner-Markhof, Chief)
 New York Office
 Rm. S-2914
 (Ms, Elissavet Stamatopoulou-Robbins, Chief)

— Services programme and procedural relationships with NGOs to Commission on Human Rights, its subsidiary organs, the treaty bodies and other functions of the human rights programme

<p>Human Settlements United Nations Centre for Human Settlements (Habitat) Nairobi (Mr. Utatku Naiker, Senior Human Settlements Officer, Office of Programme Co-ordination) New York Office Rm. DC-2-0943 (Mr. Agwu U. Okali, Director)</p>	<p>— Since its inception, the United Nations Centre for Human Settlements has continuously co-operated and maintained contacts with human settlements related NGOs, in particular with the preparation of activities for the International Year of Shelter for the Homeless (1987) and the Global Strategy for Shelter to the Year 2000.</p>
<p>Law of the Sea Office for Ocean Affairs and the Law of the Sea Rm. Dc2-0470 New York (Ms. Mary Fisk, Law of the Sea/Ocean Affairs Officer)</p>	<p>— Assists and advises NGOs on information activities relating to the Law of the Sea. — Provides information to NGOs on the UN Convention on the Law of the Sea and related resolution of the Third UN Conference on the Law of the Sea. — Liaison with and briefing of NGOs on matters related to the Law of the Sea, in particular on developments related to the UN Convention of the Law of the Sea and on the substantive aspects of work of the Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and the International Tribunal for the Law of the Sea</p>
<p>Migrant workers (see under Social Development)</p>	
<p>Narcotic Drugs Division of Narcotic Drugs Rm. E-1481 Vienna (Mr. L. Manueco— Jenkins, Senior Social Affairs Officer) Rm. E-1479 (Mr. M. Salay, Social Affairs Officer)</p>	<p>— Services consultative programme and procedural relationship of NGOs to Commission on Narcotic Drugs and to Division's activities — Provides data on NGOs work in their field</p>
<p>Palestinian Rights</p>	<p>Function</p>
<p>Division for Palestinian Rights Rm. S-3650 New York (Mr. Aubrey Nkomi and Mrs. Michèle Poliacof, NGO Liaison Officers)</p>	<p>— Organizes and services regional symposia and international meetings for NGOs, to increase their awareness of the facts relating to the question of Palestine; — Services consultative programme and procedural relationship of NGOs to the Committee on the Exercise of the Inalienable Rights of the Palestinian People and to the Division's activities; — Organizes and services NGO information activities on the Question of Palestine and provides advisory assistance; — Provides data on NGOs' work on the Question of Palestine, maintains a database and publishes a bulletin containing information regarding NGO activity in this field.</p>
<p>Peace Studies Peace Studies Unit/PSCA Rm. S-3235 New York (Ms. Robin Ludwig, Chief)</p>	<p>— Serves as co-ordinator and clearing house for activities of NGOs and academic institutions in the promotion of peace, in particular works closely with a network of over 400 Peace Messenger organizations and cities around the world — Co-ordinates preparations for the observance of the International Day of Peace — Publishes a Newsletter for Peace Messenger organizations and cities</p>

<p>Population UN Population Fund (UNFPA) Rm. DN-1747 New York (Ms. Jeanne Peterson, Deputy Chief, Governing Council, UN Liaison External Relations Branch) (Mrs. Mehri Hekmati, Chief Interregional and NGO Pro- grammes Branch) Pavillon du Petit-Saconnex 1108, Geneva (Mr. Hans Wagener, Senior External Relations Officer) Population Division (DIESA) Rm. DC2-1970 New York (Mr. G. Bravo-Casas, Co-ordinator World Population Con- ference Implementation)</p>	<p>— Services procedural and programme needs of NGOs related to UNFPA — Provides information on UNFPA activities and promotes support for these — Assists NGOs in population-related activities — Assists in the participation of NGOs concerned in the work of Population Commission — Reports on activities of NGOs in the population field to the Population Commission</p>
<p>Refugees</p>	
<p>Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) Geneva Liaison Unit with NGOs Centre William Rappard 154 rue de Lausanne CH-1202 Geneva, Switzerland (Mr. J.N. Wetterwald, Chief) New York Office Rm. S-0931F (Mr. Guilherme Lustosa Da Cunha, Acting Representative) UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) Office of the Commissioner General Rm. E0969 Vienna (Mr. W. Gaillard, Chief: External Relations Office) New York Liaison Office Rm. DC2-0550 (Mr. John A. Miles, Director)</p>	<p>— Assists private organizations and private efforts to provide material assistance to refugees and to promote durable solutions — Cooperates with NGOs in increasing public awareness of the plight of refugees and fund raising for refugee relief and welfare assistance — Provides information to NGOs on UNRWA issues and activities — Promotes collaborative relationships with NGOs at field level and solicits contributions from NGOs — Services procedural, operational programme relationship with NGOs cooperating with UNRWA</p>
<p>Social Development</p>	
<p>Centre for Social Development and Humanitarian Affairs Rm. E1248 Vienna (Ms. M. Awward, Special Asst. to the Asst. Secretary-General) Advancement of the Aging Rm. E1312 (Mr. T. Shuman, Senior Social Affairs Officer) Advancement of Women Rm. E1273 (The Director) Crime Prevention and Criminal Justice Rm. E1236 (Mr. K. Neudek, Legal Officer) Disability Prevention and Advancement of Disabled Persons Rm. E1321 (Ms. V. Hoel, Social Affairs Officer) Developmental Social Welfare Policies and Services Rm. E1336 (Mr. M. Rao, Senior Social Affairs Officer) Migrant Workers and their Families (Social Affairs Officer)</p>	<p>- Services programme relationship for NGOs to respective ECOSOC commission and bodies — Provides data on NGO's work in this field</p>

Promotion of Co-operatives
Rm. E1347
(Mr. M. Silberman, Senior Social Affairs Officer)
The Social Situation of the Family
Rm. E1339
(Mr. W. Sims, Social Affairs Officer)
Youth
Rm. E1367
(Mr. M. Sharif, Senior Social Affairs Officer)

Social Welfare (see under Social Development)

Function

Transnational Corporations

Centre on Transnational Corporations
Rm. DC2-1212 New York
(Mr. Nikolai P. Zaitsev, Deputy Chief, or Ms. Premila Nazareth, Associate Expert, Office of the Executive Director)

— Secretariat focal point for all matters relating to transnational corporations and foreign direct investment. Services the consultative programme and procedural relationship of NGOs with the United Nations Commission on Transnational Corporations
— Provides data to NGOs on Centre's work in their fields. Issues including national legislation on foreign direct investment, the environment, hazardous wastes, labour issues, and South Africa

Women (see under Social Development)

Youth (see under Social Development)

III. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION (NGO) LIAISON OFFICES WITHIN SPECIALIZED AGENCIES AND OTHER INTER-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (1)

Food and Agricultural Organization of the United Nations
(FAO)
Via délie Terme di Caracalla
00100 Rome, Italy

Office for Inter-Agency Affairs (IAA)
Rm. B 427f
(Ms. Kay Killingsworth, Director)

Freedom from Hunger Campaign/Action for Development
(FRHC/AD)
Rm. D-636
(Mr. A. Pena-Montenegro, Coordinator)

International Civil Aviation Organization (ICAO)
1000 Sherbrooke Street West
Montreal, Quebec, Canada H3A 2R2
(M. E.W. Faller, Chief, External Relations Office)

International Fund for Agricultural Development (IFAD)
Via del Serafico 107
Rome, Italy
(Mr. B.S. Diouf, Chief: External Relations Division)

(1) Listings in this section are as received from the agencies.

International Labour Office (ILO)
Relations with Non-Governmental Organizations Unit
Relations and Meetings Department
4, route des Morillons
CH-1211 Geneva 22 Switzerland
(Mr. A. Aziz, Liaison Officer)

International Maritime Organization (IMO)
External Relations Office
Legal Affairs and External Relations Division
4 Albert Embankment
London SE1 7SR, U.K.
(Mr. F. Labastida, Senior, Deputy Director, Head, External Relations Office)

International Monetary Fund (IMF)
External Relations Department
700 19th Street, N.W.
Washington, D.C. 20431
(Mr. A.F. Mohammed, Director External Relations Department;
on NGO liaison, Mr. Jenaro D. Simpson, Deputy Chief, Public Affairs Division)

International Telecommunications Union (ITU)
Department of External Relations
Palais des Nations
CH 1211 Geneva 20, Switzerland
(Mr. John Francis, Head, Department of External Relations)

International Trade Centre UNCTAD/GATT
Palais des Nations
1211 Geneva 10, Switzerland
(Mrs. Christiane Portocarero, Senior External Relations Officer, Office of the Executive Director)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
Paris, France
(Mr. Zhaochun Xu, Assistant Director-General for External Relations)

UN Industrial Development Organization (UNIDO)
P.O. Box 300
1400 Vienna, Austria
(Mr. M. Janjic, Head, Industrial Co-operation Branch)

Geneva Liaison Office
Villa les Feuillantes
1211 Geneva 10, Switzerland
(Mr. H. Mehdi, Director)

New York Liaison Office
UN Plaza, Rm. DC1-1110
New York, N.Y. 10017
(Mr. J. Crooke, Director)

Universal Postal Union (UPU)
Case postale
3000 Berne 15, Switzerland
(Jaime Ascandoni, Vice-Director General)

World Bank

Strategic Planning and Review Department
International Economic Relations Division (SPRIE)
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
(Mr. Michael F. Carter, Chief; also contact Messers. David Beckmann, Aubrey Williams and Chris Hennin; and Ms. Kris Martin)

World Health Organization (WHO)
Chief, Office of External Co-ordination
1211 Geneva 27, Switzerland
(Mr. R.J. Anderson, Chief; Ms. J.A. Gunby, External Relations Officer (NGOs))

WHO Liaison Office with the United Nations
New York
(Dr. G.S. Mutalik, Director)

World Intellectual Property Organization (WIPO)
34 chemin des Colombettes
1211 Geneva 20, Switzerland
(Mr. Gust Ledakis, Legal Counsel)

World Meteorological Organization (WMO)
Case Postale No. 2300
CH 1211 Geneva 2
(Mr. Jin Kui, Senior Liaison Officer)

International meetings in 1989

by Ghislaine de Coninck *

Introduction

For 41th consecutive year, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding years. The detailed figures for 1989 have been finalized and we are giving here some additional comments.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last years, this enabling meaningful comparison. Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the «Yearbook of International Organizations » and in the « International Congress Calendar », i.e. : the sittings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several countries, as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations.

Excluded from the UAI figures are: purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, commercial, sportive nature such as religious gatherings, courses, party conferences, fairs, sales meeting, contest etc... Also excluded are: meetings strictly

limited in participation such as committees, group of experts, etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the headquarters of the large IGO's in New York, Geneva, Rome, Brussels, Vienna...

General picture

1989 saw a general consolidation and stabilisation of the very positive results achieved in 1988. The slight decrease of -1.99% should be considered as an adjustment of that 1988 increase — which was mainly due to the organization of a few important scientific congresses (triennial, quadrennial) which lead to the joint organization of a large number of satellite meetings.

While the American continents, both North and South, are enjoying an increase of 1.50%, the sliding is quite marginal in Europe, Asia and Africa; it is more noticeable, but logical in Australasia, for the reasons mentioned earlier on.

The development which occurred in 1989 are illustrated in the tables below. In each table, international meetings organized/sponsored by international organizations and national meetings with large international participation are indicated separately.

Table 1. Worldwide breakdown of the variations registered in 1989 versus 1988.

Continent	Total	Reunions d'ass. int. Meetings of int. org.	Reunions nat. + part. int. Meetings of nat. org.
North America	+ 0.96%	+ 0.64%	+ 0.32%
South America	+ 0.52%	- 0.07%	+ 0.59%
Europe	- 0.66%	- 0.22%	- 0.44%
Asia	- 0.42%	- 0.17%	- 0.25%
Africa	- 0.10%	- 0.11%	+ 0.01%
Australasia	- 2.29%	- 1.66%	- 0.63%
	- 1.99%	- 1.59%	- 0.40%

* Head of Congress Dept.

Table 2. Worldwide breakdown of the variations registered in 1989 versus 1987

Continent	Total	Reunions d'ass. int.	Reunions nat. + part. int.
-----------	-------	----------------------	----------------------------

International meetings in 1989

		Meetings of int. org.	Meetings of nat. org.
	+ 1.16%	+ 0.34%	+ 0.82%
	+ 1.02%	+ 0.68%	+ 0.34%
	+ 7.49%	+ 7.33%	+ 0.16%
Asia	+ 1.23%	+ 1.53%	- 0.30%
Africa	+ 0.50%	+ 0.44%	+ 0.06%
Australasia	+ 0.51%	+ 0.54%	+ 0.03%
	+ 11.91%	+ 10.86%	+ 1.05%

The comparison between tables 1 and 2 indicates that the increase versus 1987 is still of 1

Table 3. Worldwide breakdown of the total number of international meetings in 1989

Continent	Total	Reunions d'ass. int. Meetings of int. org.	Reunions nat. + part. int. Meetings of nat. org.
Europe	60.50%	41.70%	18.80%
North America	15.00%	11.00%	4.00%
Asia	12.50%	8.80%	3.70%
South America	5.40%	4.00%	1.40%
Africa	4.40%	4.10%	0.30%
Australasia	2.20%	1.70%	0.50%
	100.00%	- 71.30%	+ 28.70%

As in 1988, the major part of the study concerns meetings organized/Sponsored by international organizations : more than 71%.

The percentage of the market lost by Australasia has been recuperated by North America which has now a 15% share of the world total against 13.25% in 1988.

Table 4. Variation in 1989 versus 1988. Continent by Continent

Continent	Total	Reunions d'ass. int. Meetings of int. org.	Reunions nat. + part. int. Meetings of nat. org.
Europe	- 1.10%	- 0.40%	- 0.70%
North America	+ 7.10%	+ 4.70%	+ 2.40%
Asia	- 3.40%	- 1.40%	- 2.00%
South America	+ 11.00%	- 1.50%	+ 12.50%
Africa	- 2.50%	- 2.70%	+ 0.20%
Australasia	- 52.00%	- 38.00%	- 14.00%

Leading countries

The analysis of the leading countries indicated the following situation :

Table 5. Leading countries hosting international organizations' meetings: % of the worldwide total.

Pays *	Reunions d'ass. int. *	Reunions d'ass. nat.	Total
USA	8.70%	3.20%	11.90%
France	5.85%	3.10%	8.95%
UK	5.25%	3.35%	8.60%
Germany FR	3.65%	2.50%	6.15%
Switzerland	3.30%	0.30%	3.60%
Italy	3.20%	1.00%	4.20%
Netherlands	2.50%	2.00%	4.50%
Belgium	2.45%	1.00%	3.45%
Spain	2.00%	1.40%	3.40%
Austria	1.90%	0.50%	2.40%
Canada	1.80%	0.50%	2.30%
Finland	1.45%	0.55%	2.00%
Sweden	1.35%	0.35%	1.70%
Japan	1.30%	1.10%	2.40%
Denmark	1.05%	0.60%	1.65%
Australia	1.00%	0.50%	1.50%

* As far as the «Total» figures are concerned, the classification is, of course, different

In comparing this table with the situation in 1988, the share in the «total» percentage of the following countries is increasing: USA, France, Germany, Netherlands, Belgium, Spain, Canada, Japan, Austria, Sweden, Denmark.

Other changes to notice: the second place now occupied by France and the return in the «first ten» of Austria.

No new-comers in this table.

Despite the fact that they are not mentioned in the above table, the following countries are occupying a significant place: Singapore, India, USSR, China, Israel, Brazil, Czechoslovakia, Portugal, Greece, Norway, Yugoslavia, Thailand, Hungary, Poland, Argentine, Korea Rep, Philippines, Ireland and Hong Kong.

International meetings in 1989

Country *	Meetings of int. org. *	Meetings of nat. org.	
USA	8.70%	3.20%	11.90%
France	5.85%	3.10%	8.95%
UK	5.25%	3.35%	8.60%
Germany FR	3.65%	2.50%	6.15%
Switzerland	3.30%	0.30%	3.60%
Italy	3.20%	1.00%	4.20%
Netherlands	2.50%	2.00%	4.50%
Belgium	2.45%	1.00%	3.45%
Spain	2.00%	1.40%	3.40%
Austria	1.90%	0.50%	2.40%
Canada	1.80%	0.50%	2.30%
Finland	1.45%	0.55%	2.00%
Sweden	1.35%	0.35%	1.70%
Japan	1.30%	1.10%	2.40%
Denmark	1.05%	0.60%	1.65%
Australia	1.00%	0.50%	1.50%

Leading cities

Table 6. Leading cities hosting international organizations' meetings: % of the worldwide total

Ville *	Reunions d'ass. int. *	Reunions d'ass. nat.	Total
Paris	2.75%	2.00%	4.75%
London	.95%	1.25%	3.20%
Geneva	.95%	0.10%	2.05%
Brussels	.60%	0.40%	2.00%
Wien	.30%	0.30%	1.60%
Washington	.30%	0.20%	1.50%
Rome	1.05%	0.25%	1.30%
Singapore	0.95%	0.40%	1.35%
Strasbourg	0.85%	0.15%	0.90%
New York	0.80%	0.10%	
Berlin West	0.75%	1.20%	1.95%
Madrid	0.70%	1.00%	1.70%
Stockholm	0.70%	0.20%	0.90%
Helsinki	0.65%	0.10%	0.75%
Amsterdam	0.65%	0.55%	1.20%
Tokyo	0.60%	0.25%	0.85%
Bangkok	0.55%	0.10%	0.65%
Copenhagen	0.50%	0.35%	0.85%
Den Haag	0.50%	0.15%	0.65%
Budapest	0.50%	0.10%	0.60%

as far as the «Total» figures are concerned, the classification is of course different.

Paris, Geneva, Brussels, Vienna, Washington, Singapore, West Berlin, Amsterdam are progressing in 1989.

Breakdown by continents/regions

AFRICA

The place occupied by Africa in the international organizations' meeting market is stable: 4.40% against 4.35% in

1988; and is following the worldwide trends from year to year.

The leading countries are: Egypt with an increasing 10.65% share of the African market, followed by Kenya 8.70%, Zimbabwe 6.15%, Morocco 5.6%, Nigeria, Tunisia, Senegal and Tanzania with 5%.

NORTH AMERICA

In 1989, North America has enjoyed a comfortable increase further to a stagnant market in 1988.

The worldwide share of the North American market is thus increasing, reaching 15% in 1989 as compared to 13.25% in 1988.

As in previous years, one wishes to stress again the fact that the meetings taken into consideration in the survey are primarily those organized by international non governmental organizations; it is a well known fact that the number of large national meetings organized in North America is much higher than the figures mentioned in this analysis (specially in the USA); the survey of this specific market is not within the scope of activities of the UAI.

On a worldwide basis, the USA are keeping their leadership with an increasing 11.9% of the world total.

SOUTH AMERICA

Positive results are also achieved in South America with an 11% increase of the region's market versus 1988.

The worldwide share is now 5.40 % against 5.23 % in 1988.

The progress is mostly due to the good results achieved in Argentina and Chile; the situation is unchanged in Brazil and in most other countries of the region.

Brazil is leading the South American market with a 27% share; it is followed by Argentina 18% (+5%), Cuba 7%, Mexico and Colombia 6%, Uruguay 5%.

ASIA

Asia ranks again third behind Europe and North America with a 12.50% share of the worldwide total (12.7% in 1988).

In comparison with 1988, a 3.40% regional decrease has been recorded. However, this is not due to « under performances » but more to the fact that the 1988 Olympic games in Korea generated an important number of international meetings.

Noticeable increases have been registered in Hong Kong and Israel.

Japan remains leader of the area with a 19% share of the Asian total; it is followed by Singapore 11%, Israel 9%, India 8.5%, China 8%, Hong Kong 7.5%, Thailand and Philippines 6%, Korea Rep 5.5%.

The rating of China has to be taken with some reserve as some meetings taken into consideration might have been cancelled due to the situation which prevailed last summer.

AUSTRALASIA

As forecasted, the exceptional boom which took place in Australia in 1988 was not sustained. This is also not an « under-performance » but the return to a normal situation; one should notice that compared to the 1987 results, the

situation is increasing.

EUROPE

As indicated on Table 1, the number of international meetings has slightly decreased in Europe in 1989 (- 0.66%). It is however encouraging to note on table 2, that compared with 1987, the increase is of 7.49%.

60.50% of the meetings reported in the survey were organized in Europe. More than two thirds of these meetings were sponsored/organized by international organizations.

France is occupying the leading European seat with, respectively 8.95% of the worldwide market and 14.85% of the European one. This situation is due most probably to the numerous events organized in France in 1989 jointly with the celebrations of the anniversary of the French revolution.

France is followed by UK 14.15% of the European market, Germany FR 10.20%, Netherlands 7.40%, Italy 6.95%, Switzerland 5.90%, Belgium 5.75%, Spain 5.50%.

Significant increases have been recorded not only in France, but also in Austria, Germany FR, Netherlands, Portugal, USSR, Czechoslovakia, Monaco, Cyprus and Turkey.

Breakdown by cities

Table 6 lists the leading cities hosting of international organizations meetings; no major changes occurred in the top of the table: for the last 10 years, Paris, London are occupying respectively the first and second places followed by Geneva and Brussels.

When taking into consideration only the international organizations' meetings, the classification of cities within the various continents/regions is as follows:

Africa: Cairo, Nairobi, Harare.

North America: Washington, New York, Montreal, Toronto, Chicago.

South America: Buenos Aires, Rio de Janeiro, Sao Paulo.

Asia: Singapore, Tokyo, Bangkok, Seoul, New Delhi, Jerusalem, Beijing, Manila, Kuala Lumpur.

Australasia: Sydney, Melbourne, Brisbane, Auckland.

Europe: Paris, London, Geneva, Brussels, Vienna, Roma, Strasbourg, West Berlin, Madrid, Stockholm, Helsinki, Amsterdam, Copenhagen.

Participants

The analysis of information related to the number of delegates attending these meetings confirms the previous trends i.e. a majority of meetings with less than 1000 participants :

- between 100 and 500 participants: 57% : unchanged
- between 501 and 1000 participants: 17% : + 7% versus 1988.

International meetings in 1989

Exhibitions

The number of exhibitions organized jointly with international meetings is increasing progressively. On the total number of meetings recorded, 10.50% indicate the organization of a joint exhibition; in 1988 the figure was 6.80%.

gone up by 1.50% and is now the second most popular month for meetings.

Conclusions and future trends

International meetings in 1989

Breakdown by months

The breakdown by month is as follows :

September	14.20%
October	13.20%
June	11.45%
May	11.10%
November	9.00%
April	8.90%
July	7.60%
August	7.30%
March	6.30%
February	3.95%
December	3.30%
January	3.30%

As compared with the results of 1988, October has

As indicated at the beginning of this analysis, further to the large increase of 1988, 1989 was a year of stabilisation.

The decreasing figures reported here and there are not to be considered as « under performances » but rather the consolidation of the 1988 scored.

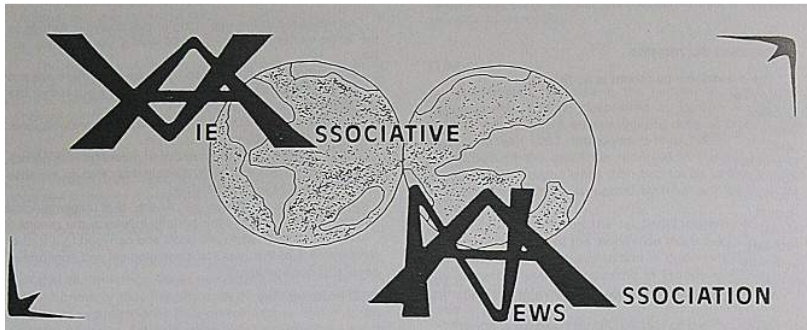
No major changes to report on the Continents/regions, countries, cities tables.

A slight increase in the number of meetings with participants between 501 and 1000 participants; also an increase in the number of joint exhibitions.

As usual one should be aware that regional/local events/celebrations will temporarily influence the results.

Trends for the future are good and can lead to a further development of this important sociological and economical aspect of our society.

GDC Brussels May 1990



Colloque de l'Institut européen de sécurité sociale sur la sécurité sociale et l'Europe 1992

L'Institut européen de sécurité sociale a tenu du 12 au 14 octobre 1989 un colloque à Porto (Portugal) sur le thème « La sécurité sociale et l'Europe 1992 ». Ce colloque a accueilli environ 140 participants de 17 pays d'Europe ainsi que des représentants de la Commission des Communautés européennes, du Conseil de l'Europe et du Bureau international du travail. L'AISS était représentée par M. Vladimir Rys, secrétaire général, et M. Roland Sigg, membre du Service de la recherche et de la documentation du Secrétariat général.

Le thème de l'Europe 1992 prend une importance particulière non seulement pour les gestionnaires des régimes de sécurité sociale européens, mais aussi pour les chercheurs qui découvrent dans la construction d'une Europe économique et sociale une stimulation et un objet de recherche nouveau. Le danger existe en effet qu'un marché européen unifié se mette progressivement en place sans pour autant qu'une Europe sociale, une Europe dans laquelle les résidents des différents pays connaîtraient des avantages sociaux similaires, ne voie le

jour. Ce qui mettrait du même coup en péril un espace économique unifié: la seule dérégulation des marchés nationaux, sans dispositions assurant des normes sociales communes, risque de renforcer les inégalités entre pays membres de la CEE, rendant difficile toute intégration supplémentaire. Cette nécessité de construire un espace social européen en parallèle de l'espace économique prévu après 1992 a constitué une des conclusions de ce colloque.

Un rapport introductif sur le thème du colloque a été présenté par deux spécialistes de l'Europe sociale, MM. R. Draperie et A. Laurent, anciens fonctionnaires de la Commission des Communautés européennes. Le premier s'est attaché à définir le cadre général dans lequel se place l'avènement d'un marché unique en Europe, considérations nécessaires avant de s'interroger sur les adaptations et les mutations que les systèmes nationaux de sécurité sociale auront à supporter du fait de la réalisation d'un espace économique unifié. Cette toile de fond, c'est, selon le rapporteur, la mondialisation de l'économie et l'avènement d'une crise de civilisation succédant à des

crises conjoncturelles. Il s'agit en fait de véritables « mutations » auxquelles nos sociétés doivent s'habituer et qui en changent radicalement les bases. De tels changements rendent nécessaire un nouveau contrat social, l'Europe occidentale pouvant à cet égard jouer un rôle exemplaire. Les pays ont en effet élaboré un modèle social caractéristique qui les distingue des autres nations du globe. Si des différences importantes existent entre pays européens, leurs caractéristiques communes, estime le rapporteur, sont encore bien plus importantes. Les nations européennes devraient donc être en mesure de définir un contrat social européen, qui impliquerait un minimum de solidarité au niveau communautaire, en particulier sous forme de transferts financiers entre les Etats membres de la CEE les plus prospères et leurs partenaires en retard. Sans cela, 1992 aura sans aucun doute des effets sociaux régressifs. A cette solidarité financière incontournable, a conclu M.R. Draperie, devra s'ajouter une série de normes sociales communes tenant compte des spécificités nationales.

Dans la seconde partie de ce rapport introductif, M. A. Laurent s'est attaché à définir le contenu désirable d'un tel contrat social européen, rendu nécessaire par le fait que l'entité nationale ne pourra plus remplir son rôle d'équilibre traditionnel entre l'économie et le social. Sans compter que l'unification des marchés risque de substituer la dévalorisation du social à la dévalorisation monétaire rendue impossible. Selon quels axes un tel projet social permettant de rétablir un équilibre devrait-il se développer? Pour le rapporteur, il s'agit en premier lieu d'assurer la reconnaissance mutuelle des systèmes nationaux de sécurité sociale, afin d'assurer toutes les chances à la libre circulation des personnes, des services et des biens. Ensuite, un rapprochement des systèmes nationaux semble méfiable. A ce sujet, il faut remarquer, précise M. Laurent, que ce n'est pas l'harmonisation en elle-même qui est importante, mais le fait qu'un rapprochement organisé des systèmes soit entrepris afin de garantir à terme une égalisation des conditions de vie et de travail dans les différents pays européens. Enfin, il s'agit de favoriser une convergence volontaire des politiques sociales sur des objectifs communs, afin de relever les défis du marché intérieur vis-à-vis de l'extérieur, le tout dans le respect des régimes existants. En conclusion, le rapporteur appelle à une stratégie qui soit à la hauteur des réalisations qu'annonce l'échéance de 1992. Cette stratégie doit tendre à rétablir l'équilibre entre l'économie et le social, qui est mis en péril au niveau national.

Dans son rapport sur la coordination des régimes de sécurité sociale dans la Communauté, Mme A. Bosscher, administrateur principal à la Commission des Communautés européennes, a présenté les conséquences d'une des quatre libertés fondamentales garanties par le traité de la CEE: la libre circulation des per-

sonnes. Afin de devenir un droit réel, cette garantie doit être accompagnée de mesures visant à protéger le migrant contre la perte du droit à prestations dans le domaine de la sécurité sociale. Si l'objectif actuel de ces mesures consiste en ce que tous les ressortissants de la CEE, quel que soit leur pays de résidence, soient couverts, autant en ce qui concerne les régimes légaux que complémentaires, et si cet objectif est en voie de réalisation, il n'en reste pas moins, précise le rapporteur, d'une part, que les ressortissants de pays non membres de la CEE ne sont pas compris dans ces mesures; d'autre part, que les différents régimes de sécurité sociale des Etats membres sont caractérisés par une grande complexité des réglementations qui complique inutilement les procédures nécessaires afin de faire reconnaître les droits sociaux des personnes. Une meilleure coordination des systèmes existants constitue certainement un défi important pour l'Europe d'après 1992.

Le professeur F. Maia, président du Conseil scientifique de l'Association portugaise de sécurité sociale, a ensuite présenté un rapport sur l'influence d'un marché européen unifié sur le système de sécurité sociale portugais. Après avoir présenté le système portugais actuel de sécurité sociale ainsi que les conséquences du marché élargi sur son pays, le rapporteur a insisté sur les opportunités, mais aussi les risques, qu'un tel processus comporte pour un pays ayant rejoint la CEE depuis peu et se situant parmi les pays européens à bas revenu.

Quatre rapports portant sur des aspects particuliers ont ensuite été présentés. Le professeur J. H. Petersen, de l'Université d'Odense (Danemark), a présenté un rapport sur les aspects économiques; le professeur P. O'Higgins, du Christ's College de Cambridge (Royaume-Uni), a abordé certains aspects de la politique sociale britannique et ses influences

sur celle de l'Europe; Mme U. Engelen-Keefer, vice-présidente de l'Agence fédérale pour l'emploi de la République fédérale d'Allemagne, a présenté un rapport sur le chômage et l'emploi; enfin, le professeur P. Sandulde, de l'Université de Rome, a abordé les aspects juridiques de la sécurité sociale de l'Europe de 1992.

En fin de réunion, un panel, présidé par le professeur J. Veldkamp, président de l'Institut européen de sécurité sociale, a permis de revenir sur certains thèmes qui avaient été abordés dans la discussion des rapports présentés durant la réunion, ainsi que de présenter les positions de différentes organisations internationales quant au sujet de la réunion. Ainsi, M.S. Nagel, du Conseil de l'Europe, a élargi la problématique à l'ensemble des pays européens en présentant les acquis du Code européen de sécurité sociale; M.R. Draperie, remplaçant M.P. Venturini de la Commission des Communautés européennes, a défini le rôle de la Commission dans le renforcement de l'Europe sociale; les représentants de l'AISS ont précisé le rôle que pouvait remplir cette association dans la constitution de l'espace social européen. Finalement, M. G. Perrin, ancien fonctionnaire du BIT, a conclu en déclarant que la constitution de l'Europe sociale découlait d'une grande espérance, bien que le sentiment prédominant dans ce débat soit souvent la déception. Ce qui nous manque, c'est finalement la conviction qu'un nouvel ordre social est nécessaire et indissociable de la réalisation d'une Europe élargie.

Comme à l'accoutumée, les actes de ce colloque seront publiés dans les annales de l'Institut européen de sécurité sociale. La prochaine réunion de l'Institut aura lieu du 4 au 6 octobre 1990 à Genève et portera sur les protections complémentaires en matière de sécurité sociale. (*Revue internationale de sécurité sociale*, 1/90).

New... Plans... New... Plans... New... Plans... New... Plans... New... Plans... New... Plans... New...

M, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, et son homologue soviétique, M. Vladimir Tcherbakov, président du Comité d'Etat de l'URSS pour le travail et les affaires sociales, ont signé samedi 22 septembre à Auxerre un protocole d'accord de coopération technique, qui sera ratifié lors de la visite de M. Gorbatchev à Paris d'ici quelques semaines.

Point-clé de l'opération: l'ouverture à Moscou avant la fin de l'année du Centre international des problèmes sociaux et du travail, qui formera deux mille cadres soviétiques par an. Concrètement, il s'agit de former des cadres syndicalistes, représentants patronaux et fonctionnaires du ministère du travail.

En France, les stagiaires seront accueillis, soit par le CNPF, soit au sein des cinq centrales syndicales (toutes ont donné leur accord), soit au ministère du travail, où ils apprendront les techniques de médiation et d'inspection du travail. L'URSS souhaite obtenir l'adhésion d'une dizaine de pays (RFA, Japon, Etats-Unis ...) à ce projet, ainsi que le soutien du Bureau international du travail.

(Le Monde, 2. oct. 1990)

Un groupe de coopération en Méditerranée occidentale est né mercredi 10 octobre à Rome lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des cinq Etats membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) - Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie — et des quatre pays de l'Europe du Sud — Espagne, France, Italie, Portugal. Cette nouvelle structure a apporté son soutien à l'idée italo-espagnole de créer une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM) calquée sur la CSCE.

Le «groupe des Neuf» (dénomination ni originale ni tout à fait exacte puisque Malte participe aux travaux en tant que membre associé) a d'ores et déjà mis sur pied un mécanisme de coopération. Des experts se réuniront avant la fin de l'année, les ministres se rencontreront au moins une fois par an — en 1991, la conférence ministérielle aura lieu à Alger — et réfléchiront sur les thèmes suivants: institutions financières multilatérales, autosuffisance alimentaire, lutte contre la désertification, migrations, question de la dette et sauvegarde du patrimoine culturel.

(Le Monde, 15 oct. 1990)

At a meeting of the International Peace Research Association held in Groningen (Netherlands) on 4 July 1990, it was decided to set up an European Peace Research Association (EUPRA). It will be registered in the Federal Republic of Germany, and the secretariat will be in Bonn.

The first General Conference of EUPRA will be held in Firenze in the beginning of November 1991. Special attention will be given to financing participation of members from countries with non convertible currencies.

EUPRA will approach relevant funds to get some basic financing beyond the voluntary contributions from members.

Until proposals from members indicate other priorities, the research areas to which EUPRA will initially give particular attention include:

- Non-Offensive Defence in Europe (including problems of conversion)
- Institutionalization of a Pan-European Development (economic and institutional conditions of cooperation and consequences for political development)
- The North-South dimension of European Cooperation (Southern Europe as well as the Third World)
- Identities and conflict (national, ethnic, religious)
- Ecology and Peace
- Historical and Cultural Dimensions of Peace in Europe.

In the beginning, EUPRA will give priority to coordinating research activities in which members are engaged and have expressed interest in coordination.

A board has been elected: Prof Dr Haken Wiberg as President and Mr Karlheinz Koppe as Secretary.

L'Annexe du *Moniteur Belge* du 11 octobre 1990 publie les statuts de l'Association européenne d'études des traumatisés crâniens et de leur réinsertion (European Brain Injury Society) (EBIS). Cette association a pour objet l'étude des traumatisés crâniens et leur réinsertion dans les pays de la Communauté européenne et éventuellement dans d'autres pays. Elle se compose de personnes physiques et de personnes juridiques légalement constituées selon les lois de leurs pays d'origine. Le conseil d'administration se compose de 27 personnes de 11 nationalités différentes: britannique, italienne, portugaise, française, belge, allemande,

espagnole, luxembourgeoise, néerlandaise, grecque et danoise. Le président est le Prof. Jean Luc Truelle (France) et le secrétaire le Dr. Thierry De Barys (Belgique).

Le siège est établi *rue de Londres 17, 1050 Bruxelles*. L'association bénéficie du régime de la loi belge du 25 octobre 1919.

L'Association européenne pour le développement de l'information et de la formation des femmes

(EUDIFF) a pour objet de favoriser la circulation de l'information sur les situations, les droits et les modes de promotion des femmes dans les pays membres de la Communauté européenne. L'association est ouverte à tous les représentants d'organismes locaux, régionaux, nationaux et européens qui incluent dans leur champ d'intervention la promotion des femmes pour certains ou pour toutes les activités suivantes: formation, édition, diffusion de documents (écrits, audio-visuel, télématique, banque de données, etc.), recherches et études, services d'information et de documentation, organisation de manifestations spécifiques. Le bureau d'information des femmes de la Commission des Communautés européennes apporte son appui à la réalisation de l'objet de l'association. Les 7 membres fondateurs appartiennent à 5 nationalités différentes: espagnole, belge, britannique, française et allemande.

Le siège est établi: *rue Lesbroussart 99, 1050 Bruxelles*.

(Annexe au *Moniteur Belge* du 11 octobre 1990)

A proposal for a Pacific-Asian Marine science and Technology Education and Training Network at the tertiary level has been presented by S. Maynard and JRE Harger to the 4th Pacific congress on marine science and technology (Tokyo, July 16-20, 1990) in the following terms. To improve tertiary marine science and technology education and training in the Pacific-Asian region, a network will be established to coordinate development of faculty expertise and student experience. This will be accomplished through exchanges of faculty, staff, and students among member institutions; operation of teaching resource centers; conduct of workshops to update faculty on

recent developments in the field and on implementation of innovative teaching methods; and by improving communications among members through print, audio-visual and electronic media. With initial funding anticipate from the United Nations Development Bank, a secretariat will be established with sub-regional headquarters located at institutions in three centers: South and Central Asia, South East Asia, and the Pacific Islands. Each country would designate a lead institution which would be responsible for communicating with the sub-regional center and for disseminating information to other member institutions in the country. Policy and programs would be determined by steering committees at the region, sub-regional, and national levels. A major program theme will be the marine aspects of global change. Member institutions would include primarily those which conduct teaching and research in marine science and technology at the undergraduate level. Institutions which conduct marine research, resource management, and/or education at other levels may become members if they contribute staff, resources, or facilities to undergraduate programs. Members will include institutions from developing, developed, and newly industrialized countries. At the end of ten years, the network will be financially self-sufficient from member contributions, grants, and sales of educational products and services. The design is based on two Unesco/Rostsea questionnaire surveys and the visit by a consultant to 119 institutions in 14 countries. Potentially, the network would include 145 institutions in 37 countries with a projected five-year budget of US\$ 8.9 million.

(Pacific Science Association Information Bulletin, March 90)

Au cours de la 276^e session plénière du Comité économique et social des Communautés européennes (25 et 26 avril 1990), la proposition du règlement CEE du Conseil créant une Fondation européenne pour la formation a reçu un avis favorable. Cette fondation aura pour objectif principal de contribuer à l'adaptation des systèmes de formation en Pologne et en Hongrie. Elle sera ouverte à la participation (publique ou privée) de pays non communautaires. La Fondation concentrera ses activités sur la formation professionnelle, la formation permanente et la formation dans certains secteurs spécifiques. Son rôle consistera à assurer : une coopération efficace dans la mise

en œuvre de l'assistance aux pays d'Europe centrale et orientale pour le domaine de la formation professionnelle:

- en contribuant à identifier leurs besoins de formation et de recyclage et la stratégie à suivre;
 - en agissant comme un service de compensation à travers lequel transiteront les informations relatives à la demande et à l'offre d'assistance;
 - en encourageant et en facilitant l'assistance multilatérale par la mise sur pied d'équipes multinationales spécifiques ou le montage d'un cofinancement multinational de projets spécifiques qui devront être menés à bien sur une base décentralisée, mais sous le contrôle de la Fondation.
- La Fondation sera constituée en 1990 sous la forme d'un organe autonome, qui collaborera étroitement avec le CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle) à Berlin. Les deux institutions coopéreront activement, et la Fondation pourra non seulement tirer profit de l'expérience et des contacts du CEDEFOP, mais aussi partager les locaux de ce dernier. La Fondation se constituera d'ici à la fin de cette année, et elle devrait être capable de fonctionner à plein régime en 1991.

Le budget de la Fondation sera financé par le budget communautaire (dotation prévue pour 1990: 6 millions d'écus) et d'autres dotations éventuelles.

European Foundation for Landscape Architecture a été fondée à Bruxelles le 28 octobre 1989 sous le régime de la loi belge du 25 octobre 1919. La fondation se compose d'associations des architectes paysagistes, membres de l'International Federation of Landscape Architects dans la Communauté économique européenne. Un des objectifs de la fondation est de représenter les membres auprès de la CEE et de collaborer avec celle-ci à la préparation de toutes directives concernant l'environnement naturel et créé par l'homme; elle veillera au bon fonctionnement des cours d'architecture du paysage dans la CEE.

Michael Oldham (GB) a été élu président et Stefan Stegen (Belgique) secrétaire général. Le nom officiel en français est Fondation européenne pour l'architecture du paysage.

Le siège est fixé avenue Brugmann 52 1060 Bruxelles.
(Annexe au *Moniteur Belge* 4 oct. 1990)

Six personnes du monde du cinéma francophone ont décidé de créer un Bureau de liaison du cinéma de l'espace francophone.

Deux de ces personnes représentent l'Afrique, deux l'Amérique du nord et deux l'Europe. L'objet du Bureau est d'une façon générale développer la coopération et les échanges internationaux relatifs à la création, la production, la diffusion et la formation dans le domaine du cinéma pour l'espace francophone. Peut-être membres actifs les associations ou groupements de professionnels de la création, de la production, de la diffusion, les écoles, les festivals qui d'une manière générale concourent à la promotion, à la défense et à l'illustration des intérêts des cinématographes de l'espace francophone.

Le siège est actuellement fixé : rue des Brasseurs 175, 5000 Namur, Belgique.

(Annexe au *Moniteur Belge* 4oct. 1990)

Onze personnes de 6 nationalités différentes — Allemagne, Italie, France, Pays-Bas, Belgique et Royaume-Uni — ont constitué entre elles une association internationale selon la loi belge du 25 octobre 1919 dénommée Association européenne pour l'éducation aux médias audiovisuels. Cette association a pour objet de promouvoir l'éducation aux médias, plus spécifiquement aux langages de l'image et du son, en y sensibilisant le public et surtout les jeunes.

Le siège est fixé: rue Rubens 92, 1030 Bruxelles.

(Annexe au *Moniteur Belge*, septembre 1990)

Régie par la loi belge du 25 octobre 1919, l'Association de recherches appliquées dans la Communauté (ARCA), est une association internationale créée par des économistes et d'autres chercheurs de différentes disciplines, en provenance de plusieurs universités et centres de recherches publics et privés. Elle a pour objet de collaborer au développement de méthodes et d'analyses communes dans le domaine de la recherche économique et sociale et de faire avancer la connaissance de l'économie européenne. Le président est Francis Cripps (GB).

Le siège est établi: Den Blommart 17, B-2540 Hove.

(Annexe au *Moniteur Belge* du 11 octobre 1990)

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

Some items in recent issues : <i>Parmi les thèmes traités récemment</i>	Issue number : <i>Numéros :</i>
The recognition of the legal personality of INGOs <i>La reconnaissance de la personnalité juridique des OING</i>	8/1986, 3/1990.
Latin American Associations <i>Les associations latino-américaines</i>	6/1986, 6/1989, 3/1990.
INGOs tomorrow <i>L'avenir des OING</i>	3/1987, 1/1990.
INGOs' vision of education for Peace <i>L'éducation pour la paix selon les OING</i>	6/1987, 3/1989.
New social movements <i>Les nouveaux mouvements sociaux</i>	1/1988, 6/1989, 1/1990, 3/1990.
Cooperatives in today's world <i>Les coopératives dans le monde contemporain</i>	3/1988, 1/1990.
Evaluation of association work <i>L'évaluation des projets associatifs</i>	5/1987, 4/1988, 4/1990.
Voluntary work <i>Le travail volontaire</i>	2/1989, 3/1990, 4/1990.
Cooperation between development NGOs and the EEC <i>La coopération entre les ONG de développement et la CEE</i>	3/1990.
INGOs' view of environmental problems <i>Les OING et les problèmes écologiques</i>	3/1989, 4/1989, 1/1990.
Humanitarian aid <i>L'aide humanitaire</i>	2/1988, 6/1989, 4/1990.
The future of trade-unions <i>L'avenir des syndicats</i>	2/1988, 5/1989, 6/1989.
External debt and structural adjustment: INGOs and the World Bank <i>Dette extérieure et ajustement structurel: les OING et la Banque mondiale</i>	2/1990.
Europe 1993 6/1990.	5/1990.

Forthcoming topics:

Dans les prochains numéros:

- Towards global policies for development
Vers une politique de développement planétaire
- The changing world of Northern NGOs
L'évolution des ONG du Nord
- Europe 1993
- Global Social Changes Organizations
L'éthique universelle et les organisations transnationales
- Linguistic communication problems in international relations
Les problèmes de la communication langagière dans les relations internationales
- Social change in Eastern Europe.
Le changement social en Europe de l'Est